

# SÉNAT

## Table alphabétique des Orateurs et Auteurs

SESSION ORDINAIRE DE 1953-1954.

### A

**Adam**, sénateur provincial du Luxembourg.

*Doc.* — N° 95. Rapport : Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954.

N° 138. Rapport : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1953 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1952 et antérieurs.

N° 238. Rapport : Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième revision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

N° 250. Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 59 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

*Ann.* — Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Dépose le rapport, p. 352 (17 décembre 1953).

Discussion générale. — Discours : concernant la base établie par le Gouvernement quant à ses évaluations — la justification de la régression des recettes provenant des impôts directs — notre position envers l'U.E.P. et les mesures prises pour assurer la stabilité financière et monétaire du pays — nos échanges avec l'extérieur — la dette publique — le recours à l'emprunt pour les investissements productifs — les investissements privés et l'épargne — les résultats encourageant de la politique financière du Ministre, p. 355 à 358 (22 décembre 1953). — Fait des observations. — Répond aux remarques formulées par MM. Coulonvaux et Doutrepont et déclare que leur critique n'est pas fondée, p. 395 à 397 (23 décembre 1953).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : concernant les secteurs de l'économie agricole belge dont la production excède les besoins nationaux ou est en voie d'atteindre le point de saturation du marché belge — les accroissements de production dans les pays étrangers pouvant exercer une pression sur les prix de vente de nos produits, notamment en ce qui concerne le ble, les céréales secondaires, la viande bovine et la viande porcine, la production laitière — la nécessité d'adapter une politique agricole équilibrée à l'évolution de la conjoncture — la création d'un fonds spécial agricole, p. 506 à 508 (19 janvier 1954). — Fait des observations, p. 564 (26 janvier 1954).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1953 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1952 et antérieurs. — Dépose le rapport, p. 554 (21 janvier 1954). — Discussion générale. — Discours : concernant l'amortissement de la dette consolidée de l'Etat envers la Banque Nationale — le programme de compression des dépenses, p. 645 (2 février 1954).

**Adam** (*suite*).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième revision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Dépose le rapport, p. 1021 (3 mars 1954). — Discussion générale. — Discours : concernant les améliorations importantes apportées par le projet — la mobilité des pensions, p. 1139 (10 mars 1954).

Proposition de loi modifiant l'article 59 des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Dépose le rapport, p. 1021 (3 mars 1954). — Discussion générale. — Discours : concernant les raisons pour lesquelles la Commission propose le rejet de la proposition, p. 1165 (11 mars 1954).

**Allard**, sénateur de l'arrondissement de Liège.

*Doc.* — N° 61. Rapport : Projets relatifs à des demandes de naturalisation.

N° 169. Rapport : Projets relatifs à des demandes de naturalisation.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 16, p. 136 (26 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi régularisant certaines situations nées de la guerre, en matière de taxes assimilées aux impôts directs. — S'abstient au vote, p. 434 (23 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Interpellation de M. Harmegnies au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Discours : concernant le Fonds de l'assistance publique — le Fonds des communes — les causes de la situation existante — les comptes des intercommunales, p. 716 à 717 (9 février 1954).

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire en 1954 par la Société anonyme du Crédit Communal de Belgique aux communes à situation obérée. — Discussion générale. — Discours : fait des observations au sujet du projet annoncé par le Gouvernement, p. 852 à 853 (24 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

**Allard** (suite).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution. — Art. 24bis (nouveau) : Justifie son vote, p. 930 (26 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) protocole additionnel au traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : concernant son opposition au traité de la C.E.D. — la nécessité de bâtir l'Europe et d'élire un Parlement, p. 1144 à 1145 (10 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — S'abstient au vote de l'amendement de M. Buisseret, et justifie son abstention, p. 1082 (5 mars 1954).

Projet de loi portant rattachement du hameau de Schelfheide, commune de Gorssem, à la commune de Nieuwerkerken. — S'abstient au vote, p. 1086 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**Allewaert**, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 9, p. 135 (26 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion des articles du Tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 175 (2 décembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution. — Article premier. — Discussion : fait des observations, p. 808 (18 février 1954). — Art. 47, alinéa 2. — Discussion : appuie la proposition, p. 933 — fait des observations p. 936 (26 février 1954).

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire en 1954 par la Société anonyme du Crédit Communal de Belgique aux communes à situation obérée. — Discussion générale. — Discours : concernant l'égalité entre communes et leur reclassement — l'octroi de subsides d'après un critère autre que celui basé sur les dépenses, p. 852 (24 février 1954).

Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 8 mars 1951 relative aux impôts sur les revenus. — Discussion générale — fait des observations, p. 854 (24 février 1954).

**Ancot**, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

*Doc.* — N° 118. Amendement : Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects.

N° 168. Rapport : Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution.

**Ancot** (suite).

N° 186. Rapport : Propositions de déclaration de revision des articles 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, 7, 15, 20, 21, 22, 24, 33, 73, 90, 117 et 121 de la Constitution.

N° 247. Amendement : Proposition de déclaration de revision de l'article 84 de la Constitution.

N° 270. Rapport : Projet de déclaration relatif à la revision de l'article 47, alinéa I, de la Constitution.

*Ann.* — Projet de loi portant modification du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de Commerce (loi du 15 décembre 1872). — Projet de loi portant modification du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du Code de Commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes et projet de loi sur le registre du Commerce. — Discussion générale. — Renvoi en commission. — Discours : appuie la proposition de renvoi, p. 102 (24 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion du § 2, de l'article 2, p. 222 (8 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects. — Discussion des articles — son amendement tendant à la suppression de l'article 23 tombe, p. 505 (19 janvier 1954).

Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus, coordonnés par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948 — S'abstient au vote, p. 675 (3 février 1954).

Proposition de déclaration de revision des articles 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, 7, 15, 20, 21, 22, 24, 33, 73, 90, 117 et 121. — Prise en considération. — Fait des observations sur la procédure de prise en considération et la fixation d'une date limite pour la recevabilité des propositions, p. 638 à 640 (2 février 1954). — Dépose le rapport, p. 742 (10 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 761 et 763 (11 février 1954), pp. 775, 777 à 779 (16 février 1954).

Art. 6, alinéa 2.

Discussion — estime que l'adjonction « sans distinction de sexe » est superflue, le texte actuel excluant toute distinction, p. 790 (17 février 1954).

Art. 36.

Discussion. — Fait des observations, p. 794 (17 février 1954).

Titre III, chapitre 1<sup>er</sup>, article 36 (adjonction d'un 2<sup>e</sup> alinéa).

Discussion. — Discours : déclare que la Commission s'est prononcée en faveur du remplacement par un membre de la même assemblée et que les trois cas énumérés le sont à titre limitatif, pp. 799 à 801 (18 février 1954).

Titre III, chapitre V, articles 95 et 105.

Discussion. — Discours : estime que le Conseil d'Etat doit avoir sa place dans nos institutions constitutionnelles, p. 802 (18 février 1954).

Art. 56bis.

Discussion. — Fait des observations, p. 803 (18 février 1954).

Art. 59.

Discussion. — Fait des observations, p. 803 (18 février 1954).

**Ancot (suite).****Art. 131.**

Discussion. — Discours : concernant la formule adoptée par la Commission, p. 805 (18 février 1954).

**Titre VIII, adjonction d'un article 140.**

Discussion. — Fait des observations, p. 806 (18 février 1954).

**Art. 1<sup>er</sup>.**

Discussion. — Fait des observations, pp. 811 et 815 (18 février 1954).

**Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.**

Discussion. — Discours : concernant la décentralisation nécessaire et l'impossibilité de résoudre les graves problèmes qui se posent par une séparation administrative de la Belgique, pp. 887 à 889 (24 février 1954).

**Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 4.**

Discussion. — Discours : estime que la proposition de M. Glineur n'est pas recevable parce que contraire à un principe de la Constitution, p. 906. — Fait des observations, p. 908 (25 février 1954).

**Art. 7 et 24bis.**

Discussion. — Discours : concernant les deux conceptions radicalement différentes de la législation — la possibilité de suivre l'évolution sociale sans modifier la Constitution, pp. 920 à 921 (25 février 1954).

**Art. 22.**

Discussion. — Discours : justifie la position négative de la Commission, p. 929 (26 février 1954).

**Art. 41.**

Discussion. — Discours : déclare que la Commission a jugé ce projet superflu étant donné que cette question peut être réglée par une loi ordinaire, p. 931 (26 février 1954).

**Art. 47, alinéa 2.**

Discussion. — Défend le projet, pp. 935 à 936 (26 février 1954).

**Art. 84.**

Discussion. — Fait des observations, p. 939. — Discours : estime qu'il serait prudent de ne pas exclure complètement une possibilité de révision, mais qu'il est nécessaire de prévoir des dispositions très sévères, p. 941 (26 février 1954). — Marque son accord sur la réserve faite par M. Vermeylen, p. 1096 et 1097 (9 mars 1954).

**Art. 47, alinéa 1<sup>er</sup>.**

Discussion. — Donne lecture du rapport complémentaire de la Commission spéciale, pp. 1100 à 1101 (9 mars 1954).

**Art. 25bis.**

Discussion. — Fait des observations, p. 1103 (9 mars 1954).

**Art. 68.**

Discussion. — Fait des observations, p. 1105. — Discours : appuie la thèse du Ministre de l'Intérieur — rappelle l'esprit qui a animé le constituant de 1830 en ce qui concerne le vote des budgets, pp. 1105 à 1106. — Fait des observations, p. 1106 (9 mars 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion des articles. — Demande l'insertion d'un article 13 (nouveau) qui est adopté et intervient dans sa discussion, pp. 832 à 834 (23 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 839 (23 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1087 (5 mars 1954).

**Ancot (suite).**

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — S'abstient au vote et justifie son vote, p. 1084 (5 mars 1954).

Proposition de loi modifiant la législation sur le bail à ferme — S'abstient au vote et justifie son vote, p. 1087 (5 mars 1954).

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote et justifie son vote, p. 1151 (10 mars 1954).

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature de la côte. — Discussion des articles : son amendement à l'article unique est adopté, p. 1167 (11 mars 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — S'abstient au vote et justifie son vote, p. 1224 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — S'abstient au vote et justifie son vote, p. 1224 (12 mars 1954).

**B****Baers (Mlle), sénateur coopté, secrétaire du Sénat.**

Doc. — N<sup>o</sup> 84. Amendements : Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

Ann. — Nomination du bureau définitif — est réélue secrétaire du Sénat, p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : souligne les nouvelles tendances du projet : les subsides pour l'assainissement des habitations malsaines, l'intervention dans le loyer majoré, l'équipement mobilier, le logement des vieillards et des indigents. — Demande une prompté élaboration des arrêtés d'exécution, p. 121 (25 novembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 131 (26 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 162. — Discours : concernant l'indemnisation des membres du personnel de l'Etat, victimes d'accidents du travail — la fixation de la pension de la veuve d'un fonctionnaire — l'accès des femmes aux emplois de l'Etat — le droit de la femme de rester à son foyer et les allocations en faveur de la famille, p. 169 (1<sup>er</sup> décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 285, de l'article 1<sup>er</sup> bis, p. 289 (16 décembre 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 33, son amendement est adopté, pp. 329 et 330. — Intervient dans la discussion de l'article 28, son amendement est adopté, p. 332 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : concernant le « loyer normal » — la valeur locative normale et le revenu normal du locataire — les abus et les infractions en la matière — l'explication des principales dispositions de la loi — les logements dans les grands centres, pp. 413 à 414 (23 décembre 1953).

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2<sup>bis</sup> (nouveau), pp. 680 et 681 (3 février 1954).

**Baers (Mlle) (suite).**

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution.

Art. 6, alinéa 2.

Discussion. — Discours : demande le maintien du texte actuel de l'article 6 et la reconnaissance dans les lois et dans les institutions du pays de l'équivalence du travail féminin et masculin, pp. 785 à 786. — Fait des observations, p. 792 (17 février 1954).

Art. 7 et 24bis.

Discussion. — Discours : reconnaît l'importance de la question — estime que l'inscription des droits économiques et sociaux dans la Constitution est superflue étant donné que celle-ci a toujours permis le progrès social, pp. 919 à 920 (25 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 12, p. 831 (23 février 1954).

Projet de loi interprétant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et apportant des modifications aux statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des prisonniers politiques étrangers, des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire et des prisonniers de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 961 (3 mars 1954).

**Baert, sénateur provincial de la Flandre Occidentale.**

Doc. — N° 64. Amendement : Proposition de loi modifiant et complétant la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

N° 171. Rapport : Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Proposition de renvoi en Commission. — Discours : fait remarquer que son amendement est une proposition de loi et qu'il est disposé à le retirer — demande quelle est la Commission compétente en la matière, pp. 252 et 253. — Retire son amendement, p. 253 (9 décembre 1953). — Discussion des articles — son amendement tendant à l'insertion d'un article 3bis est retiré, p. 253 (9 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 861 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1070 (5 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : critique l'aspect politique et militaire du traité et déclare que nombre de ses dispositions manquent de clarté — fait des observations au sujet de la communauté politique, du droit de veto, des grandes puissances et de la durée du traité, pp. 1153 à 1158 (10 mars 1954).

**Baur, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.**

Ann. — Nomination du bureau définitif. — Nomination du Président. — Fait des observations, p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette convention, signé à Paris le 20 mars 1952. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4 nouveau, p. 44 (17 novembre 1953).

**Baur (suite).**

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussion des articles du premier projet. — Intervient dans la discussion du § 2 de l'article 2, p. 222 (8 décembre 1953), de l'article 6, p. 235 (9 décembre 1953). — Ajournement du vote des deux projets. — Fait des observations, p. 264 (10 décembre 1953). — Fait personnel de M. Gillon. — Fait des observations, p. 354 (22 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 274 à 276 (15 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 393 (23 décembre 1953).

Demande, par motion d'ordre, que les orateurs parlent à la tribune afin de permettre à chacun de suivre les débats, p. 609 (28 janvier 1954).

Projet de loi abrogeant l'article 315 du Code civil. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 673 (3 février 1954).

Fait par motion d'ordre, une déclaration à la suite d'une discussion linguistique et défend les vues des traducteurs, p. 697 (9 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution. — Article premier, alinéas 1 et 3. — Discussion. — Fait des observations, p. 882 (24 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1119 (9 mars 1954).

**Beaucarne, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.**

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique. — S'abstient au vote, p. 486 (14 janvier 1954).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954. — S'abstient au vote, p. 487 (14 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

**Beeckman (Mme Veuve Vandervelde)**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

*Doc.* — N° 25. Rapport complémentaire : Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche.

*Ann.* — Interpellation de M. Buisseret à M. le Ministre de la Justice. — Discussion : fait des observations : pp. 84 à 86 (19 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche. — Dépose le rapport complémentaire : p. 88 (19 novembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 489 (14 janvier 1954).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : concernant le système des logis individuels et celui des logements multiples — la notion de logements minimum — le rôle des Commissions d'assistance publique dans les grandes villes — le prélèvement sur le Fonds Brunfaut, p. 122 — fait des observations, pp. 125 et 126 (25 novembre 1953). — Discussion des articles — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 130, et de l'article 18, p. 139 (26 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes — Fait des observations, p. 183 (2 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 600 (27 janvier 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution :

Art. 6, alinéa 2.

Discussion — fait des observations, p. 788 (17 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>.

Discussion — fait des observations, pp. 813 et 814 (18 février 1954).

Art. 47, alinéa 2.

Discussion — fait des observations, pp. 935 et 936 (26 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).

Projet de loi tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes. — S'abstient au vote, p. 996 (3 mars 1954).

Projet de loi conférant la naturalisation. — S'abstient au vote, p. 1008 (3 mars 1954).

**Beeckman (Mme Veuve Vandervelde)** (suite).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) protocole additionnel au Traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale — fait des observations, pp. 1019 et 1020 (3 mars 1954), p. 1199 (11 mars 1954). — Discours : Déclare que rien ne justifie le vote de la C.E.D. avant la revision de la Constitution, pp. 1206 à 1208 — fait des observations, p. 1211 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

Fait personnel de M. Vermeylen — fait des observations, p. 1208 (12 mars 1954).

**Behogne**, Ministre des Travaux Publics et de la Reconstruction.

*Ann.* — Projet de loi interprétant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et apportant des modifications aux statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des prisonniers politiques étrangers, des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire et des prisonniers de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Concernant la reconnaissance des camps douteux, p. 961. — Concernant le paiement par l'Etat de l'ensemble des cotisations sociales visées par la loi. — La consultation des associations de prisonniers politiques en ce qui concerne les camps douteux, pp. 963 et 964 (3 mars 1954).

**Beulers**, sénateur provincial de Liège.

*Ann.* — Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Discours : Reproche au système proposé d'être incomplet et compliqué — remarque que l'Office national des Pensions sera débordé dès sa création — fait des observations au sujet de la préservation des droits du travailleur, du coût des juridictions contentieuses et de la pension des mineurs, pp. 258 à 260. — Fait des observations, pp. 274 à 276 (15 décembre 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Interpellation à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale « sur la non-exécution de sa promesse du 24 octobre 1953 de majorer les pensions des ouvriers mineurs et des veuves de mineurs ainsi que sur l'adaptation du régime de retraite des mineurs au régime résultant pour les ouvriers de la loi du 29 décembre 1953 ». — Demande, p. 889 (24 février 1954). — Discussion — Discours : Propose de transformer son interpellation en une brève question — demande l'adaptation de la pension des mineurs, la réduction des retenues sur la pension et l'octroi d'une pleine ration de charbon à tous les mineurs pensionnés et invalides — remercie le Ministre et insiste sur le règlement de la question de la pension des mineurs pp., 1034 et 1035 (4 mars 1954).

Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrication intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat — S'abstient au vote, p. 876 (24 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

**Bossaert**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

*Ann.* — Vérification de ses pouvoirs — Prête serment, p. 697 (9 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail — S'abstient au vote, p. 770 (16 février 1954).

**Bouilly**, sénateur des arrondissements de Mons et Soignies, secrétaire du Sénat.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif — est réélu secrétaire du Sénat, p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord de modification à l'accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, et l'annexe, signés à Bruxelles le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles, les 11 décembre 1952 et 5 mars 1953 et Rapport concernant le Plan Marshall — Discussions générales jointes : fait des observations, p. 54 (18 novembre 1953).

Proposition de loi complétant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire — Discussion générale : fait des observations, p. 57 (18 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 101) concernant les congés payés dans l'agriculture, adoptée à Genève, le 26 juin 1952 par l'Organisation Internationale du Travail, au cours de sa trente-cinquième session — Discussion générale — Discours : déclare que la législation sociale protégeant les ouvriers agricoles est moins satisfaisante que celle dont bénéficient les travailleurs de l'industrie et du commerce et impute ce fait au manque d'organisation des premiers, p. 71 (19 novembre 1953).

Projet de loi sur l'enseignement artistique — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse nationale de Crédit Professionnel — Discussion générale — Fait des observations, pp. 91 à 93 (24 novembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950, relative aux cours d'eau non navigables — S'abstient au vote, p. 143 (26 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954 — Discussion générale — Fait des observations, pp. 157, 160, 164 et 165 (1 décembre 1953).

Interpellation de M. Moulin à M. le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes et à M. le Ministre du Commerce Extérieur. — Fait des observations, pp. 185, 186 à 188 (2 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des Commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet — Intervient dans la discussion du § 2 de l'article 2, p. 221 (8 décembre 1953). — Discussion des articles du 2<sup>e</sup> projet — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 244 à 247 (9 décembre 1953).

Interpellation à M. le Ministre des Communications « sur le licenciement injustifié de plusieurs centaines d'ouvriers temporaires qui étaient occupés aux travaux de la voirie, dans la région de Saint-Ghislain et de Mons » — Demande, p. 256 (9 décembre 1953). — Renonce à son interpellation, p. 352 (17 décembre 1953).

**Bouilly** (suite).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954 — Discussion générale — Fait des observations, pp. 393, 396 à 399 (23 décembre 1953).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954 — Discussion générale — Discours : Concernant la solidarité témoignée aux cultivateurs sinistrés — la carence du Gouvernement — la politique du libre-échange — la culture de la chicorée — le tabac — l'impôt sur le beurre hollandais — la rentabilité de la production laitière — l'Office du lait — la création d'un nouveau poste d'attaché agricole à Ottawa — l'enseignement agricole dans le Hainaut — la représentation socialiste dans les organismes officiels qui relèvent de l'agriculture ou qui y ont des intérêts — l'industrie sucrière — les exportations vers la France et l'Allemagne — les produits méridionaux — le marché intérieur des produits horticoles — la production de céréales — l'extension de la sécurité sociale aux travailleurs indépendants — la charge locative exagérée qui pèse sur les cultivateurs — l'insuffisance des crédits pour le défrichement des terres et pour l'alimentation des prairies en eau potable — l'absence de subventions aux cultivateurs dont le bétail est atteint de fièvre aphteuse, pp. 498 à 502. — Fait des observations, pp. 510 à 512 (19 janvier 1954).

Incident de Mr Coulonvax — fait des observations; p. 566 (26 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit — Discussion générale — Fait des observations, pp. 589 et 590 (27 janvier 1954).

Projet de loi portant institution d'un Conseil national de la coopération et

Proposition de loi instituant l'Office national de la coopération belge. — Renvoi en Commission — demande le renvoi en Commission aux fins d'examen des amendements déposés par le Gouvernement, p. 668 (3 février 1954).

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger — Discussion générale — fait des observations, p. 678 (3 février 1954).

Projet de loi tendant à prévenir et à réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution — Discussion des articles — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 700 et 701 (9 février 1954).

Interpellation de M. Harmegnies au Ministre de l'Intérieur — Discussion. — Fait des observations, pp. 711 et 712, 715 (9 février 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail — Discussion des articles — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 729 (10 février 1954).

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire en 1954 par la Société anonyme du Crédit communal de Belgique aux communes à situation obérée — Discussion générale. — Fait des observations, p. 853 (24 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution. — Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 4. Discussion. — Fait des observations, p. 907 (25 février 1954). — Art. 47, alinéa 2. Discussion. — Fait des observations, p. 936 (26 février 1954).

Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac — Discussion générale — Discours : Concernant l'industrie cigarière et l'importation des produits en provenance des Pays-Bas, p. 984 (3 mars 1954).

Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et

**Bouilly (suite).**

25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951 — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1028 et 1029, 1031 (4 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952 — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1110 à 1113 (9 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues au titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1171, 1172 et 1174, 1175 (11 mars 1954).

**Boulanger, sénateur de l'arrondissement de Liège.**

*Doc.* — N° 29. Amendement : Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité.

N° 123. Amendements : Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : concernant la responsabilité des gouvernements successifs en matière de taudis — la lenteur apportée à la reconstruction — la remise du loyer aux pensionnés de vieillesse ne touchant pas de pension sociale — le loyer des indigents, pp. 117 à 118 (25 novembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article premier; son amendement n'étant pas appuyé, tombe, p. 138 (26 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : concernant la faiblesse de notre politique agricole — les stocks de blé américains — l'institution d'un fonds pour l'agriculture — les frais de déplacement — la suppression des subsides pour la culture du tabac — les sociétés horticoles et les lignes nationales du coin de terre — le subside à la production et à la consommation des produits laitiers — le défrichement des terres incultes — le subside accordé au Royal Club Saint-Hubert — le sucre — l'indice des prix de vente des produits agricoles — la F.A.O. — le vote négatif du groupe communiste, pp. 564 à 566 (26 janvier 1954). — Discussion des articles du Tableau. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 20; retire son amendement, p. 632 (28 janvier 1954). — Son amendement à l'article 28 est rejeté, p. 674 (3 février 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 751 (11 février 1954).

Projet de loi instituant un Fonds national des études. — S'abstient au vote, p. 752 (11 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution.

## Art. 15.

Discussion. — Discours : concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat telle qu'elle a été conçue par le Congrès national, pp. 926 à 927 (26 février 1954).

**Boulanger (suite).**

## Art. 117.

Discussion. — Fait des observations au sujet des traitements des ministres du culte, p. 1098 (9 mars 1954).

Projet de loi instituant un Fonds du Commerce extérieur. — S'abstient au vote, p. 996 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Bouweraerts, sénateur provincial du Brabant.**

*Ann.* — Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 183 (2 décembre 1953) et p. 210 (3 décembre 1953). — Discussion des articles du premier projet. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 237 (9 décembre 1953).

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2<sup>bis</sup> (nouveau), p. 681 (3 février 1954).

Interpellation de M. Harmignies au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Fait des observations, pp. 715 et 716 (9 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution.

## Article premier.

Discussion. — Fait des observations, p. 815 (18 février 1954).

## Art. 53 et 54.

Discussion. — Fait des observations, p. 925 (26 février 1954).

**Briot, sénateur provincial du Brabant.**

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparations coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Discours : concernant les augmentations bien minimes qu'apporte le présent projet, pp. 1170 à 1171 (11 mars 1954).

Buisseret, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 31. Proposition de loi interprétative de la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux, en vue de la protection du fonds de commerce.

N° 41. Propositions de déclaration de révision des articles 1, alinéas 1 et 3, 32, 38 et 108 de la Constitution.

N° 42. Propositions de déclaration de révision des articles 95 et 105 de la Constitution.

N° 239. Rapport : Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Convention internationale sur la circulation routière et dix Annexes; b) Protocole relatif à la signalisation routière; c) Protocole relatif aux pays ou territoires présentement occupés; d) Acte final, signé à Genève le 19 septembre 1949; e) Accord européen complétant la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière de 1949; f) Accord européen portant application de l'article 23 de la Convention sur la circulation routière de 1949, concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des Parties contractantes et Annexe; g) Accord européen portant application de l'article 3 de l'Annexe 7 de la Convention sur la circulation routière de 1949, concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des Parties contractantes et Annexe; h) Déclaration sur la construction de grandes routes de trafic international et Annexes, signées à Genève le 16 septembre 1950.

N° 242. Amendement : Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951.

N° 249. Amendement : Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

Ann. — Interpellation à M. le Ministre des Colonies « sur les conditions anormales dans lesquelles, au préjudice des intérêts du Trésor, le Département des Colonies a accordé une assistance financière à une société huilière. — Demande, p. 13 (10 novembre 1953). — Discussion : développe son interpellation et reproche au Ministre de mener une politique d'imprudence financière et d'interventionnisme néfaste. — Déclare que le Gouvernement doit, au Congo, encourager l'amélioration constante de la qualité des huiles de palme et dans les négociations douanières, obtenir en tous pays les droits d'entrée les plus réduits pour toutes les huiles de palme brutes du Congo, pp. 226 à 229. — Constate que les faits allégués par lui ont été reconnus, à l'exception de deux, pp. 231 et 232 (8 décembre 1953).

Proposition de loi interprétative de la loi du 30 avril 1951 relative aux baux commerciaux. — Dépose la proposition, p. 68 (18 novembre 1953).

Interpellation à M. le Ministre de la Justice sur son inertie en présence de l'activité déployée en Belgique par des organisations subversives néo-nazies. — Discussion. — Discours : souligne l'importance de l'organisation internationale néo-nazie, qui outre une activité politique, développe une activité économique et financière — constate qu'il existe des relais en Belgique — demande quelles sont les mesures prises pour empêcher le regroupement des organisations de SS. et les activités subversives d'inciviques regroupés — estime que la destruction des dossiers d'inciviques était inopportune — déclare qu'il est nécessaire de reviser l'organisation policière et d'assurer sa cohésion — reproche au Gouvernement d'être mal informé, de faire preuve de faiblesse à l'égard des ennemis de la Nation et de ne pas avoir fait auprès des Gouvernements étrangers les démarches qui s'imposent, pp. 81 à 83 — estime que le Ministre n'a rien appris de précis quant à ses plans de défense — fait des observations au sujet de la participation de Degrelle à la direction générale du mouvement social européen et de la réincarcération des inciviques, p. 87 (19 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Buisseret (suite)

Proposition de déclaration concernant la révision des articles 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3, 32, 38 et 108 de la Constitution. — Dépose la proposition, p. 152 (26 novembre 1953).

Proposition de déclaration concernant la révision des articles 95 et 105 de la Constitution. — Dépose la proposition, p. 152 (26 novembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution. — Discussion générale. — Discours : concernant la Constitution garantissant l'ordre et de liberté et l'éclaircissement de la révision — les déficiences de notre régime politique et les besoins futurs — la réservation des questions de fond — le referendum — la question des groupements linguistiques et l'autonomie régionale — la constitutionnalité du Conseil d'Etat — la réforme de tout le système du contentieux administratif, pp. 766 à 769 (16 février 1954).

Article premier.

Discussion. — Fait des observations, p. 814 (18 février 1954).

Article premier, alinéas 1 et 3.

Discussion. — Discours : le problème wallon et les promesses du Gouvernement — les bases d'autonomie — la décentralisation des pouvoirs et des services publics — la nécessité pour la Constituante d'aborder ce problème, pp. 869 à 872 (24 février 1954). — Justifie son vote, p. 909 (25 février 1954).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 226 (8 décembre 1953), et p. 235 (9 décembre 1953).

Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : dit que le projet est insuffisamment étudié, que l'on ne connaît pas son incidence financière et qu'il ne tient aucun compte de l'expérience acquise par la commission mixte des pensions — demande si la loi applicable aux seuls laïcs sera étendue aux prêtres séculiers et aux religieux vivant en communauté — déclare que le statut de la sécurité sociale est actuellement applicable — demande quel est l'emploi des sommes versées aux institutions d'enseignement technique libre à titre d'intervention de l'Etat dans les charges sociales — fait des observations au sujet des barèmes de traitement, de la stabilité de l'emploi, des dispenses de diplôme, de la limite d'âge, de la pension de retraite et de survie et de la mise en disponibilité, pp. 441 à 444. — Fait des observations, p. 447 (12 janvier 1954).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Discussion générale. — Discours : souligne les avantages de l'initiative privée — reproche au projet le manque de vues générales, admet qu'il représente un effort dans le sens d'une organisation de contrôle et de la restauration des droits des pouvoirs publics et de l'extension de l'intervention de la Cour des Comptes, pp. 524 à 525 (20 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 540 (21 janvier 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 729 (10 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) traité



**Buisseret (suite).**

entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : concernant la motion d'ajournement — les garanties constituées par la C.E.D. contre la renaissance du militarisme allemand, pp. 1087 à 1090 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale — fait des observations, pp. 1028 et 1029 (4 mars 1954). — Fait des observations, pp. 1058 et 1059 (5 mars 1954). — Discussion des articles. — dépose un amendement, tendant à l'insertion d'un nouvel article avant l'article premier, dont le vote est réservé — fait des observations, p. 1060 (5 mars 1954). — Son amendement est rejeté, p. 1082 (5 mars 1954). — S'abstient au vote du projet et justifie son vote, p. 1084 (5 mars 1954).

Projet de loi portant rattachement du hameau de Schelfheide, commune de Gorsem, à la commune de Nieuwerkerken. — S'abstient au vote et justifie son vote, p. 1086 (5 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale — fait des observations, p. 1176 (11 mars 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1, pp. 1180 et 1181; son amendement est rejeté, p. 1181 (11 mars 1954).

**C**

**Catteau**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, troisième vice-président du Sénat.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif : est réélu troisième vice-président, p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou de propositions relatives à l'octroi de la Croix des évadés. — S'abstient au vote, p. 751 (11 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 754 (11 février 1954).

**Chot**, sénateur coopté.

*Ann.* — Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 131, adjonction d'un 6<sup>me</sup> alinéa.

Discussion. — Discours : déclare que l'adjonction d'un 6<sup>me</sup> alinéa a pour but d'interdire tout changement à notre pacte fondamental, lorsque la volonté souveraine de la Nation est dans l'impossibilité de s'exprimer librement, pp. 804 à 805 (18 février 1954).

Article premier.

Discussion. — Discours : concernant le système du « provincialisme » et les critiques qu'il rencontre — la dépossession du pouvoir central en deux stades : le stade constitutionnel et le stade révisionniste — la possibilité d'une réduction du nombre des provinces, pp. 812 à 816 (18 février 1954).

**Chot (suite).**

Art. 53 et 54.

Discussion. — Discours : estime que la proposition devrait être examinée par la Constituante, p. 925 (26 février 1954).

Art. 84.

Discussion. — Discours : concernant les prérogatives royales et les droits de la couronne — la méfiance marquée à l'égard de l'éventuel Régent — la possibilité de prévoir la révision de la Constitution sous une régence, à l'exception des règles relatives à la dévolution du trône, pp. 938 à 940. — Fait des observations, p. 940 (26 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — S'abstient au vote de l'amendement de M. Buisseret et justifie son vote, p. 1082 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**Ciselet (Mme)**, sénateur coopté, secrétaire du Sénat.

*Doc.* — N<sup>o</sup> 50. Rapport : 1<sup>o</sup> proposition de loi abrogeant l'article 315 du Code civil; 2<sup>o</sup> proposition de loi complétant l'article 315 du Code civil.

N<sup>o</sup> 233. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925, organique de l'assistance publique.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif. — Est réélue secrétaire du Sénat, p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : craint que le projet de loi ne soit insuffisant. — Demande quelle est l'interprétation exacte de l'article 10, pp. 121 à 122. — Fait des observations, pp. 125 et 126 (25 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : concernant l'exclusion des femmes des fonctions publiques — l'article 6 de la Constitution proclamant l'égalité des Belges devant la loi et les engagements internationaux pris par notre pays, pp. 164 à 166 (1<sup>er</sup> décembre 1953).

Proposition de loi abrogeant l'article 315 du Code civil. — Dépose le rapport, p. 170 (1<sup>er</sup> décembre 1953). — Discussion générale. — Discours : concernant l'origine de l'article 315, sa suppression et les mesures transitoires qui s'imposent, pp. 669 à 670 (3 février 1954). — Discussion des articles — intervient dans la discussion du nouvel intitulé, p. 672 — intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 672 (3 février 1954).

Proposition de loi complétant l'article 315 du Code Civil. — Dépose le rapport, p. 170 (1<sup>er</sup> décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'amendement de MM. Yernaux et Troclet tendant à l'insertion d'un article 1<sup>er bis</sup>, p. 289 — s'abstient au vote de la septième partie de l'amendement de M. Troclet à l'article 4, p. 295 — s'abstient au vote de l'amendement de M. Troclet et consorts à l'article 6, p. 301 (16 décembre 1953). — S'abstient au vote de l'amendement de M. Troclet et consorts tendant à l'insertion d'un article 5<sup>bis</sup>, p. 349. — S'abstient au vote de l'amendement de M. Moulin et consorts à l'article 59, p. 349. — S'abstient au vote de l'amendement de M. Troclet à l'article 52, p. 350 (17 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — S'abstient au vote, p. 433 (23 décembre 1953).

**Ciselet (Mme) (suite).**

Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1954. — S'abstient au vote, p. 434 (23 décembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution. — Art. 6, alinéa 2. — Discussion. — Discours : appuie les arguments développés par M. Vermeyley, pp. 784 et 785 (17 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique. — Discussion générale. — Discours : déclare que les minima prévus sont trop bas et que les dispositions prévues imposent aux commissions d'assistance trop de formalités — défend son amendement, pp. 976 et 977 (3 mars 1954). — Discussion des articles — son amendement à l'article 4 est adopté, p. 977 (3 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième revision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1176 (11 mars 1954). — Discussion des articles : son amendement à l'article 1<sup>er</sup> est rejeté, p. 1181 (11 mars 1954).

**Clays, sénateur des arrondissements de Courtrai et Ypres.**

*Ann.* — Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>bis</sup>, p. 236 (16 décembre 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : concernant la « valeur locative normale », pp. 412 et 413 — le critère du revenu cadastral, pp. 415 et 416 (23 décembre 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

**Clynmans, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

*Doc.* — N° 14. Proposition de loi tendant à réglementer l'amnistie fiscale accordée en matière de taxes assimilées au timbre.

N° 15. Proposition de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Code des taxes assimilées au timbre, modifiées par la loi du 27 juillet 1953.

N° 39. Rapport : Proposition de loi abrogeant l'effet rétroactif de la loi du 26 juillet 1952, abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons.

N° 148. Rapport : Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1943 et 1944.

*Ann.* — Proposition de loi relative à la réglementation de l'amnistie fiscale en matière de taxes assimilées au timbre. — Dépose la proposition, p. 31 (12 novembre 1953).

Proposition de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Code des taxes assimilées au timbre, modifiées par la loi du 27 juillet 1953. — Dépose la proposition, p. 31 (12 novembre 1953).

Proposition de loi abrogeant l'effet rétroactif de la loi du 26 juillet 1952, abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Dépose le rapport, p. 126 (25 novembre 1953). — Discussion générale. — Discours : déclare que la proposition de M. Georges est équitable mais ne se rapporte qu'à quelques cas — dit que le Ministre des Finances a déposé en Commission un nouveau texte, afin de régler la question pour toutes les personnes qui, après le 1<sup>er</sup> janvier 1952 avaient ouvert un débit de boissons et avaient arrêté l'exploitation avant le 31 décembre, pp. 478 et 479 (14 janvier 1954).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Discours : concernant la réforme de la Caisse et la nécessité de revenir au but initial, pp. 200 et 201 (3 décembre 1953).

**Clynmans (suite).**

Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1943 et 1944. — Dépose le rapport, p. 602 (27 janvier 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Discours concernant le problème des classes moyennes et le problème de la distribution — le texte adopté par la Chambre et les propositions déposées par lui — les coopératives artisanales et l'inégalité fiscale, pp. 722 et 723 (10 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 731 (10 février 1954).

**Cools (Mme), v. Tambuysers.**

**Cornetz, sénateur des arrondissements de Charleroi et Thuin.**

*Doc.* — N° 44. Proposition de loi tendant à l'établissement, par le Gouvernement, du compte définitif des sommes payées, par l'Allemagne, du chef de la déportation de civils belges, pendant la guerre de 1914-1918, et de celles payées, du même chef, à des citoyens belges.

N° 116. Proposition de loi modifiant l'article 59 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

N° 136. Amendements : Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

N° 149. Amendement : Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

N° 268. Amendements : Projet de loi majorant de 10 p.c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième revision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

*Ann.* — Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Proposition de loi tendant à l'établissement, par le Gouvernement, du compte définitif des sommes payées par l'Allemagne, du chef de la déportation de civils belges pendant la guerre de 1914-1918 et de celles payées, du même chef, à des citoyens belges. — Dépose la proposition, p. 172 (2 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Discours : déclare que Mme Lehouck Vve Gerbehaye, n'a pas été mandatée par les organisations patriotiques les plus représentatives pour faire la déclaration relative à la composition des Commissions de revision, pp. 208 et 209 (3 décembre 1953). — Vote — fait des observations, p. 272 (15 décembre 1953).

Proposition de loi portant modification de la loi du 31 décembre 1929 modifiant l'article 59 des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Dépose la proposition, p. 455 (12 janvier 1954). — Discussion générale. — Discours : concernant la portée de sa proposition — l'opposition du Gouvernement, pp. 1163 à 1165 — fait des observations, p. 1165 (11 mars 1954).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Discours : concernant l'importance du projet et les nombreuses modifications qui y ont été apportées — les invalides de la guerre 1914-1918 — l'octroi de la pension et les revenus personnels des intéressés — les parents ayants

**Cornez (suite).**

droit — la suppression de la deuxième révision quinquennale — la suppression de la notion de « grands invalides » — les pouvoirs attribués au Ministre — le remariage de la veuve pensionnée — le recours des victimes de la guerre devant le Conseil d'Etat, pp. 586 à 588. — Fait des observations, pp. 590, 591 et 592 (27 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1<sup>er</sup>; dépose un amendement, p. 592 — article 7; pp. 596, 597 et 598 — article 8; retire ses amendements, p. 599 — article 9; retire son amendement, p. 599 — article 10; p. 600 (27 janvier 1954). — Article 1<sup>er</sup>; retire son amendement, pp. 605 et 607 — article 7; retire son amendement, p. 607 — article 10; retire son amendement, pp. 608 et 609 — article 11; p. 610 — article 13; les deux premiers alinéas de son amendement sont rejetés, le troisième alinéa tombe, pp. 611 et 612 — article 14; retire son amendement, p. 613 — article 19; p. 615 — article 20; ses deux amendements au texte de la Commission sont adoptés, pp. 616, 617 et 618 — article 21; son amendement est rejeté, pp. 618 et 619 — article 11 réservé; son amendement est adopté, p. 623 — article 22; ses amendements sont adoptés, p. 620 — article 23; son amendement est adopté, pp. 621 et 622 — article 40; son amendement tendant à la suppression de cet article vient à tomber, p. 628 (28 janvier 1954). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 629 (28 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi interprétant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et apportant des modifications aux statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des prisonniers politiques étrangers, des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire et des prisonniers de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 961. — Discours : concernant le retard apporté au vote du projet — les modifications apportées — les cotisations sociales dues et par les intéressés et par les employeurs — les camps douteux, pp. 961 à 963 — fait des observations, p. 964 (3 mars 1954).

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 24 juillet 1952 relative à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1949-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine. — Discussion générale. — Discours : demande que la proposition soit votée à l'unanimité, pp. 972 à 973 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant et complétant l'article 3 de la loi du 13 juillet 1951 relative à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessenenderlo. — S'abstient au vote, p. 996 (3 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1139 (10 mars 1954), pp. 1171 à 1175, 1176 (11 mars 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1179, 1181 — son amendement tendant à l'insertion d'un article *1bis* est rejeté, p. 1182 — ses amendements tendant à l'insertion d'un article *2bis* et *2ter* sont rejetés. — Intervient dans la discussion, pp. 1183 et 1184 — son amendement subsidiaire relatif à l'article *2bis* est rejeté, p. 1184 (11 mars 1954).

**Cossée de Maulde (Viconte), sénateur de l'arrondissement Tournai-Ath.**

*Ann.* — Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signé à Paris le 27 mai 1952 — Discussion générale. — Discours : Concernant le choix entre deux

**Cossée de Maulde (Viconte) (suite).**

solutions : l'admission de l'Allemagne à l'OTAN ou l'armée européenne — la participation nécessaire de l'Allemagne à la lutte pour endiguer l'expansionnisme russe — la structure de l'armée européenne intégrée rendant impossible en Europe une action militaire indépendante de la part d'un des Etats membres, pp. 1020 et 1021 (3 mars 1954).

**Coulonvaux, sénateur provincial de Namur.**

*Ann.* — Nomination du bureau définitif. — Discours : Demande de ne pas modifier la composition du bureau, p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette convention, signé à Paris le 20 mars 1952 — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de trouver dans tous les Etats signataires les mêmes institutions offrant les mêmes garanties, pp. 35 à 37. — Fait des observations au sujet de la nomination aux emplois publics, du droit de propriété et du droit d'association, pp. 41 et 42 (17 novembre 1953).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse nationale de Crédit professionnel. — Demande l'ajournement du vote, p. 141 (26 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Sur motion d'ordre de M. Doutrepont déclare que les libéraux sont partisans du projet de loi portant ratification du Traité sur la Communauté Européenne de Défense, mais qu'ils ne le voteront que concomitamment avec la procédure de revision constitutionnelle — dit que le Gouvernement doit s'assurer le vote le plus rapide devant le Sénat, p. 155 (1 décembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954 — Discussion des articles du projet de loi. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 175 et 176 (2 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance Publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes — Discussions générales jointes — Discours : Estime que les projets ne peuvent être justifiés; qu'ils veulent introduire une interprétation nouvelle de la sanction disciplinaire et qu'ils font injure à la justice administrative — déclare qu'il devrait être dit dans la loi que les commissions ne comprendront que des résistants présentés par leurs groupements — parle des engagements financiers que comportent les projets, pp. 213 à 216. — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet. — Intervient dans la discussion (8 décembre 1953). — Discussion du § 2 de l'article 2, pp. 219 à 223 (8 décembre 1953). — Ajournement du vote des deux projets. — Fait des observations, p. 264 (10 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, pp. 317 et 318 (17 décembre 1953).

Protestations de M. Hanquet contre les rigueurs exercées à l'égard du clergé en Pologne — s'associe au vœu et aux protestations de M. Hanquet, p. 362 (22 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954 — Discussion générale — Discours : S'étonne de voir le Gouvernement présenter le budget à la veille de la dissolution — reproche au

**Coulonvaux (suite).**

rapporteur de ne pas avoir approfondi la question fiscale, notamment en matière d'impôts directs — critique la politique fiscale du Gouvernement, l'accroissement de la circulation fiduciaire, l'augmentation de la dette publique et les crédits octroyés à l'enseignement libre — déclare qu'il faut choisir entre deux formules fiscales, soit l'application du forfait, soit le régime de l'inquisition fiscale. — Fait des observations au sujet de la fraude fiscale, pp. 393 à 395. — Fait des observations, p. 404 (23 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer — Discussion générale — Discours : Concernant les petits propriétaires — la substitution du loyer judiciaire au loyer conventionnel — le loyer normal, pp. 414 et 415 (23 décembre 1953).

Demande de ne plus saisir l'Assemblée de la discussion de nouveaux budgets et de s'en tenir strictement à la discussion de quelques projets importants afin de disposer du temps nécessaire pour discuter, en fin de législature, le projet de loi relatif à la C. E. D. et la révision de la Constitution, pp. 566 et 567 (26 janvier 1954).

Propositions de déclaration de révision des articles 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, 7, 15, 20, 21, 22, 24, 33, 73, 90, 117 et 121 de la Constitution — Prise en considération — Déclare que les dispositions sont déposées trop tardivement, la commission ayant terminé ses travaux, pp. 637 à 639 (2 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — S'abstient au vote, p. 770 (16 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution — Discussion générale — Discours : Concernant le dépôt tardif du projet — le manque de souplesse de la procédure de révision — les travaux préparatoires — la limitation de la révision aux articles ayant trait à l'évolution des rapports internationaux, pp. 776 à 778 (16 février 1954).

Titre III. — Chapitre V. — Art. 95 et 105.

Discussion — appuie les vues du rapporteur, p. 802 (18 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.

Justifie son vote, p. 909 (25 février 1954).

Art. 7 et 24bis.

Discussion — Discours : Déclare que la Constitution énonce une série de principes qui permettent une adaptation continue à l'évolution des temps, p. 913 (25 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Vote. — Justifie le vote de son groupe, p. 879 (24 février 1954).

Chambres législatives — Dissolution — Discours : S'associe, au nom du groupe libéral à l'hommage rendu au Président par M. Rolin, p. 1225 (12 mars 1954).

**Craeybeckx, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952 — Discussion générale. — Discours : Expose les motifs pour lesquels il est adversaire de l'approbation du Traité, pp. 1108 et 1109 (9 mars 1954).

**Craeybeckx (suite).**

Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément. — S'abstient au vote, p. 1186 (11 mars 1954).

**Crommen**, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo, secrétaire du Sénat.

*Doc.* — N° 232 : Rapport : Projet de loi instituant un Fonds du Commerce Extérieur.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif : Est élu secrétaire du Sénat; p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance Publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 205 (3 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1, p. 727 (10 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi instituant un Fonds de commerce extérieur. — Dépose le rapport, p. 921 (25 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, pp. 933 et 935 (26 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952 — Discussion générale. — Discours : Concernant le réarmement de l'Allemagne et les dangers de l'intégration — l'histoire de la C. E. D. — le danger russe — la politique des Etats-Unis, p. 1017 (3 mars 1954). — Fait des observations, pp. 1195 et 1198 (11 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**Custers**, sénateur provincial du Limbourg.

- Doc.* — N° 162. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
- N° 213. Rapport : Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat d'emploi en cas de grève.
- N° 214. Amendements : Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi.
- N° 224. Rapport : Projet de loi complétant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.
- N° 227. Rapport : Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
- N° 236. Rapport : Projet de loi modifiant et complétant l'article 3 de la loi du 13 juillet 1951 relative à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessenderlo.

*Ann.* — Projet de loi relatif à la pension des ouvriers — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 52, pp. 345 et 346 (17 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 18, p. 615 (28 janvier 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article avant l'article 1<sup>er</sup>, p. 746 (11 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi — Discussion générale. — Fait des observations, p. 822 (23 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 8, pp. 827 et 828, les 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> de son amendement visant l'article 12 bis de la loi de 1922, modifiée par la loi de 1929, sont adoptés, p. 829, article 12, pp. 831 et 832, les alinéas 1, 2, 3 et 4 de son amendement relatif à l'article 29 de la loi du 7 août 1922 sont adoptés; p. 832 — article 13 (nouveau), pp. 833 et 834 (23 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant l'article 3 de la loi du 13 juillet 1951 relative à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessenderlo. — Dépose le rapport, p. 890 (24 février 1954).

Projet de loi complétant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Dépose le rapport, p. 921 (25 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Expose le but du projet, pp. 1134 et 1135 (10 mars 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution. —

Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.

Justifie son vote, p. 909 (25 février 1954).

Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire — Discussion générale. — Discours : Concernant le renvoi d'une Chambre à celle d'une autre région linguistique, p. 973 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire — Discussion générale. — Discours : Concernant les connaissances linguistiques du premier président de la Cour d'Appel, p. 975 (3 mars 1954).

Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat d'emploi en cas de grève — Discussion générale. — Discours : Concernant l'historique du projet — le but et la portée du projet de loi, pp. 1053 et 1064 (5 mars 1954). — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1065 et 1066 et de l'article 13, p. 1068 (5 mars 1954).

## D

**d'Aspremont Lynden (Comte)**, sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité

**d'Aspremont Lynden (Comte)** (suite).

de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'importance et le caractère national du problème — l'imposition d'une solution toute faite et la sauvegarde des droits des peuples — déclare qu'il est adversaire de la C.E.D. parce qu'elle ne réalise pas les objectifs qu'elle prétend réaliser et qu'elle pourrait être améliorée — examine les autres formules en présence, demande de revenir à la formule initiale du ministre des affaires étrangères qui ferait office de formule transactionnelle — se déclare également adversaire de la C.E.D. en raison du déséquilibre existant entre les prestations imposées aux différents partenaires — fait des observations au sujet de l'exploitation du péril russe pour imposer des formules d'unité européenne, de la participation éventuelle de ministres communistes au Gouvernement d'un Etat membre, de la constitutionnalité, de la primauté des traités internationaux sur la Constitution interne invoquée par certains et de l'union nationale, pp. 1109 à 1113. — Fait des observations, p. 1120 (9 mars 1954), p. 1162 (10 mars 1954), pp. 1189 et 1191 (11 mars 1954), pp. 1209 et 1210, 1215 (12 mars 1954). — S'abstient au vote de la motion d'ajournement du vote et justifie son abstention, p. 1222 (12 mars 1954).

**Debaise**, sénateur des arrondissements de Mons et de Soignies.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**De Block**, sénateur coopté.

*Doc.* — N° 175. Amendement : Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de l'accord de modification à l'accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, et l'annexe, signés à Bruxelles, le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles les 11 décembre 1952 et 5 mars 1953, et Rapport concernant le Plan Marshall — Discussions générales jointes. — Discours : Fait des observations au sujet de l'intervention de M. Taillard — concernant les méthodes de travail, la complexité administrative du plan Marshall et l'initiative parlementaire et gouvernementale — les résultats décevants en ce qui concerne l'unification du marché européen — l'augmentation de la production — l'extension et la modernisation de l'équipement industriel et agricole — l'amélioration des échanges — la réduction progressive des entraves dans le domaine commercial — le plein emploi, la stabilité de l'économie et la confiance réciproque dans les devises nationales — Examine les résultats du plan en Belgique dans le domaine des investissements de l'agriculture et de l'horticulture — notre situation vis-à-vis de l'Amérique et la réduction des droits d'entrée, pp. 51 à 54 (18 novembre 1953).

Proposition de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel — Discussion générale. — Discours : Analyse la situation et les ressources de la Caisse, p. 75 (19 novembre 1953).

## De Block (suite).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (20 novembre 1953).

Déplore, par motion d'ordre, le grave accident de chemin de fer survenu à Sint-Katharina-Lombeek, le 7 décembre 1953 et demande de généraliser l'emploi de voitures métalliques, p. 213 (8 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance Publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près des parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 236 (9 décembre 1953). — Discussion des articles du 2<sup>e</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 244 (9 décembre 1947).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 459. — Discours : Concernant le problème du chômage et de la réduction des coûts des productions — le contrôle fiscal et la simplification des formulaires — la taxe de transmission — la réduction de la taxe de transmission prélevée sur l'importation du papier de provenance étrangère — la taxe *ad valorem* sur les importations — le paiement anticipatif des impôts et le paiement des impôts contestés, pp. 466 et 467 (13 janvier 1954).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public — Discussion générale. — Discours : Concernant le classement des organismes d'intérêt public — la création de nouveaux organes — la définition et le contrôle efficace de l'organisme parastatal — la création de nouveaux organismes parastatals — la position juridique des fonctionnaires, pp. 522 à 524 (20 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 534 (20 janvier 1954). — Intervient dans la discussion de l'article 11, p. 545 (21 janvier 1954).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954 — Discussion générale. — Fait des observations, p. 564 (26 janvier 1954).

Discussion générale. — Discours : Concernant la solidarité nationale manifestée à l'occasion des inondations de 1953 — le « Boerenbond » et les associations paysannes — la revalorisation de la profession d'agriculteur — les coopératives — l'information — les recherches scientifiques — le problème du beurre hollandais et du prix des produits agricoles — les fleurs coupées — le tabac — l'exportation de chicorée et de choux-fleurs — la tuberculose bovine — l'abaissement du prix de revient — le prix du fermage — le problème de la mécanisation et la rationalisation — la réglementation des prix et l'organisation du marché, pp. 514 à 516 (19 janvier 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail — Discussion générale. — Discours : Concernant l'organisation des classes moyennes — les causes du malaise existant au sein des classes moyennes — les défauts du projet de loi, pp. 720 et 721 (10 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1, pp. 726 et 727, ses deux amendements sont rejetés, p. 726, un amendement, sous-amendé par lui est rejeté, p. 727; article 2, p. 728,

## De Block (suite).

son amendement est rejeté, p. 730; son amendement à l'article 5 est adopté, p. 731 (10 février 1954).

Projet de loi autorisant le Roi à soumettre la pratique du camping à une réglementation dans le but d'assurer, en cette matière, l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques — Discussion générale. — Discours : Concernant les bienfaits du camping et sa réglementation, pp. 858 et 859 (24 février 1954).

Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il vaudrait mieux s'en tenir aux dispositions du Code Pénal, pp. 861 et 862. — Fait des observations, p. 863 (24 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.

Discussion. — Discours : Concernant les griefs flamands et wallons, conséquence de la centralisation administrative — le respect mutuel des opinions — la condamnation du fédéralisme — l'examen par la Constituante d'une nouvelle répartition de la Belgique, pp. 885 et 886 (24 février 1954). — S'abstient au vote, p. 909 (25 février 1954).

## Art. 7 et 24bis.

Discussion. — Fait des observations, p. 916 (25 février 1954).

## Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Discours : Concernant les difficultés que soulèvera l'application du principe — la manœuvre politique que cache la proposition, pp. 932 et 933. — Fait des observations, p. 937 (26 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1041 (4 mars 1954). — Discours : Examine la C.E.D. sous l'angle économique — déclare qu'il n'y a pas urgence, que la question n'est pas mûre et que la Communauté est créée pour combattre le communisme russe alors que le chômage régnant dans le pays encourage les communistes, pp. 1204 et 1205 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951 — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1032 (4 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature. — S'abstient au vote, p. 1185 (11 mars 1954).

## De Boey, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — No 28. Amendement : Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité.

Ann. — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété

**De Boey (suite).**

Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 16 — son amendement est rejeté, pp. 136 et 137; s'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Discours : estime que le statut des veuves et orphelins de guerre doit être fixé avant de songer à prendre de nouvelles mesures en faveur des inciviques, p. 208 (3 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi régularisant certaines situations nées de la guerre, en matière de taxes assimilées aux impôts directs. — S'abstient au vote, p. 434 (23 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**De Boodt, sénateur des arrondissements de Malines et de Turnhout.**

*Doc.* — N° 12. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950 relative aux cours d'eau non navigables.

*Ann.* — Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950 relative aux cours d'eau non navigables. — Dépose le rapport, p. 31 (12 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 279 (15 décembre 1953).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 459 (13 janvier 1954).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : concernant la modicité des crédits — les Polders et les Wateringues — la loi sur les cours d'eau non navigables — l'amélioration du gros bétail et la loi de cadre en la matière — les céréales fourragères — la culture de l'orge — la perception de taxes à l'importation — la fraude de bétail et de beurre et la nécessité d'arriver à un accord avec les Pays-Bas — le compromis des « heffingen » — le problème du logement à la campagne — la F. A. O., pp. 561 à 564 (26 janvier 1954).

Projets et propositions de déclarations à la revision de la Constitution.

Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, p. 934 (26 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) traité entre le

**De Boodt (suite).**

Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1011, 1014 (3 mars 1954), p. 1041 (4 mars 1954), p. 1078 (5 mars 1954), pp. 1155 à 1158 (10 mars 1954).

**De Bruyne, Edg., sénateur coopté.**

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette convention, signé à Paris le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Discours : estime qu'il faudrait déposer une motion disant que le Sénat invite le Gouvernement à ratifier la convention en faisant des réserves expresses pour nos territoires d'outre-mer, p. 35 (17 novembre 1953). — Discussion des articles : intervient dans la discussion de l'article 4 (nouveau), p. 44 (17 novembre 1953).

Projet de loi tendant à l'établissement d'un jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales. — Discussion générale. — Discours : concernant la distinction existant entre le titre de licencié et celui d'agrégé de l'enseignement, p. 109 (24 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussion des articles du premier projet. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 237 (9 décembre 1953). — Ajournement du vote des deux projets — propose l'ajournement du vote, p. 264 (10 décembre 1953). — Vote — fait des observations, pp. 272 à 273 (15 décembre 1953).

Propositions de déclaration de revision des articles 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, 7, 15, 20, 21, 22, 24, 33, 73, 90, 117 et 121 de la Constitution. — Prise en considération. — Fait des observations sur la procédure de prise en considération et la fixation d'une date limite pour la recevabilité des propositions, pp. 638 et 640 (2 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution.

Art. 84.

Discussion. — Fait des observations, p. 939 (26 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : concernant la complexité et l'unité du problème — la défense éventuelle de l'Europe occidentale sur une ligne située à l'extrême est — la participation de l'Allemagne à la défense européenne, son réarmement dans les conditions juridiques et militaires les moins mauvaises et les solutions proposées généralement basées sur le principe de discrimination — l'abandon de souveraineté et la Constitution; la nécessité et l'urgence du réarmement en vue de sauvegarder l'indépendance et l'intégrité du territoire justifiant une revision constitutionnelle — le danger russe — la nécessité de prendre position sans attendre la décision de la France et de l'Angleterre, pp. 1036 à 1039 (4 mars 1954).

**De Bruyne, Edg. (suite).**

Souligne le caractère exceptionnel de cette discussion — demande à M. Rolin s'il demande un vote sur chaque considérant de sa motion d'ajournement — dépose une motion relative au vote global sur l'ajournement, pp. 1215 à 1216 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale — fait des observations, p. 1032 (4 mars 1954).

Chambres législatives. — Dissolution. — Discours : s'associe, au nom du groupe P.S.C. à l'hommage rendu au Président par M. Rolin, p. 1225 (12 mars 1954).

**De Bruyne, V., sénateur provincial d'Anvers.**

*Roc.* — N° 61. Rapport : Projets relatifs à des demandes de naturalisation.

N° 169. Rapport : Projets relatifs à des demandes de naturalisation.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**De Coene, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

*Doc.* — N° 97. Rapport : Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954.

*Ann.* — Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 237 (9 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 279 (15 décembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 300 (16 décembre 1953).

Budget de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Dépose le rapport, p. 352 (17 décembre 1953). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 489 (14 janvier 1954), pp. 514, 515 et 517 (19 janvier 1954), pp. 569 et 570 (26 janvier 1954).

**De Dorlodot (Baron), sénateur provincial du Hainaut.**

*Ann.* — Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des

**de Dorlodot (Baron) (suite).**

communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussion des articles du premier projet. — Intervient dans la discussion du § 2, de l'article 2, p. 222 (8 décembre 1953). — Ajournement du vote des deux projets — déclare qu'il votera les projets à seule fin que les injustices puissent être corrigées, p. 264 (10 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Proposition de loi complétant l'article 315 du code civil. — Retire sa proposition, p. 670 (3 février 1954).

Proposition de loi abrogeant l'article 315 du code civil. — Discussion générale. — Discours : concernant l'interprétation de l'article 315, pp. 670 et 671 (3 février 1954). — Vote : justifie son abstention au vote sur l'article 2, p. 677 (3 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution.

Art. 6, alinéa 2.

Vote — justifie son vote, p. 792 (17 février 1954).

Art. 22.

Discussion. — Fait des observations, p. 928 et 930 (26 février 1954).

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire en 1954 par la Société anonyme du Crédit Communal de Belgique aux communes à situation obérée. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 852 et 853 (24 février 1954).

Proposition d'enquête parlementaire sur les tenants et aboutissants de l'affaire dite « Rincharde ». — Dépose la proposition, p. 1021 (3 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris, le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1197 (11 mars 1954). — Discours : justifie son opposition au vote du traité, pp. 1208 à 1209 (12 mars 1954). — Proposition d'ajournement du vote. — Déclare qu'il votera contre l'ajournement — estime que le traité a été discuté longuement et que son caractère est tel que son rejet s'impose, p. 1221 (12 mars 1954).

**Général-Major De Greef, Ministre de la Défense Nationale.**

*Ann.* — Projet de loi fixant pour l'année 1954 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Dépose le projet, p. 68 (18 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat. — Discussion générale — déclare que l'article 118 du code pénal ne s'applique pas aux brevets d'invention et qu'un projet spécial est nécessaire — dit que l'action conjointe des Ministres des affaires économiques et de la défense nationale a été prévue et que le danger d'arbitraire est exclu — fait des observations au sujet des commandes « off-shore » des Etats-Unis — estime qu'il est inutile de renvoyer le projet en Commission, pp. 862 et 863 (24 février 1954).



**Général-Major De Greef (suite).**

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale — fait des observations, pp. 1079, 1091 (5 mars 1954). — Discours : concernant la politique russe et son potentiel de guerre, l'équilibre des forces et l'intégration de l'armée allemande — répond aux questions soulevées au cours du débat au sujet de la contribution allemande des garanties plus efficaces offertes par la C.E.D. que par l'O.T.A.N., de la possibilité d'une sécession — fait des observations au sujet du délai de mise en application du traité et de la constitutionnalité du vote annuel de la loi sur le contingent, de la nomination aux grades et de la notion d'urgence, pp. 1114 à 1117. — Fait des observations, p. 1122 (9 mars 1954), p. 1158 (10 mars 1954), p. 1196 (11 mars 1954).

**Dehousse, sénateur coopté.**

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et du protocole additionnel à cette convention, signé à Paris le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Discours : concernant les articles nouveaux proposés par la Commission. — la déclaration universelle des droits de l'homme et la convention de Rome qui vise essentiellement les droits politiques — l'application du protocole à la colonie et au territoire sous tutelle, pp. 24 à 26 — fait des observations, pp. 30 et 31 (12 novembre 1953). — Fait des observations, p. 42. — Discours : concernant l'interprétation à donner à l'article 68 de la Constitution quant à l'usage des options — la déclaration britannique relative à l'extension de la Convention aux colonies britanniques, p. 43 (17 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) convention internationale (n° 82) concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947 par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trentième session, b) convention internationale (n° 84) concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947 par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trentième session; c) convention internationale (n° 85) concernant l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947 par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trentième session. — Demande l'ajournement de la discussion, p. 57 (18 novembre 1953). — Discussion générale. — Discours : fait remarquer que la conclusion de conventions spéciales ne peut pas nous détourner de la conclusion de conventions générales — relève la contradiction existant entre la terminologie de l'O.N.U. et celle de l'O.I.T., pp. 71 à 72 (19 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution. — Discussion générale. — Discours : concernant la révision réduite, le projet gouvernemental et les additions de la Chambre et du Sénat — la participation de la Belgique à des organisations internationales ou supra-nationales et le retrait de la Belgique de ces institutions — l'esprit de pacifisme — l'effet interne des traités internationaux et l'intégration du droit des gens dans le droit belge — la dénonciation des traités — la structure et le fonctionnement des institutions — les droits sociaux et économiques — le système de révision, pp. 761 à 764 (11 février 1954). — Fait des observations, pp. 775 à 777 (16 février 1954).

**Dehousse (suite).****Article premier.**

Discussion. — Discours : expose le principe du fédéralisme et son utilité — souligne le lien existant entre le fédéralisme international et interne, pp. 811 et 812 — fait des observations, pp. 814 et 815 (18 février 1954).

**Article premier, alinéa 1 et 3.**

Discussion — fait des observations; pp. 882 à 884 (24 février 1954).

**Article premier, alinéa 4.**

Discussion. — Discours : déclare qu'il existe deux propositions différentes répondant à des buts différents — dit que la proposition de M. Glineur n'a pas de base juridique — déclare que la Belgique doit servir le progrès des populations indigènes, tant au point de vue économique et social qu'au point de vue politique, pp. 906 et 907 — fait des observations, pp. 907 et 908 (25 février 1954).

**Art. 7 et 24bis.**

Discussion. — Discours : concernant l'inscription des droits économiques et sociaux dans nombre de constitutions étrangères — la déclaration et la convention relatives aux droits de l'homme — la participation active de la Belgique aux efforts de l'O.N.U. dans le domaine des pactes sociaux — les objections soulevées, pp. 910 à 913 — fait des observations, p. 914 (25 février 1954).

**Art. 53 et 54.**

Discussion. — Discours : fait des réserves quant au fond de la proposition du baron Nothomb, p. 925 (26 février 1954).

**Art. 47, alinéa 2.**

Discussion. — Fait des observations, p. 936 (26 février 1954).

**Art. 25bis.**

Discussion. — Discours : marque son accord à l'inscription du terme « exercice » étant entendu qu'on lui donnerait le sens d'« attribution » — fait des observations au sujet de la terminologie employée en ce qui concerne les Etats fédéraux, la Confédération d'Etats et les organisations supra-nationales et au sujet de l'instrument servant de base aux organismes supra-nationaux, pp. 1102 à 1104 — fait des observations, p. 1104 (9 mars 1954).

**Art. 68.**

Discussion. — Discours : estime que l'article 68 est fort restrictif, mais qu'il est possible, sans toucher à aucune autre disposition constitutionnelle, d'introduire dans le cadre de cet article des dispositions relatives aux recours à la guerre et à l'arbitrage qui seraient dans l'esprit du texte ancien; déclare qu'il faut définir ce qu'on doit entendre par « cadre des relations internationales de la Belgique », pp. 1105 et 1106 (9 mars 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants: a) traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale! — Discours : concernant la nécessité de souscrire à la C.E.D. et de s'opposer à l'ajournement, en raison de la politique extérieure expansionniste menée par l'U.R.S.S., son dynamisme permanent, son opportunisme, son recul chaque fois qu'elle se trouve devant une résistance sérieuse sans espoir de diviser l'adversaire, son incapacité de faire une proposition valable et de participer à la coopération internationale — insiste pour régler le problème allemand, plus spécialement le réarmement, les garanties en la matière — l'extension à une Allemagne unifiée des dispositions du traité et la sauvegarde de la sécurité des co-contractants et enfin pour organiser la communauté politique européenne, pp. 989 à 992 et 1008 à 1012. — Fait des observations, pp. 1019 et 1020 (3 mars 1954), pp. 1045 et 1046 (4 mars 1954), pp. 1088, 1090 et 1091 (5 mars 1954), pp. 1111 et 1112, 1118 (9 mars 1954), pp. 1147 et 1160 (10 mars 1954). — Discours : concernant le caractère négatif des arguments avancés

**Dehousse (suite).**

par les opposants au traité et les formules de rechange — les défauts que présente la C.E.D. — les conséquences graves du rejet de la C.E.D. — la solution de l'antagonisme franco-allemand — la constitutionnalité et l'urgence — l'impossibilité de négocier ultérieurement — les faits nouveaux en relation avec la ratification de la C.E.D. — la conclusion imminente d'un traité d'association avec la Grande-Bretagne, les pourparlers sur la Sarre, la résolution de l'Internationale socialiste votée récemment, pp. 1209 à 1211. — Fait des observations, p. 1211 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**de la Barre d'Erquennes (Comte), sénateur des arrondissements de Mons et de Soignies, questeur du Sénat.**

*Ann.* — Nomination du bureau définitif : est réélu questeur du Sénat, p. 6 (10 novembre 1953).

Projets de loi relatifs à des demandes de naturalisation. — Dépose le rapport, p. 210 (3 décembre 1953). — Scrutin sur la prise en considération : propose, au nom de la commission, de distraire des listes les noms de Knop, de Marinof-Petkoff et de Schijns Antoine, ce dernier ayant acquis la nationalité belge par option, p. 360 (22 décembre 1953).

Projets de loi relatifs à des demandes de naturalisation. — Scrutin sur la prise en considération — demande de distraire des listes les noms de Goldine et Granos, p. 874 (24 février 1954).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes — fait des observations, pp. 207 et 208 (3 décembre 1953).

Motion de M. le Sénateur Harmignies. — Discours : souligne l'aspect économique et social du problème. — Déclare qu'une solution devrait être trouvée par le Gouvernement, pp. 297 et 298 (16 décembre 1953).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 541 (21 janvier 1954).

Projet de loi tendant à prévenir et à réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 700 (9 février 1954).

**de la Vallée Poussin, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

*Doc.* — N<sup>o</sup> 61. Rapport : Projets relatifs à des demandes de naturalisation.

N<sup>o</sup> 160. Amendements : Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extention de certains établissements de vente en détail.

N<sup>o</sup> 169. Rapport : Projets relatifs à des demandes de naturalisation.

*Ann.* — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité d'une réforme administrative — le problème des agents tem-

**de la Vallée Poussin (suite).**

poraires — l'intégration des temporaires — la discipline au sein des administrations — la tâche dévolue au Service d'Administration Générale — l'avancement à l'ancienneté — l'application de l'article 18 du statut des agents de l'Etat — les syndicats de fonctionnaires, pp. 166 à 168 (1<sup>er</sup> décembre 1953).

Proposition de résolution de MM. Flamme et Rolin, relative à l'aide aux pays économiquement sous-développés. — Discussion. — Discours : concernant le problème de la solidarité humaine — la politique de participation à des fonds internationaux et celle d'aide directe, p. 180 (2 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 183 (2 décembre 1953). — Discussion des articles du premier projet. — Intervient dans la discussion du § 1<sup>er</sup> de l'article 2, pp. 218 à 219 (8 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours concernant la fraude fiscale, pp. 368 à 369 (22 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 489 (14 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, p. 612 (28 janvier 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extention de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Discours : concernant la rationalisation du commerce — le texte voté par la Chambre, pp. 708 et 709 (9 février 1954). Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1<sup>er</sup>, pp. 725 et 726; son amendement est rejeté, p. 727 — article 5, son amendement est adopté, p. 731 (10 février 1954). — S'abstient au vote du projet, p. 751 (11 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 763 (11 février 1954).

**Art. 68.**

Discussion. — Discours : rappelle le principe fondamental de la séparation des pouvoirs et la limitation du pouvoir du Parlement en ce qui concerne les traités — fait des observations au sujet du Gouvernement d'assemblée, p. 1106 (9 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale — fait des observations p. 954 (2 mars 1954).

**Delmotte, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.**

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 130 (26 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

**Delmotte (suite).**

- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950, relative aux cours d'eau non navigables. — S'abstient au vote, p. 143 (26 novembre 1953).
- Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 160 (1<sup>er</sup> décembre 1953).
- Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et
- Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussion des articles du premier projet. — Intervient dans la discussion du § 2, de l'article 2, p. 222 (8 décembre 1953). — Discussion des articles du second projet. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 245 (9 décembre 1953).
- Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Proposition d'ajournement. — Fait des observations, p. 254 (9 décembre 1953). — Discussion générale. — Discours : déclare que le projet est insuffisant, que l'intervention de l'Etat est trop limitée alors que les travailleurs doivent fournir un effort supplémentaire de cotisation, pp. 267 et 268 (15 décembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de MM. Yernaux et Troclet, tendant à l'insertion d'un article 1<sup>er</sup> bis, pp. 285 à 289. — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 296 et 297 — de l'article 6, pp. 299 à 301 (16 décembre 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 13, pp. 313, 314 et 317 — de l'article 15, pp. 320 et 321 — de l'article 20, p. 326 (17 décembre 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 351 (17 décembre 1953).
- Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 396, 398 (23 décembre 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).
- Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 36, p. 627 (28 janvier 1954).
- Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus coordonnés par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948. Discussion générale. — Fait des observations, pp. 657 et 658. — Discours : concernant la réglementation tardive en la matière — la répression de la fraude fiscale, p. 661 (2 février 1954).
- Projet de loi tendant à prévenir et à réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 701 (9 février 1954).
- Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 8 mars 1951 relative aux impôts sur les revenus. — Discussion générale — fait des observations, p. 854 (24 février 1954).
- Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).
- Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.
- Art. 7 et 24 bis.
- Discussion — fait des observations, p. 914 (25 février 1954).
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale — fait des observations, p. 1030 (4 mars 1954).

**Delmotte (suite).**

- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).
- Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).
- Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale — fait des observations, p. 1171 (11 mars 1954).
- Delor, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.**
- Doc.* — N° 125. Rapport : Proposition de loi concernant la position de détachement syndical du personnel enseignant des écoles soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire.
- Ann.* — Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).
- Proposition de loi concernant la position de détachement syndical du personnel enseignant des écoles soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire. — Dépose le rapport, p. 518 (19 janvier 1954). — Discussion générale. — Discours : expose le but de la proposition, pp. 681 et 682 (3 février 1954).
- Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).
- Delport, sénateur de l'arrondissement de Louvain.**
- Doc.* — N° 115. Rapport : Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public.
- N° 158. Rapport : Projet de loi autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger, sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant de 2 milliard de francs belges.
- Ann.* — Interpellation de M. Moulin à M. le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes et à M. le Ministre du Commerce Extérieur — Discussion. — Discours : Concernant l'industrie belge du bas nylon : sa production actuelle et sa capacité de production, ses difficultés dues à l'importation massive de bas nylon — l'incompréhension du Gouvernement qui refuse de protéger cette jeune industrie belge, pp. 185 et 186 (2 décembre 1953).
- Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public — Discussion générale. — Discours : Concernant la définition des institutions parastatales — l'organisation, le fonctionnement, le classement et le contrôle des parastataux — la note de la minorité jointe au rapport, pp. 520 et 521 (20 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 533 (20 janvier 1954). — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 4, pp. 536 et 537; article 6, p. 540; article 11, p. 544 (21 janvier 1954).
- Projet de loi autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger, sous la garantie de l'Etat un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de 2 milliards de francs belges. — Dépose le rapport, p. 666 (2 février 1954).

**De Man**, sénateur des arrondissements de Courtrai et Ypres, questeur du Sénat.

*Doc.* — N° 34. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

N° 35. Rapport : Proposition de loi modifiant et complétant la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

N° 141. Rapport : Projet de loi tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution.

N° 195. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 103 de la loi communale.

N° 196. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 23 juillet 1952 majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif : est réélu questeur du Sénat, p. 6 (10 novembre 1953).

Proposition de loi modifiant la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service — Dépose le rapport, p. 110.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service — Dépose le rapport, p. 110 (24 novembre 1953). — Proposition de renvoi en Commission — Demande que le projet et l'amendement de M. Baert soient renvoyés en Commission, p. 252 (9 décembre 1953).

Projet de loi tendant à prévenir et à réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. — Dépose le rapport, p. 577 (26 janvier 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant le but du projet — les amendements déposés — l'urgence du problème, p. 698 (9 février 1954).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954. — Dépose le rapport, p. 780 (16 février 1954).

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire en 1954 par la Société anonyme du Crédit Communal de Belgique aux communes à situation obérée. — Dépose le rapport, p. 780 (16 février 1954).

Projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 23 juillet 1952 majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Dépose le rapport, p. 780 (16 février 1954). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 854 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant l'article 103 de la loi communale. — Dépose le rapport, p. 780 (16 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet — demande au Ministre de donner aux administrations provinciales les directives nécessaires en vue d'une réglementation plus ou moins uniforme dans les différentes communes, p. 850 (24 février 1954).

Projet de loi tendant à modifier les limites des communes de Mariakerke et de Vinderhout. — Dépose le rapport, p. 957 (2 mars 1954).

Projet de loi portant rattachement du hameau de Schelfheide, commune de Gorse, à la commune de Nieuwerkerken. — Dépose le rapport, p. 957 (2 mars 1954).

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature. — Dépose le rapport, p. 1162 (10 mars 1954). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet — déclare que le projet initial visait uniquement les communes de villégiature de la côte mais que la Commission en propose l'application dans tout le pays — demande le rejet de l'amendement de MM. Ancot et Neels. — Fait des observations, pp. 1165 et 1166 (11 mars 1954).

**Demarneffe**, sénateur des arrondissements de Hasselt et de Tongres-Maaseik.

*Ann.* — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954 — Discussion générale. — Discours : Concernant la fructiculture — l'information et l'enseignement horticole et agricole — l'exportation de fruits — l'instauration d'un bureau de contrôle unique à la frontière néerlandaise — l'importation de fruits, le maintien du calendrier, la propagande — la conservation de fruits — la culture des betteraves sucrières — l'octroi de crédits aux agriculteurs, pp. 572 à 574 (26 janvier 1954).

**Dequae**, Ministre des Colonies.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales signée à Rome le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette convention signé à Paris le 20 mars 1952 — Discussion générale. — Discours : Concernant l'application de la convention au Congo belge, p. 43 (17 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) convention internationale (n° 82) concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947 par l'Organisation Internationale du Travail, au cours de sa trentième session; b) Convention internationale (n° 84) concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947 par l'Organisation Internationale du Travail au cours de sa trentième session; c) Convention internationale (n° 85) concernant l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947 par l'Organisation Internationale du Travail au cours de sa trentième session — Discussion générale. — Discours : Concernant l'intégration du Congo dans les normes générales de la réglementation sociale — la concordance de notre position à Genève avec la politique que nous suivons aux Nations-Unies — la décentralisation de l'inspection du travail — le projet de révision du décret relatif au contrat de louage de services, p. 73 (19 novembre 1953).

Interpellation de M. Buisseret « sur les conditions anormales dans lesquelles, au préjudice des intérêts du Trésor, le Département des Colonies a accordé une assistance financière à une société huilière » — Discussion. — Discours : Déclare que le Gouvernement est obligé de suivre une politique active de valorisation de l'huile de palme et de combattre les obstacles résultant de la discrimination douanière en matière d'huile de palme et de la puissance économique du groupe dominant l'utilisation internationale, pp. 229 et 230. — Répond que l'intention sociale de cette politique est clairement démontrée, pp. 231 et 232 (8 décembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Discussion. — Discours : Concernant l'unité du territoire — la terminologie — la présence de troupes au Congo, p. 908 — déclare qu'une intégration éventuelle de la métropole ne signifie pas que le Congo sera intégré automatiquement, p. 908 (25 février 1954).

**Derbaix**, sénateur des arrondissements de Charleroi et de Thuin.

*Doc.* — N° 110. Rapport : Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

N° 178. Rapport : Projet de loi interprétant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et apportant des modifications aux statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des prisonniers politiques étrangers, des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire et des prisonniers de la guerre 1940-1945.

N° 194. Rapport : Proposition de loi complétant l'article 14 de la loi du 7 juillet 1951 modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 222. Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 24 juillet 1952, relative à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine.

N° 240. Rapport : Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux, en vue de la protection du fonds de commerce.

*Ann.* — Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Dépose le rapport, p. 371 (22 décembre 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet et analyse les améliorations qu'il apporte, pp. 580 et 581. — Fait des observations, p. 584 (27 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1<sup>er</sup>; propose des modifications de forme qui sont adoptées, pp. 592

**Derbaix (suite).**

et 593; article 7, pp. 597 et 598; article 10, p. 600; article 17, p. 601 (27 janvier 1954); article 1<sup>er</sup> réservé, p. 605; article 10 réservé, p. 609; article 12, p. 612; article 13, p. 612; article 11 réservé, p. 623; article 23, p. 622; article 36, p. 627; article 40, p. 628 (28 janvier 1954).

Projet de loi interprétant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et apportant des modifications aux statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des prisonniers politiques étrangers, des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire et des prisonniers de la guerre 1940-1945. — Dépose le rapport, p. 718 (9 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant les modifications et additions apportées par la Chambre — les camps douteux — une erreur de forme à l'article 17, pp. 960 et 961. — Fait des observations, pp. 962 et 963 (3 mars 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 6, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, pp. 782 et 783 (17 février 1954).

Art. 117.

Discussion. — Fait des observations, p. 1098 (9 mars 1954).

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 24 juillet 1952 relative à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine. — Dépose le rapport, p. 890 (24 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant la simplification de la procédure actuellement en vigueur, p. 972 (3 mars 1954).

Proposition de loi complétant l'article 14 de la loi du 7 juillet 1951 modifiant la législation sur le bail à ferme — Discussion générale. — Discours : Concernant la portée de la proposition de loi, p. 1073 (5 mars 1954).

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce — Discussion générale. — Discours : Concernant les lacunes de la loi du 30 avril 1951 — la portée de la proposition, pp. 1136 à 1138 (10 mars 1954).

**Desmedt, R.**, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.

*Ann.* — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954 — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 490 et 491 (14 janvier 1954). — Discours : Concernant la nécessité d'aider l'agriculture — la politique des prix — l'adaptation de la production aux besoins du marché intérieur et aux possibilités de débouchés à l'étranger — la betterave sucrière, le lin, la chicorée, le froment, l'orge, les céréales fourragères — le maintien des prix de direction pour le froment — le prix du beurre et les « heffingen » — les écoles agricoles, pp. 567 à 569 (26 janvier 1954).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 14, p. 551 et de l'article 17, p. 552 (21 janvier 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 15.

Discussion. — Fait des observations, p. 927 (26 février 1954).

Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, p. 934. — Discours : déclare que les partisans du vote familial continueront à lutter pour cette cause, p. 935. — Fait des observations, p. 937 (26 février 1954).

**Desmet, L.**, sénateur provincial du Hainaut.

*Doc.* — N° 32. Rapport : 1° Proposition de loi instituant l'Office National de la Coopération Belge;

2° Projet de loi portant institution d'un Conseil national de la Coopération.

**Desmet, L. (suite).**

*Ann.* — Proposition de loi instituant l'Office national de la Coopération belge. — Projet de loi portant institution d'un Conseil national de la Coopération. — Dépose le rapport, p. 88 (19 novembre 1953). — Renvoi en Commission. — Fait des observations, p. 669 (3 février 1954).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Discours : Concernant la limitation pendant un temps déterminé du développement et de l'extension de grands magasins — l'encombrement de la profession — l'extension du crédit professionnel — la coopération entre petits commerçants — le contrôle de la gestion financière des cartels et des trusts, pp. 704 à 708 (9 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 729 (10 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues au titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'opinion de la Fédération Nationale des prisonniers de guerre, p. 1170 (11 mars 1954).

**De Smet, P.**, sénateur provincial du Brabant.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de l'Accord de modification à l'Accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et l'Annexe, signés à Bruxelles le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles les 11 décembre 1952 et 5 mars 1953 et Rapport concernant le Plan Marshall. — Discussions générales jointes. — Discours : Analyse les résultats du plan Marshall tant du point de vue belge que dans le cadre européen. — Fait des observations au sujet de nos exportations aux Etats-Unis, des dépenses administratives résultant du fonctionnement du plan Marshall et le contrôle de ces dépenses, la réalisation des objectifs du plan Marshall par les Etats européens et les investissements nationalistes, l'abaissement du rideau douanier aux Etats-Unis, pp. 45 à 47 (17 novembre 1953).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit professionnel. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 91 (24 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion Générale. — Discours : Concernant le recrutement des fonctionnaires de la première catégorie et la modification du texte de certains arrêtés qui peuvent donner lieu à équivoque — la validation des diplômes d'ingénieurs en vue du recrutement par l'Etat — l'appellation « ingénieur technique », p. 168 (1 décembre 1953). — Fait des observations, p. 173 et 174 (2 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrication intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 863 (24 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'indispensable unité de l'Europe,

**De Smet, P. (suite).**

face aux grands organismes internationaux — la nécessité des intégrations européennes qui découle essentiellement des perspectives scientifiques et techniques — l'intégration d'une Allemagne démocratique — la garantie des États-Unis et de la Grande Bretagne dans le N.A.T.O. — le maintien des caractères distinctifs de notre communauté nationale indépendante, pp. 1015 à 1017 (3 mars 1954).

Rapport de la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner l'activité de l'Office des Sequestres. — Dépose le rapport, p. 1093 (5 mars 1954).

**De Stobbeleur, sénateur coopté.**

*Doc.* — N° 40. Amendement : Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité.

N° 55. Amendement : Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance Publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'État, ainsi que par les agents de l'État et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'État.

N° 56. Amendements : Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes.

N° 182. Amendements : Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

N° 219 : Proposition de loi relative à la carrière du personnel de l'État, des provinces et des établissements publics.

*Ann.* — Interpellation à M. le Ministre de l'Intérieur « sur l'assainissement de la situation financière de certaines communes et notamment d'Alost. — Demande, p. 13 (10 novembre 1953). — Discussion. — Discours : Développe son interpellation et déclare qu'il a l'intention de déposer une proposition de loi modifiant l'article 76 de la loi communale, pp. 146 à 148. — Justifie son interpellation, pp. 151 et 152 (26 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : Concernant les responsabilités des bourgmestres et des administrations communales — les lacunes dans la politique de construction — les économiquement faibles — le financement de la lutte contre les taudis et les habitations à bon marché, p. 119 (25 novembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, son amendement est rejeté, pp. 132 et 133. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 2bis, qui tombe, p. 133 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance Publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'État ainsi que par les agents de l'État et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'État et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. —

**De Stobbeleur (suite).**

Discours : Demande que les membres de la Commission de revision soient tous choisis sur des listes présentées par la fédération des associations patriotiques et que la Commission soit appelée à donner son avis sur chaque cas, p. 196. — Fait des observations concernant la composition des Commissions, p. 210 (3 décembre 1953). — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 6 et dépose des amendements, pp. 225 et 226 (8 décembre 1953) et pp. 235 à 237. — Son premier amendement est rejeté et le second est retiré, p. 237 (9 décembre 1953). — Discussion des articles du 2<sup>e</sup> projet. — Retire ses amendements à l'article 5, pp. 247 et 248 (9 décembre 1953).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la valorisation des céréales fourragères — l'assèchement des terrains humides — les syndicats d'exploitation de bétail — les syndicats provinciaux — le bétail laitier — la protection des petites et moyennes exploitations agricoles — le sucre — l'excédent de produits agricoles aux États-Unis — la mauvaise politique agricole du parti démocrate-chrétien — l'exportation de plantes ornementales et de fleurs — le houblon, pp. 516 à 518 (19 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Discours : Concernant les victimes d'actes patriotiques — les réfractaires et les réfractaires-déportés — l'article 17, p. 583 (27 janvier 1954).

Interpelle M. le Ministre des Affaires Economiques au sujet de la hausse de l'index, cause d'une augmentation des salaires dans certains secteurs de l'industrie et des mesures que le Gouvernement pourrait prendre en matière d'exportation, p. 647 (2 février 1954).

Interpellation de M. Harnegnies au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Discours : Fait des observations au sujet de la situation financière des communes et du maximum du traitement des employés communaux après seize ans de service, pp. 714 et 715 (9 février 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Discours : Concernant la carence du Gouvernement — la formation professionnelle et l'adaptation aux conditions nouvelles, p. 723 (10 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article avant l'article 1<sup>er</sup>, p. 746. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 3, p. 748 — article 10, son amendement est rejeté, p. 758 — article 13, retire son amendement, p. 760 (11 février 1954).

Proposition de loi relative à la carrière du personnel de l'État, des provinces et des institutions publiques. — Dépose la proposition, p. 847 (23 février 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Justifie son vote, p. 1084 (5 mars 1954).

**De Taeye, Ministre de la Santé Publique et de la Famille.**

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : Concernant les principales caractéristiques du projet — la tâche qui incombe aux bourgmestres et l'intervention éventuelle du gouverneur — la collaboration des différentes instances et les moyens financiers accordés aux communes désireuses de faire disparaître les taudis — les sociétés nationales des habitations et logements à bon marché et de la petite propriété terrienne et les sociétés agréées — le financement de la lutte contre les taudis et la multiplicité des formes de l'intervention financière de l'État, pp. 112 à 114. — Répond aux questions qui lui ont été posées au cours du débat, pp. 123 à 126 (25 novembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, pp. 131 à 133; de l'article 16, pp. 136 à 138 (26 novembre 1953).

**De Taeye (suite).**

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Discours : Fait l'historique du projet — souligne l'importance du projet et énumère les innovations qu'il apporte, pp. 581 et 582. — Répond aux questions soulevées au cours du débat, pp. 590 à 592 (27 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1<sup>er</sup>, p. 593 — article 7, p. 598 — article 10, p. 600 — article 17, pp. 601 et 602 (27 janvier 1954) — article 1<sup>er</sup> réservé, pp. 604 et 605 — article 7 réservé, pp. 606 et 607 — article 10 réservé, pp. 608 et 609 — article 13, pp. 611 et 612 — article 17 réservé, p. 614 — article 18, p. 615 — article 19, p. 615 — article 20, p. 617 — article 21, pp. 618 et 619 — article 11 réservé, p. 623 — article 22, p. 620 — article 23, p. 621 — article 36, p. 626 (28 janvier 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 organique de l'Assistance publique. — Discussion générale. — Discours : Concernant le dépôt d'un texte définitif immédiatement après les élections — les garanties contre les retards, p. 977 (3 mars 1954).

Projet de loi tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 981. — Discours : Concernant la distinction entre garantie et crédit — les critères des habitations moyennes, p. 983 (3 mars 1954).

**De Winter, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

*Doc.* — N° 150. Rapport : Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente au détail.

N° 156. Rapport : Projet de loi relatif à la concessibilité des réserves charbonnières de la Campine.

N° 205. Rapport : Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de Garantie pour la réparation des dégâts houillers.

N° 223. Rapport : Projet de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnés par l'arrêté royal du 15 septembre 1919.

*Ann.* — Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Dépose le rapport, p. 634 (28 janvier 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant l'état de la question — les principes à la base — les amendements apportés par la Chambre des Représentants — le cas des sociétés ayant commencé des travaux d'ouverture ou d'extension, pp. 702 et 703 (9 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1, p. 726; s'abstient au vote de l'amendement de MM. de la Vallée Poussin et De Block, p. 727 — article 2, p. 729 (10 février 1954).

Projet de loi relatif à la concessibilité des réserves charbonnières de la Campine. — Dépose le rapport, p. 634 (28 janvier 1954).

Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de Garantie pour la réparation des dégâts houillers. — Dépose le rapport, p. 816 (18 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant le but de la proposition, p. 1131 (10 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919. — Dépose le rapport, p. 890 (24 février 1954).

**Dhondt, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.**

*Ann.* — Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Dierckx, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

*Ann.* — Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse nationale de Crédit professionnel. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 92 et 93 (24 novembre 1953). — Marque son accord à la proposition du ministre de mettre les fonds nécessaires à la disposition de la Caisse au fur et à mesure que le montant de ses prêts et avances le justifiera, p. 200 (3 décembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des §§ 1 et 2 de l'article 2, pp. 218 et 222 (8 décembre 1953). — Rectifie, par motion d'ordre, un terme employé par lui, p. 223 (8 décembre 1953).

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou de propositions relatives à l'octroi de la Croix des évadés. — S'abstient au vote, p. 751 (11 février 1954). Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution.

Art. 6, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, p. 786 (17 février 1954).

**Doutrepoint, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, questeur du Sénat.**

*Doc.* — N° 27. Amendements : Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes.

N° 51. Amendement : Projet de loi contenant le budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954.

N° 124. Amendements : Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

N° 144. Amendements : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1953 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1952 et antérieurs.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif : est réélu questeur du Sénat, p. 6 (10 novembre 1953).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 92 (24 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 130 (26 novembre 1953).

Interpellation de M. De Stobbeleur au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Fait des observations, p. 148 (26 novembre 1953).

Demande la parole par motion d'ordre, en vertu de l'article 25 du Règlement et propose au Sénat de voter une motion tendant à l'ajournement du renvoi en commission du projet

**Doutrepont (suite).**

de loi portant ratification du Traité de la Communauté Européenne de Défense, ce projet étant entaché d'inconstitutionnalité, p. 154. — Demande que les Commissions réunies de la Défense Nationale et des Affaires Etrangères se prononcent par priorité sur sa motion, p. 155 (1 décembre 1953).

**Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954.** — Discussion générale. — Discours : Concernant les dérogations insérées dans le budget — l'augmentation du traitement du Premier Ministre — le crédit relatif aux frais de réception et la centralisation des dépenses — le recrutement et la formation du personnel administratif — le service d'administration générale — les barèmes des traitements — le vote négatif du groupe socialiste, pp. 158 à 160. — Fait des observations, pp. 167 et 168 (1 décembre 1953). — Fait des observations, pp. 173 et 174 (2 décembre 1953). — Discussion des articles du projet. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 175 et 176. — Son amendement à l'article 4 est adopté, p. 176 (2 décembre 1953).

**Interpellation de M. Moulin à M. le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes et à M. le Ministre du Commerce Extérieur.** — Discussion. — Fait des observations, p. 188 (2 décembre 1953).

**Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et**

**Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes.** — Discussions générales. — Discours : Concernant le projet de loi n° 465 : l'extension nouvelle de la faculté de révision et l'atténuation des conditions émises pour la révision, l'article 7 traitant des conséquences administratives et financières du projet, les différentes questions posées par lui, auxquelles réponse n'a pas été donnée, pp. 182 et 183. (2 décembre 1953) — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet. — Intervient dans la discussion des §§ 1 et 2 de l'article 2, pp. 219 et 220 (8 décembre 1953). — Discussion des articles du 2<sup>e</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 2 ; son premier amendement est rejeté, le second tombe, pp. 242 et 243. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 246 et de l'article 7, son premier amendement est rejeté, le second tombe, pp. 249 et 250 (9 décembre 1953). — Vote. — Fait des observations, pp. 271 et 272 (15 décembre 1953). — Fait personnel de M. Gillon. — Fait des observations, p. 354 (22 décembre 1953).

**Projet de loi relatif à la pension des ouvriers.** — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

**Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954.** — Discussion générale. — Discours : Déclare que l'équilibre des budgets de 1953 et 1954 ne résiste pas à la confrontation avec les réalités — demande de réprimer la fraude fiscale et de publier des statistiques périodiques des impôts sur les revenus perçus par catégories de contribuables — critique la comparaison faite par le rapporteur entre les exercices budgétaires 1947 à 1949 et 1951 à 1953. — Pose des questions au sujet de la Régie du travail pénitentiaire, des publications éditées par l'Etat, du produit de l'annulation des titres au porteur et du Fonds monétaire. — Fait des observations au sujet de l'augmentation des droits d'accises sur l'essence et du montant du produit de cette taxe, de l'accroissement de la dette publique, de la réduction des crédits du budget des pensions et de la réduction du personnel de l'Etat, pp. 363 à 366 (22 décembre 1953). — Fait des observations, pp. 396 à 404 (23 décembre 1953).

**Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1954.** — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il est nécessaire de transposer la date d'ouverture de l'exercice — remarque que le projet déroge aux règles organiques de la comptabilité publique en ce qui concerne les établissements dotés d'autonomie, p. 407 (23 décembre 1953).

**Doutrepont (suite).**

**Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.** — Discussion générale. — Discours : Dépose une motion demandant au Sénat de renvoyer le présent projet de loi à la commission instituée par le Gouvernement dans le but d'examiner la réforme des pensions civiles et demande, pour le cas où cette motion ne serait pas votée, de renvoyer le projet à la Commission des finances, avant la clôture de la discussion, p. 444. — Fait des observations, pp. 445 et 446 (12 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 451 (12 janvier 1954). — Motion d'ajournement du vote, sa motion est rejetée, p. 486 (14 janvier 1954).

**Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954.** — Discussion générale. — Discours : Concernant les économies réalisées — l'augmentation des crédits affectés au personnel — l'Office central des fournitures — les publications éditées par le Département — la motorisation de l'Administration des Douanes et Accises — le fonctionnaire détaché en qualité d'observateur aux Pays-Bas — les dépenses de formation professionnelle — les dommages-intérêts en matières diverses — la modification du budget brut en budget net et le principe de l'universalité en matière budgétaire — les avances de fonds et les avances sur fournitures — les indemnités d'uniforme. — Fait des observations au sujet du rapport et au sujet de la simplification administrative, pp. 453 à 455 (12 janvier 1954). — Concernant l'inconstitutionnalité et l'illegalité des « heffingen », appliqués en méconnaissance des prérogatives parlementaires en matière d'impôts et le fait que les protocoles Benelux, signés les 20 et 21 octobre 1950 et portant notamment sur les « heffingen » n'ont pas encore été soumis au Parlement — le remboursement par la Hollande, en 1947, des titres de l'emprunt suédois de 1937 — les opérations de contrôle exercées pour le compte de la Belgique et les autorités qui en sont chargées — la perception de cette taxe par la Belgique et son utilisation pour subventionner les producteurs de lait — le refus d'échange des florins par la « Nederlandse Bank » — l'application de la loi Vandervelde de 1919 sur l'alcool — la taxe de transmission, pp. 458 à 461. — Fait des observations, pp. 469 à 471 (13 janvier 1954).

**Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public.** — Discussion générale. — Discours : Concernant l'évolution dans la création de services publics sous forme d'organismes autonomes et leur multiplication — les lacunes que présente ce projet limité à un certain nombre de parastataux et le contrôle vexatoire tendant à subordonner les parastataux au Ministre des Finances — le contrôle de la Cour des Comptes — l'absence de définition de la personne publique parastatale, l'organisation et le fonctionnement des parastataux envisagés — la nécessité de soumettre ce projet à un commissaire royal chargé d'établir un projet d'ensemble et un statut juridique précis des organismes d'intérêt public, pp. 521 et 522. — Fait des observations, pp. 524, 525 et 527 (20 janvier 1954). — Discussion des articles. — Retire son amendement tendant à l'insertion d'un article 1<sup>er</sup> nouveau et intervient dans la discussion, p. 530. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1<sup>er</sup>, son amendement est rejeté, pp. 531 et 532 ; article 2, p. 532 (20 janvier 1954). — Son amendement à l'article 2 est rejeté, p. 536. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 3, p. 536 ; article 4, son amendement tendant à la suppression de l'article tombe, pp. 536 à 538 ; article 5, son amendement tendant à la suppression de cet article tombe, p. 538 ; article 6, ses trois amendements sont rejetés, p. 539 à 541 ; article 1<sup>er</sup>, p. 541 ; article 7, pp. 542 et 543 ; article 8, p. 543 ; article 10, p. 544 ; article 11, pp. 544 et 545 ; article 12, p. 545 ; article 13, ses deux amendements sont rejetés ; pp. 546, 548 à 550 ; article 14, son amendement tendant à la suppression de cet article tombe ; p. 551 ; article 17, p. 553 ; article 19 (nouveau), p. 553 (21 janvier 1954). — Incident de M. Coulonvaux. — Fait des observations, pp. 566 et 567 (26 janvier 1954).

**Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1953 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1952 et antérieurs.** — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de réduire le nombre de demandes de crédits supplémentaires — l'amortissement de la dette publique — le remboursement des faux billets par la Banque Nationale au Trésor Public — la mise en disponibilité d'un fonctionnaire exerçant des fonctions auprès d'un organisme



**Doutrepont (suite).**

international — l'inscription d'un crédit pour couvrir des irrégularités au budget des non-valeurs et remboursements — les dépenses afférentes aux déplacements dans le cadre de la défense nationale — la réparation d'accidents en service — l'achat de combustibles — les secours et indemnités compensatoires — les expositions pédagogiques — les recettes accidentelles à verser au Trésor — les titres de créance en souffrance — l'engagement de dépenses sans crédit et le dépassement de crédits régulièrement octroyés — les subventions, pp. 641 à 645. — Fait des observations, pp. 646 et 647. — Discussion des articles du Tableau. — Budget de la Dette publique, son amendement à l'article 130 est rejeté, p. 648. — Budget du Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur, son amendement tendant à la suppression de l'article 29.4 est rejeté, p. 649 (2 février 1954).

Interpellation de M. Harmegnies au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Fait des observations, p. 712 (9 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 840 à 842 (23 février 1954). — S'abstient au vote du projet, p. 879 (24 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, p. 935 (26 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les États membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les États membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'inconstitutionnalité du Traité — la création par le Gouvernement d'une commission composée de parlementaires, chargée d'examiner, au point de vue belge, les moyens d'établir une Communauté Européenne — l'argument d'urgence invoqué par le Gouvernement — l'ajournement de l'examen du projet, pp. 952 à 955 (2 mars 1954). — Fait des observations, p. 1011 (3 mars 1954). — Dépose une motion d'ajournement, p. 1108. — Se rallie à la motion d'ajournement de MM. Rolin et Kluykens et retire la sienne, p. 1124 (9 mars 1954). — Fait des observations, p. 1157 (10 mars 1954), p. 1210 (12 mars 1954). — Proposition d'ajournement du vote. — Déclare qu'il votera l'ajournement parce qu'il veut rester fidèle à son serment constitutionnel, p. 1222 (12 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1171 et 1174 (11 mars 1954).

**Driessen (Mlle), sénateur cooptée.**

Doc. — N° 83. Amendement : Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

N° 185. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925, organique de l'Assistance publique.

N° 226. Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup> et retire son amendement, p. 285 (16 décembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925, organique de l'Assistance publique. — Dépose le rapport, p. 742 (10 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant l'augmentation du montant des dépenses pour lesquelles l'approbation des instances supérieures est requise, p. 976 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951. — Dépose le rapport, p. 921 (25 février 1954).

**Driessen (Mlle) (suite).**

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les États membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les États membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Proposition d'ajournement du vote. — Discours : Déclare que les membres féminins de son groupe voteront pour la C.E.D., celle-ci constituant le point de départ d'une politique d'entente et de collaboration entre les peuples qui luttent pour leur liberté, p. 1220 (12 mars 1954).

**du Bus de Warnaffe (Vicomte), Ministre de la Justice.**

Ann. — Projet de loi modifiant l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions. — Dépose le projet, p. 31 (12 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette convention, signé à Paris le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Discours : Expose l'objet de la Convention — précise la portée des trois options qui sont ouvertes aux Parties contractantes — déclare que le Gouvernement est d'avis que les circonstances ne permettent pas encore d'étendre au Congo Belge l'application de la Convention, ni à fortiori du protocole, pp. 38 à 39 (17 novembre 1953). — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 4 nouveau, p. 44 (17 novembre 1953).

Projet de loi relatif au personnel de la Cour de Cassation, des Cours d'Appel, des Tribunaux de Première Instance et des Tribunaux de Commerce. — Discussion générale. — Emet des considérations au sujet du nombre de magistrats candidats-conseillers à la Cour de Cassation pouvant être présentés par les Cours d'Appel, p. 59 (18 novembre 1953).

Proposition de loi complétant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la proposition modifie profondément la situation existante et qu'elle n'est pas justifiée, p. 57 (18 novembre 1953).

Interpellation de M. Buisseret à M. le Ministre de la Justice sur son inertie en présence de l'activité déployée en Belgique par organisations subversives néo-nazies. — Discussion. — Discours : Déclare qu'il n'est pas établi qu'il y a eu subvention de la part de Belges se trouvant en Belgique ou à l'étranger, au profit du mouvement néo-nazi, ni qu'il existe en Belgique des relais à des communications de caractère politique entre néo-nazis — dit qu'il existe en Belgique des groupements constitués d'anciens inciviques et que ces associations sont surveillées — répond aux observations de M. Buisseret, relatives à la destruction des dossiers de la Sûreté, la réincarcération des condamnés libérés et les mesures pouvant être prises dans le cadre du code pénal, pp. 83 à 87. — Répond aux questions posées par M. Rolin, p. 87 (19 novembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — Dépose le projet, p. 170 (1 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Répond aux observations formulées — expose la notion du loyer normal, p. 415 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles 17, p. 484, et 23, p. 485 (14 janvier 1954).

Projet de loi modifiant l'article 472 du Code de Commerce. — Dépose le projet, p. 518 (19 janvier 1954).

Projet de loi modifiant l'article 138 du Code d'instruction criminelle. — Dépose le projet, p. 518 (19 janvier 1954).

Projet de loi portant approbation du Traité entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relatif au droit international privé, signé à La Haye le 11 mai 1951 et introduisant dans la législation belge la loi uniforme annexée à ce Traité. — Dépose le projet, p. 518 (19 janvier 1954).

**du Bus de Warnaffe (Vicomte) (suite).**

Proposition de loi abrogeant l'article 315 du Code Civil. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion du nouvel intitulé, p. 672. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 2, p. 672 — article 3, pp. 672 et 673 (3 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution. —

**Art. 22.**

Discussion. — Discours : Déclare que la loi assure le secret des communications téléphoniques et télégraphiques, p. 929 (26 février 1954).

Projet de loi qui rectifie et interprète diverses dispositions de la loi du 10 août 1953 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur, et qui la coordonne avec la dite loi uniforme. — Dépose le projet, p. 942 (26 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 30 décembre 1950 fixant les traitements des ministres du culte catholique. — Dépose le projet, p. 1125 (9 mars 1954).

**Duray, sénateur des arrondissements de Mons et de Soignies.**

*Ann.* — Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, pp. 314 et 315 (17 décembre 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire en 1954 par la Société Anonyme du Crédit Communal de Belgique aux communes à situation obérée. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 853 (24 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Duterne, sénateur des arrondissements de Mons et de Soignies.**

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 36, p. 627 (28 janvier 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Duvieusart, Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes.**

*Ann.* — Fait personnel relatif à une interruption faite par M. Bouilly, p. 71 (19 novembre 1953).

**Duvieusart (suite).**

Proposition de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'utilité croissante de la Caisse dans les milieux des classes moyennes, pp. 74 et 75 (19 novembre 1953).

Projet de loi portant modification du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872). — Projet de loi portant modification du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud-hommes et Projet de loi sur le registre de commerce. — Discussions générales jointes. — Renvoi en commission. — Discours : Demande au Sénat de ne pas accueillir la demande de renvoi, pp. 101 et 103. — Fait des observations, p. 103 (24 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet de la rédaction de l'article 16, p. 138 (26 novembre 1953).

Interpellation de M. Moulin à M. le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes et à M. le Ministre du Commerce Extérieur « sur les effets néfastes de la concurrence étrangère due au dumping dans l'industrie du bas nylon ». — Discussion. — Discours : Concernant les mesures de protection prises par le Gouvernement à l'égard de la production venant du Royaume-Uni, de l'Italie, des pays de l'Est européen et de l'Allemagne — examine la situation actuelle de l'industrie belge du bas nylon et estime qu'il est excessif de porter de 350 à 435 francs le prix de la douzaine de paires, pp. 186 à 188. — Fait des observations, pp. 190 et 191 (2 décembre 1953).

Motion de M. Sénateur Harmegnies. — Discours : Déclare que le Gouvernement cherche activement une solution au problème de la fermeture de plusieurs charbonnages du Borinage et qu'il tiendra le Parlement au courant de la situation, p. 298 (16 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, pp. 316 et 317 (17 décembre 1953).

Motion de M. le Sénateur De Stobbeleir. — Discours : Déclare que la hausse n'atteint que quelques secteurs et que le Gouvernement s'efforce d'en réduire les inconvénients au minimum, pp. 647 et 648 (2 février 1954).

Projet de loi portant institution d'un Conseil National de la Coopération et

Proposition de loi instituant l'Office National de la Coopération Belge. — Renvoi en commission. — Demande d'entamer la discussion générale, pp. 668 à 669 (3 février 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'égalité fiscale — le développement des grands magasins — la position adoptée par le Gouvernement, pp. 723 à 725 (10 février 1954). — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'amendement de MM. de la Vallée Poussin et De Block à l'article 1, p. 727. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 730 (10 février 1954).

Interpellation de M. Glineur à M. le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes « sur a) La procédure d'autorisation accordée à des tiers pour l'exploitation d'un terril sur le territoire de Jumet; b) La façon dont la Société des Charbonnages d'Amersœur s'est substituée à ces tiers; c) La décision illégale de M. le Gouverneur du Hainaut d'accorder l'autorisation à cette même société de l'érection d'un nouveau terril sur le territoire de Roux, au mépris des dangers que comporte celui-ci, des intérêts des riverains et de l'autonomie communale en la matière ». — Discussion. — Discours : Dit qu'il fera une enquête approfondie. — Fait des observations, p. 741 (10 février 1954).

**E****Estienne, sénateur provincial du Brabant.**

*Doc.* — N° 172. Rapport : Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1952.

**Estienne (suite).**

- Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la mise sur le marché des stocks agricoles américains, p. 514 (19 janvier 1954).
- Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 686 (3 février 1954).
- Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — S'abstient au vote sur la proposition d'ajournement du vote et justifie son abstention, p. 1222 (12 mars 1954).

**F****Ferijn, sénateur provincial de la Flandre Occidentale.**

- Ann.* — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la culture du houblon, le problème du contingentement des importations et le stock disponible sur le marché intérieur — la culture du tabac, les subsides à la production belge et l'application du Plan vert, pp. 556 à 559 (26 janvier 1954).

**Flamme, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.**

- Doc.* — N° 30. Amendement : Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
- Ann.* — Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Remise de la discussion. — Demande de surseoir à la discussion de cette proposition jusqu'au moment où le vote sur la proposition de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel aura été acquis, p. 73 (19 novembre 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant la lutte contre le chômage, le financement des industries et l'abaissement du prix de revient moyen de l'argent utilisé par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, pp. 79 et 80 (19 novembre 1953). — Fait des observations, p. 91. — Fait l'état de l'avis du Ministre des Affaires Economiques, diamétralement opposé à celui du Ministre des Finances, p. 93. — Fait des observations, pp. 94 et 95 (24 novembre 1953). — Estime qu'il est nécessaire de lutter contre le chômage et d'entreprendre une action en faveur des Classes moyennes, p. 199 (3 décembre 1953). — Discussion de l'article unique : son amendement est rejeté, p. 201 (3 décembre 1953).
- Proposition de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Discours : Concernant le financement de la C.N.C.P. — l'évolution rapide des dépôts — demande de reprendre la proposition initiale de M. Santens et d'abandonner le texte présenté par la Commission, pp. 74 et 75 (19 novembre 1953). — Discussion de l'article unique. — Dépose un amendement tendant à reprendre le texte de la proposition de loi initiale, qui est rejeté, p. 75 (19 novembre 1953).
- Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).
- Proposition de résolution relative à l'aide aux pays économiquement sous-développés. — Discussion. — Discours : Demande qu'une action bilatérale d'aide soit entamée le plus tôt possible, pp. 180 et 181 (2 décembre 1953).
- Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

**Flamme (suite).**

- Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).
- Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'urgence de procéder à l'intégration et la nécessité de procéder d'abord à l'intégration politique — le droit de veto dont dispose le Conseil des Ministres et les pouvoirs restreints de l'Assemblée et du commissariat — le caractère inconstitutionnel du Traité — l'argument d'urgence — justifie son vote affirmatif en ce qui concerne la motion d'ajournement, pp. 1077 à 1079 (5 mars 1954). — Fait des observations, pp. 1116 et 117 (9 mars 1954). — Demande d'attendre la révision de la Constitution pour permettre à tous de voter le Traité, p. 1211 (12 mars 1954). — S'abstient au vote du projet de loi et justifie son abstention, p. 1223 (12 mars 1954).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Francen, sénateur provincial du Brabant.**

- Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).
- Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la politique agricole — la fructiculture — l'importation d'agrumes — le calendrier agricole — le problème sucrier — les crédits à l'agriculture — la coopération — l'assainissement des terres — le défrichement et l'assainissement des terres — l'enseignement agricole — le remembrement des terres — le fermage, pp. 575 et 576 (26 janvier 1954).
- Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**G****Gabriel, sénateur provincial de la Flandre Orientale.**

- Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : Concernant la liquidation progressive des taudis — la situation des pensionnés, pp. 122 et 123 (25 novembre 1953).
- Interpellation de M. De Stobbeleir au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Fait des observations, p. 152 (26 novembre 1953).
- Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'amélioration de la sécurité d'existence des travailleurs — la pension des travailleurs indépendants — la pension complémentaire des estropiés — l'actif social du Gouvernement, pp. 281 et 282 (15 décembre 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Demande s'il appartient au bailleur de demander le loyer normal, p. 414 (23 décembre 1953).

**George**, sénateur des arrondissements de Charleroi et de Thuin.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

**Gerbehaye (Mme Veuve Lehouck)**, sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : Estime que ce projet constitue un pas considérable dans la bonne voie, p. 123 (25 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Discours : Demande, au nom des associations patriotiques, que la Commission de revision soit composée uniquement de résistants, de prisonniers politiques et de prisonniers de guerre, p. 197 (3 décembre 1953). — Vote. — Justifie son vote et s'abstient, pp. 271 et 272 (15 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayant droit. — Discussion générale. — Discours : Concernant la suppression de la pension à la veuve qui se remarie — la revision quinquennale — l'augmentation du taux des pensions et des allocations — la mobilité des pensions — les victimes du devoir et les victimes accidentelles de la guerre, pp. 584 et 585 (27 janvier 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — S'abstient au vote, p. 1084 (5 mars 1954).

**Gilis**, sénateur provincial du Brabant.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

**Gillon**, sénateur coopté.

*Ann.* — Proposition de résolution de MM. Rolin et Flamme, relative à l'aide aux pays économiquement sous-développés. — Discussion. — Discours : Appuie la proposition de résolution que le groupe libéral votera, pp. 179 et 180 (2 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes,

**Gillon (suite).**

des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussion des articles du 2<sup>e</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 5, pp. 247 et 248 (9 décembre 1953). — Ajournement du vote des deux projets : Déclare que son groupe se retire pour forcer la majorité à prendre position — reproche au Gouvernement de commettre une vilaine action, pp. 263 et 264 (10 décembre 1953). — Fait personnel au sujet d'un terme employé par lui, pp. 354 et 355 (22 décembre 1953).

Projet de loi tendant à prévenir et à réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 700 et 701 (9 février 1954).

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou de propositions relatives à l'octroi de la Croix des évadés. — S'abstient au vote, p. 751 (11 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 760 (11 février 1954).

Art. 56bis.

Discussion. — Fait des observations, p. 803 (18 février 1954).

Art. 84.

Discussion. — Discours : Déploie l'obstination avec laquelle le Gouvernement s'oppose aux propositions faites, p. 1097 (9 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'inconstitutionnalité du projet de C.E.D. — l'abandon de souveraineté — le caractère d'urgence — le réarmement de l'Allemagne — l'équilibre des forces — les objections des adversaires de la C.E.D. — la C.E.D. et la Communauté politique européenne, pp. 950 à 952. — Fait des observations, p. 954 (2 mars 1954). — Fait des observations, p. 1042 (4 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — S'abstient au vote et justifie son vote, p. 1084 (5 mars 1954).

**Gilson**, sénateur des arrondissements d'Arlon-Marche-Bastogne et de Neufchâteau-Virton.

*Doc.* — N<sup>o</sup> 257. Sous-amendement : Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième revision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 116 et 117 (25 novembre 1953).

**Gillon (suite).**

Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion des articles. — Son sous-amendement à l'amendement de M. Buisseret et M<sup>me</sup> Ciselet à l'article I est rejeté, p. 1181 (11 mars 1954).

**Glineur, sénateur des arrondissements de Charleroi et de Thuin.**

*Doc.* — N° 37. Amendements : Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

N° 143 : Propositions de déclarations de révision des articles 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, 7, 15, 20, 21, 22, 24, 33, 73, 90, 117 et 121 de la Constitution.

N° 243. Amendements : Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951.

N° 255. Amendements : Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

N° 262 : Proposition de loi fixant les minima des salaires et traitements.

*Ann.* — Interpellation à M. le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes « sur a) la procédure d'autorisation accordée à des tiers, pour l'exploitation d'un terri sur le territoire de Jumet; b) la façon dont la Société des Charbonnages d'Amerœur s'est substituée à ces tiers; c) la décision illégale à M. le Gouverneur du Hainaut d'accorder l'autorisation à cette même société de l'érection d'un nouveau terri sur le territoire de Roux, au mépris des dangers que comporte celui-ci, des intérêts des riverains et de l'autonomie communale en la matière ». — Demande, p. 13 (10 novembre 1953). — Discussion. — Discours : Développe son interpellation et demande au Ministre quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à cet état de choses, pp. 737 à 740. — Demande réponse à chacune des questions qu'il a posées, p. 741 (10 février 1954).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 130 (26 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Ajournement du vote. — Se déclare solidaire des paroles prononcées par M. Gillon et que le groupe communiste ne participera pas au vote, p. 264 (10 décembre 1953).

Motion de M. le Sénateur Harmegnies. — Fait des observations, p. 298 (16 décembre 1953).

Proposition de loi accordant un supplément de pension aux bénéficiaires d'une majoration de rente de vieillesse en vertu

**Glineur (suite).**

des lois coordonnées de l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946. — Retire sa proposition et déplore que la Commission ait attendu trois ans pour présenter la proposition de loi en discussion publique, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Discours : Déclare que plusieurs revendications essentielles ne sont pas réalisées par le projet — reproche au Gouvernement de maintenir à 65 ans l'âge de la retraite des ouvriers et de fixer la pension en dessous du minimum vital — propose de porter la cotisation de l'employeur à 7 % du montant des rémunérations non-plafonnées et la contribution de l'Etat à la moitié du montant total des cotisations des travailleurs — demande que la présente loi sorte ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 1952 — déclare que les majorations prévues par sa proposition sont dépassées par suite de l'augmentation du coût de la vie, pp. 273 à 277. — Fait des observations, pp. 279 et 280 (15 décembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>bis</sup>, pp. 287 et 288. — Retire son amendement à l'article 2, p. 290. — Intervient dans la discussion de l'article 4, ses amendements sont rejetés, p. 297. — Intervient dans la discussion de l'article 6 et retire son amendement, pp. 299 à 301. — Intervient dans la discussion de l'article 8, son amendement est rejeté, p. 304 (16 décembre 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 12, son amendement est rejeté, p. 310. — Intervient dans la discussion de l'article 13, ses premier, troisième et quatrième amendements sont rejetés, son deuxième amendement est retiré, pp. 312, 313 et 316. — Son premier amendement à l'article 14 est rejeté, p. 319, ses amendements tendant à la suppression du 2<sup>e</sup> alinéa et d'une partie du 3<sup>e</sup> alinéa sont rejetés, p. 319. — Intervient dans la discussion de l'article 15, son amendement tendant à la suppression de cet article tombe, p. 321. — Intervient dans la discussion de l'article 18, son amendement est rejeté, p. 325. — Intervient dans la discussion de l'article 20, ses amendements sont rejetés, pp. 326 à 327. — Intervient dans la discussion de l'article 21, son amendement est rejeté, p. 327. — Intervient dans la discussion de l'article 33 et retire son amendement, pp. 329 et 330. — Intervient dans la discussion de l'article 23, son amendement est rejeté, p. 330. — Intervient dans la discussion de l'article 25, son amendement est rejeté, p. 331. — Intervient dans la discussion de l'article 29, son amendement est rejeté, p. 333. — Ses amendements à l'article 34 sont rejetés, pp. 334 et 335. — Retire son amendement à l'article 36, p. 335. — Intervient dans la discussion de l'article 37, ses amendements sont rejetés, pp. 336 et 337. — Intervient dans la discussion de l'article 41, ses amendements sont rejetés, p. 339, ses amendements à l'article 42 sont rejetés, p. 340, son amendement à l'article 43 est rejeté, p. 340. — Intervient dans la discussion de l'article 45, son amendement tendant à la suppression de l'article tombe, p. 340. — Intervient dans la discussion de l'article 46, son amendement est rejeté, p. 341. — Intervient dans la discussion de l'article 47, son amendement est rejeté, p. 343. — Intervient dans la discussion de l'article 48, son amendement est rejeté, p. 343. — Intervient dans la discussion de l'article 59, son amendement est rejeté, p. 349 (17 décembre 1953).

Protestation de M. Hanquet contre les rigueurs exercées à l'égard du clergé en Pologne. — Déclare que son groupe est d'accord sur le respect des droits de l'homme — proteste contre le martyre imposé au peuple espagnol, p. 362 (22 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 370 (22 décembre 1953).

Proposition de déclaration de révision des articles 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, 7, 15, 20, 21, 22, 24, 33, 73, 90, 117 et 121 de la Constitution. — Dépose la proposition, p. 577 (26 janvier 1954). — Prise en considération. — Fait des observations sur la procédure de prise en considération et la fixation d'une date limite pour la recevabilité des propositions, pp. 638 et 639 (2 février 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 751 (11 février 1954).

Projet de loi instituant un Fonds National des études. — S'abstient au vote, p. 752 (11 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution. — Discussion générale. — Discours : Concernant la limitation de la révision aux problèmes relatifs aux relations internationales — les problèmes internes — les droits sociaux et économiques, pp. 778 et 779 (16 février 1954).

**Glineur (suite).**

## Art. 6, alinéa 2.

Discussion. — Discours : Demande l'inscription de l'égalité des sexes dans la Constitution, pp. 788 et 789 (17 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Discussion. — Discours : Concernant le droit pour le Congo Belge de se séparer de la Belgique à un moment donné — l'octroi des droits politiques économiques et civils aux populations du Congo, p. 905. — Fait des observations au sujet de la non-recevabilité invoquée par le rapporteur, pp. 907 et 908 (25 février 1954).

## Art. 7 et 24bis.

Discussion. — Fait des observations, pp. 912 et 916. — Discours : Concernant le droit au travail — le droit de grève — le salaire égal à travail égal — le droit aux soins médicaux — le droit au repos et aux loisirs — le droit d'obtenir de la collectivité des moyens d'existence décentes, pp. 918 et 919 (25 février 1954). — Retire sa proposition, p. 930 (26 février 1954).

## Art. 20.

Discussion. — Discours : Demande de préciser à l'article 20 que nul ne peut être poursuivi en raison de son appartenance à un parti politique ou à une organisation syndicale, pp. 927 et 928 (26 février 1954).

## Art. 21.

Discussion. — Discours : Estime que l'exercice du droit de pétition ne peut subir de pression morale de la part de la police et de la gendarmerie, p. 928 (26 février 1954).

## Art. 22.

Discussion. — Discours : Déclare que les modes de communication modernes de la pensée doivent, eux aussi, jouir du secret des communications, p. 928. — Fait des observations, p. 930 (26 février 1954).

## Art. 33.

Discussion. — Discours : Demande que les Chambres ne se constituent en comité secret que lorsque l'intérêt des bonnes mœurs ou de la défense nationale l'exigent, p. 931 (26 février 1954).

## Art. 73.

Discussion. — Discours : Demande de subordonner la prérogative du droit de grâce à l'avis d'une commission parlementaire, p. 938 (26 février 1954).

## Art. 90.

Discussion. — Fait des observations au sujet de la responsabilité pénale des Ministres, p. 1097 (9 mars 1954).

## Art. 121.

Discussion. — Fait des observations, p. 1098 (9 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1049 (4 mars 1954), p. 1091 (5 mars 1954), p. 1111. — Discours : Concernant les raisons de son opposition à la ratification du Traité — la renaissance du militarisme allemand et la place prépondérante de l'Allemagne dans la C.E.D., pp. 1121 à 1124 (9 mars 1954). — Fait des observations, p. 1149 (10 mars 1954), pp. 1192, 1195, 1196 et 1198 (11 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Discours : Critique le projet et son dépôt tardif, pp. 1032 à 1034 (4 mars 1954). —

Fait des observations, pp. 1057 et 1058 (5 mars 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, le vote sur ses amendements est réservé, p. 1061 (5 mars 1954). — Ses amendements sont rejetés, p. 1082 (5 mars 1954).

**Glineur (suite).**

Proposition de loi fixant les minima de salaires et traitements. — Dépose la proposition, p. 1093 (5 mars 1954).

Projet de loi instituant un Fonds du commerce extérieur. — S'abstient au vote, p. 996 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Justifie le vote de son groupe, p. 1085. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues au titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Discours : Concernant la date de mise en application de la loi — la pension des veuves et la suppression totale de la pension en cas de remariage, pp. 1140 à 1142 (10 mars 1954) — concernant les injustices de la loi — la législation américaine en la matière — le vote affirmatif du groupe communiste, pp. 1169 et 1170. — Fait des observations, p. 1174. — Discours : Concernant le vote d'impôts nouveaux et les dépenses militaires — les questions posées par lui, p. 1175 (11 mars 1954). — Discussion des articles. — Ses amendements à l'article 1 sont rejetés, pp. 1179 et 1182. — Intervient dans la discussion de cet article, p. 1182. — Son amendement à l'article 2 est rejeté, p. 1182. — Son amendement tendant à l'insertion d'un article 2bis est rejeté, p. 1183. — Ses autres amendements tombent, p. 1184 (11 mars 1954).

Chambres législatives. — Dissolution. — Discours : s'associe, au nom du groupe communiste, à l'hommage rendu au Président par M. Rolin, p. 1225 (12 mars 1954).

**Godin, sénateur de l'arrondissement de Verviers.**

Ann. — Projet de loi portant modification du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872); projet de loi portant modification du titre du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes et projet de loi sur le registre du commerce. — Discussion générale. — Renvoi en commission. — Fait des observations, p. 103 (24 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Discours : Souligne la situation exceptionnelle existant dans les cantons de l'Est et demande la révision des dossiers, pp. 196 et 197 (3 décembre 1953).

Projet de loi conférant la naturalisation. — S'abstient au vote, p. 1008 (3 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant les sacrifices consentis pour le réarmement — la nécessité d'incorporer des divisions allemandes — son vote affirmatif, pp. 1158 et 1159 (10 mars 1954).

**Godin (suite).**

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — S'abstient au vote de l'amendement de M. Buisseret et justifie son vote, p. 1082 (5 mars 1954). — S'abstient au vote du projet de loi et justifie son vote, p. 1084 (5 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1175 (11 mars 1954).

**Goossens, sénateur provincial de la Flandre Orientale.**

*Ann.* — Projet de loi sur l'enseignement artistique. — Discussion générale. — Discours : Concernant la reprise intégrale par l'Etat du degré moyen de l'enseignement artistique, p. 62 (18 novembre 1953).

Interpellation de M. De Stobbeleir au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Fait des observations, p. 152 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat. — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 237 (9 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, p. 317 (17 décembre 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des petits agriculteurs — le remembrement des terres — l'assèchement des marais — le système de distribution — la culture du lin et du chanvre — les inondations de 1953, p. 575 (26 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Gribomont, sénateur des arrondissements d'Arlon-Marche-Bastogne et de Neufchâteau-Virton.**

*Ann.* — Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

**Gribomont (suite).**

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Vote. — Justifie son vote, pp. 271 et 272 (15 décembre 1953).

**H****Hanquet, sénateur coopté, secrétaire du Sénat.**

*Doc.* — N<sup>o</sup> 107. Rapport : Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la Sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects.

N<sup>o</sup> 118. Amendement : Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la Sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects.

*Ann.* — Nomination du Bureau définitif : est réélu Secrétaire du Sénat, p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950 et du Protocole Additionnel à cette Convention, signé à Paris, le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'Organisation efficace de la défense des droits de l'homme, pp. 34 et 35 (17 novembre 1953).

Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponibilité du personnel enseignant. — Discussion générale : Fait des observations, p. 98 (24 novembre 1953).

Proteste contre l'arrestation du Cardinal-Primat de Pologne et les rigueurs exercées à l'égard du clergé polonais — demande si le Gouvernement ne pourrait faire part de ses sentiments au Gouvernement de Pologne et lui représenter que de pareils faits sont de nature à compromettre les relations de bonne entente entre les Nations, pp. 361 et 362 (22 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale : Fait des observations, p. 393 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la Sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet — fait des observations au sujet de l'exécution rapide de cette procédure de liquidation, des dispositions relatives à la liquidation des honoraires, frais et débours des avocats, du respect du droit de défense, p. 479 (14 janvier 1954). — Discussion des articles. Intervient dans la discussion de l'article 6, son amendement est adopté, p. 482 (14 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Discours : Concernant la preuve du lien de causalité directe — la faute commise par celui qui est atteint par le fait de l'ennemi — l'exclusion de ceux qui ont coopéré à l'organisation militaire — les gardes mobiles — la notion du soutien — les défauts du système), pp. 588 à 590, (27 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 20, p. 617 (28 janvier 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 731 (10 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le Contrat de travail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 747 (11 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion générale. — Discours : Concernant le régime provisoire, les employés âgés — le montant des rémunérations, pp. 821 et 822 (23 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

**Hanquet (suite).****Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.**

Discussion. — Discours : Concernant le malaise wallon et la condamnation du fédéralisme — le renforcement de l'autorité provinciale — la décentralisation et la déconcentration, pp. 882 à 884 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — S'abstient au vote de l'amendement de M. Buisseret et justifie son abstention, p. 1082 (5 mars 1954). — S'abstient au vote, p. 1084 (5 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux Titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 — Discussion générale : Fait des observations, p. 1140 (10 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes, Protocole Additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats Membres de la Communauté Européenne de Défense; Traité entre le Royaume-Uni et les Etats Membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris, le 27 mai 1952. — S'abstient au vote du projet de loi et justifie son abstention, p. 1223 (12 mars 1954).

**Harmegnies, sénateur des arrondissements de Mons et de Soignies.**

*Doc.* — N° 200. Amendement : Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de Trésorerie à faire en 1954 par la Société Anonyme du Crédit Communal de Belgique aux Communes à situation obérée.

*Ann.* — Nomination du Bureau définitif. — Nomination du Président : Fait des observations, p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi sur l'Enseignement artistique. — Discussion générale. — Discours : Concernant les subsides aux Sociétés de musique d'amateurs — les Institutions s'occupant de l'Enseignement de l'Architecture, des Arts plastiques et du dessin, p. 62 (18 novembre 1953).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale : Fait des observations, pp. 91 et 92 (24 novembre 1953).

Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponibilité du personnel enseignant. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet contient un élément d'injustice, qu'il rend plus difficile la situation de l'Enseignement officiel et qu'il instaure l'instabilité de l'emploi pour les instituteurs et institutrices de cet Enseignement — souligne la répercussion qu'auront ces mesures sur les finances communales, p. 97 — fait des observations, p. 98 (24 novembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950, relative aux cours d'eau non navigables. — S'abstient au vote, p. 143 (26 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à Bon Marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 116 et 117. — Discours : Concernant les prérogatives des Bourgmestres et le respect de la Loi communale — les charges supplémentaires qui incombent aux Communes — la remise de loyer en faveur de certaines catégories de locataires — le logement des indigents et des vieux ménages, pp. 120 et 121 (25 novembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 130 (26 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 157 (1<sup>er</sup> décembre 1953). — Fait des observations, pp. 173 et 174 (2 décembre 1953). — Discussion des articles du Tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 174; de l'article 3, p. 175 (2 décembre 1953).

**Harmegnies (suite).**

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des Provinces, des Communes, des Associations de Communes, des Commissions d'Assistance Publique et autres Etablissements subordonnés aux Provinces ou aux Communes et par les membres du personnel des Etablissements d'Enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des Etablissements scientifiques et d'Enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les Parquets et du personnel des Parquets et des Greffes. — Discussion des articles du premier projet. — Intervient dans la discussion des §§ 1 et 2 de l'article 2, pp. 218 à 222 (8 décembre 1953), de l'article 6, p. 237, de l'article 7, p. 238 (9 décembre 1953). — Discussion des articles du deuxième projet. — Intervient dans la discussion de l'article 7, pp. 249 et 250 (9 décembre 1953). — Ajournement du vote des deux projets : fait des observations, p. 264 (10 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Proposition d'ajournement : propose l'ajournement du débat, p. 254 (9 décembre 1953). — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 269 et 270, 274 à 276. — Discours : souligne la complexité du projet — déclare qu'il n'apporte aucune solution pour les assurés libres, les employés, les techniciens et les assimilés — demande quelle sera l'affectation du boni de la Caisse Nationale des Pensions des Employés, p. 278 (15 décembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 296 (16 décembre 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 351 (17 décembre 1953).

Demande au Gouvernement de prendre des mesures pour empêcher la fermeture de plusieurs charbonnages du Borinage où d'importants investissements ont été faits et d'obtenir le retrait du préavis donné aux mineurs, pp. 297 et 298 (16 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant le vote négatif du groupe socialiste — les impôts nouveaux et les impôts déguisés — les investissements dans le secteur privé — la crise des valeurs industrielles et commerciales en bourse — l'accroissement continu de la Dette publique — la création d'industries nouvelles et le plan Van Houtte — les mines du Borinage et la proposition d'amodiation des concessions du Limbourg — les subventions à l'industrie charbonnière — le logement des ouvriers mineurs étrangers — les voies d'eau du Borinage — l'équilibre précaire du budget — la réforme de la pension des fonctionnaires de l'Etat — les grands invalides des deux guerres — le déficit croissant des grandes villes et communes — la création dans le Borinage, d'industries sidérurgiques, p. 358 à 361 (22 décembre 1953). — Fait des observations, pp. 394, 396, 397, 398, 400 et 401. — Discours concernant la bonne tenue des Fonds publics — la circulation fiduciaire — le succès des emprunts — les difficultés de Trésorerie — le chômage, pp. 405 et 406 (23 décembre 1953).

Projet de loi régularisant certaines situations nées de la guerre, en matière de taxes assimilées aux impôts directs. — S'abstient au vote, p. 434 (23 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des Etablissements privés d'Enseignement technique. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 446 (12 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 449 et de l'article 7, p. 451 (12 janvier 1954).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 459. — Discours : Concernant le problème de la décentralisation dans l'Administration des Contributions Directes — le logement du Service provincial du Cadastre à Mons — la révision cadastrale. — la perception de la Contribution foncière et le problème des finances communales — le personnel subalterne de l'Administration de l'Enregistrement — la situation des anciens fonctionnaires de l'Etat — les chevrons de captivité pour les prisonniers de la guerre 1914-1918 — les retenues sur le revenu des femmes



**Harmegnies (suite).**

- mariées appointées — le paiement des impôts par anticipation), pp. 461 à 463. — Fait des observations, pp. 469 à 471 (13 janvier 1954).
- Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les Dettes extérieures allemandes et des Annexes signés à Londres, le 27 février 1953. — S'abstient au vote, p. 486 (14 janvier 1954).
- Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 525 et 526 (20 janvier 1954). — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Doutrepoint tendant à l'insertion d'un article 1<sup>er</sup> nouveau et retire son sous-amendement, pp. 529 et 530 (20 janvier 1954).
- Incident de M. Coulonvaux. — Fait des observations, pp. 566 et 567 (26 janvier 1954).
- Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 589 et 590 (27 janvier 1954).
- Interpellation à M. le Ministre de l'Intérieur « sur son manque d'initiative en vue de sauver les Communes dont la situation financière ne fait que s'aggraver. — Demande, p. 640 (2 février 1954). — Discussion. — Discours : Reproche au Gouvernement de ne pas vouloir voir le problème dans toute sa gravité et d'essayer de gagner du temps, pp. 710 et 711. — Fait des observations, pp. 712 à 714. — Dit au Ministre qu'il n'a répondu que partiellement aux reproches qu'il lui a adressés, p. 717 (9 février 1954).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 707 (9 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 730 (10 février 1954).
- Projet de loi relatif au patrimoine des Universités. — S'abstient au vote, p. 750 (11 février 1954).
- Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le Contrat de travail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 8, pp. 755 et 756 (11 février 1954).
- Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

## Art. 6, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations relatives à l'égalité juridique des sexes et à l'égalité de fait, p. 792 (17 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>.

Discussion. — Fait des observations, p. 808 (18 février 1954).

## Art. 7 et 24bis.

Discussion. — Fait des observations, p. 914 (25 février 1954).

## Art. 53 et 54.

Discussion. — Fait des observations, pp. 925 et 926 (26 février 1954).

## Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, p. 935 (26 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 822 (23 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 8, p. 829 (23 février 1954).

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de Trésorerie à faire en 1954 par la Société Anonyme du Crédit Communal de Belgique aux communes à situation obérée. — Discussion générale. — Discours : Expose la situation financière des communes — demande de doubler le montant de la garantie donnée par l'Etat aux emprunts accordés aux communes, pp. 851 et 852 — reproche au Ministre de ne pas répondre aux arguments qu'il a développés, p. 852. — fait des observations, p. 853 (24 février 1954). — Discussion de l'article unique — son amendement est rejeté, p. 873 (24 février 1954).

Projet de loi autorisant le Roi à soumettre la pratique du camping à une réglementation dans le but d'assurer, en cette matière, l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques. — S'abstient au vote, p. 876 (24 février 1954).

**Harmegnies (suite).**

- Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).
- Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925, organique de l'assistance publique. — Discussion générale. — Discours : Concernant le retard apporté à la réforme de la loi sur l'assistance publique, p. 977. — Fait des observations, pp. 977 et 978 (3 mars 1954).
- Projet de loi tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 983 (3 mars 1954).
- Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac. — Discussion générale. — Discours : Déploie l'augmentation de la taxe sur les cigarettes, p. 984 (3 mars 1954).
- Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1027 et 1028 (4 mars 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote. — Justifie le vote de son groupe, p. 1085 (5 mars 1954).
- Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole Additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats Membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris, le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1112 et 1113 (9 mars 1954), pp. 1208 et 1209 (12 mars 1954).
- Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1133. — Discours : Concernant son opposition au projet, p. 1134 (10 mars 1954). — S'abstient au vote et justifie l'abstention au vote de ses amis et de lui-même, p. 1151 (10 mars 1954).
- Projet de loi relatif à la majoration du nombre des echevins dans certaines communes de villégiatures. — Discussion générale. — Discours : Critique le dépôt tardif du projet — appuie le point de vue de la Commission, p. 1166 (11 mars 1954).
- Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux Titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations pp. 1170 à 1172, 1174, 1175 et 1176 (11 mars 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1180 et 1181 (11 mars 1954).

**Harmel, Ministre de l'Instruction Publique.**

Ann. — Projet de loi sur l'Enseignement artistique. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'importance de l'Enseignement artistique et son organisation — la part de la formation générale dans cet Enseignement — la formation de Sections normales dans les écoles d'art et de musique — la réévaluation des barèmes des traitements et l'intervention de l'Etat — la position du personnel — l'Enseignement de l'art dramatique et lyrique — les écoles d'architecture et des beaux-arts — l'aide aux sociétés de musique d'amateurs — les écoles du degré moyen, pp. 62 à 64 (18 novembre 1953). — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 10, pp. 65 et 66 (18 novembre 1953).

**Harmel** (suite).

Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponibilité du personnel enseignant. — Discussion générale. — Discours : Concernant la mobilité de l'emploi pour les instituteurs libres et les instituteurs communaux — la mise en disponibilité, pp. 95 à 97 — concernant les minima de population dans l'Enseignement primaire — la mobilité de l'emploi — la prolongation de la scolarité, pp. 97 et 98. — Répond à la question posée par M. Missiaen, p. 99 (24 novembre 1953).

Projet de loi tendant à l'établissement d'un Jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'Enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales. — Discussion générale. — Discours : Estime que le Jury central doit rester autorisé à interroger les candidats sur le fonds des matières des études de licence, au moment où, quittant l'Enseignement technique, ils demandent à acquérir un grade universitaire, pp. 106 à 109 (24 novembre 1953).

Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'Enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Répond aux objections formulées en ce qui concerne le renvoi pour examen à la Commission des pensions — l'incidence financière du projet — la pension des prêtres et des religieux — les arriérés de créance O.N.S.S. — certains cas particuliers), pp. 445 à 447. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 3, pp. 448 et 449; article 4, p. 449; article 5, p. 450; article 6, p. 450 et article 7, p. 451 (12 janvier 1954).

Projet de loi sur le Statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger. — Discussion générale. — Discours : Concernant le but du projet de loi — les différents cas d'octroi d'une pension, pp. 677 et 678. — Fait des observations, p. 679 (3 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 2, p. 679; article 2bis (nouveau), pp. 680 et 681; article 3, p. 681 (3 février 1954).

Projet de loi relatif au patrimoine des Universités. — Discussion générale. — Discours : Expose les motifs qui ont incité le Gouvernement à marquer son accord sur la proposition de loi — précise le caractère exceptionnel de cette mesure — fait des observations au sujet de l'avis donné par le Ministre de la Justice, pp. 683 et 684 (3 février 1954).

**Héger**, Ministre de l'Agriculture.

*Ann.* — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la géographie et l'aspect de notre agriculture et sa place dans l'économie nationale — les grandes caractéristiques de l'agriculture belge : intensive, mixte, transformatrice et familiale — les lignes directrices de la politique suivie — l'équipement foncier immobilier, scientifique, technique et commercial en vue de la réduction des prix de production — le concours des Associations professionnelles — les questions posées, pp. 508 à 514 (19 janvier 1954). — Fait des observations, pp. 565 à 570 (26 janvier 1954). — Discours : Concernant l'importance du budget de l'Agriculture — l'indice agricole — le houblon — le tabac — la culture fruitière — la répartition des mandats dans les différents Conseils d'administration des parastataux — la politique forestière — la distribution du lait — l'assainissement des terres — l'Enseignement agricole post-scolaire — la rétribution des contrôleurs laitiers — la lutte contre les maladies du bétail — la fraude du bétail à la frontière hollandaise — le défrichement des terres — la législation sur les Wateringues et les Polders — le curage de la Nèthe — la Petite Propriété Terrienne), pp. 629 à 632 (28 janvier 1954). — Discussion des articles du Tableau. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 16, p. 632; article 20, p. 632; article 28, p. 633 (28 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux Polders. — Dépose le projet de loi, p. 795 (17 février 1954).

Projet de loi relatif aux Wateringues. — Dépose le projet de loi, p. 795 (17 février 1954).

Proposition de loi complétant l'article 14 de la loi du 7 juillet 1951 modifiant la législation sur le bail à ferme. — Discussion générale. — Discours : Propose de modifier l'intitulé de la proposition de loi en supprimant les mots « complétant l'article 14 de la loi du 7 juillet 1951 », p. 1073 (5 mars 1954).

**Hoste**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950 et du Protocole Additionnel à cette Convention, signé à Paris, le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant le droit d'association et le mouvement de réarmement moral, pp. 37 et 38 (17 novembre 1953).

Projet de loi sur l'Enseignement artistique. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 65 (18 novembre 1953).

Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponibilité du personnel enseignant. — Discussion générale. — Discours : Remarque que dans un avenir rapproché la scolarité sera prolongée et que des essais pourraient être faits avec les instituteurs en surnombre, p. 97 (24 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 144 (26 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à Bon Marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — S'abstient au vote sur les amendements de MM. Moulin et De Stobbeleir à l'article 2, pp. 131 à 133 (26 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la fonction de Premier Ministre, pp. 169 et 170 (1<sup>er</sup> décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des Provinces, des Communes, des Associations de Communes, des Commissions d'Assistance Publique et autres Etablissements subordonnés aux Provinces ou aux Communes et par les membres du personnel des Etablissements d'Enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des Etablissements scientifiques et d'Enseignement de l'Etat. — Discussion des articles du premier projet. — Intervient dans la discussion de l'article 6, pp. 225 et 226 (8 décembre 1953).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 460. — Discours : Concernant la simplification des textes législatifs dans le domaine fiscal — l'achèvement de l'hôpital universitaire de Gand — les réclamations fiscales restées en suspens faute de personnel suffisant — le chômage structurel), pp. 467 et 468 (13 janvier 1954).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 11, p. 545 (21 janvier 1954).

**Houben**, sénateur provincial du Brabant.

*Doc.* — N° 170. Rapport : Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

N° 248. Amendement : Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat d'emploi en cas de grève.

*Ann.* — Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'Enseignement technique. — S'abstient au vote, p. 486 (14 janvier 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 2, p. 747; article 3, p. 748; amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un article 3bis, pp. 749 et 750; article 7, p. 754; amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un article 7bis, p. 755; article 8, pp. 756 et 757; article 10, p. 758; amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un article 11bis, p. 759 (11 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13 (nouveau), p. 833 (23 février 1954).

**Houben** (suite).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

## Art. 7 et 24bis.

Discussion. — Discours : Déclare que la Belgique doit poursuivre la politique de progrès social mais qu'il serait erroné de vouloir, à cet effet, modifier la Constitution dans le sens indiqué, pp. 914 et 915 (25 février 1954).

Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat d'emploi en cas de grève. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, son amendement est réservé, pp. 1065 et 1066 (5 mars 1954).

**Huart**, sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.

Ann. — Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — S'abstient au vote, p. 1084 (5 mars 1954).

## J

**Jadot**, sénateur provincial du Luxembourg.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la rentabilité de l'agriculture — les laboratoires de recherches et d'études — les directions provinciales — l'enseignement post-scolaire — les comptables agricoles — les prix de la viande et du lait — la politique forestière), pp. 504 et 505 (19 janvier 1954).

**Janson** (Mme Veuve Spaak), sénateur coopté.

Ann. — Ouverture de la session : déclare ouverte la session ordinaire 1953-1954, p. 4 (10 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 128 et 129 (26 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**Janssen**, Ministre des Finances.

Ann. — Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Discours : Expose la situation de la C.N.C.P. et donne les motifs d'ordre technique justifiant l'opposition du Gouvernement, pp. 90 à 93. — Répond aux questions posées par M. Marien, p. 94 (24 novembre 1953). — Concernant l'Organisation du Crédit aux Classes Moyennes et le maintien des sièges locaux et régionaux — les frais généraux de la Caisse Nationale et des Associations agréées par elle — la diminution du taux d'intérêt au profit de l'emprunteur, pp. 139 à 141 (26 novembre 1953). — Déclare que le but poursuivi par la proposition de M. Flamme peut être

**Janssen** (suite).

atteint sans immobilisation de capital supplémentaire — dit qu'il examinera comment réduire les frais généraux et diminuer le taux d'intérêt, p. 200 (3 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la majoration du budget Ordinaire de 1954 comparativement au budget rectifié de 1953 — les problèmes qui se posent dans le cadre du budget Ordinaire, les pensions, la Dette publique et les emprunts, l'augmentation de la circulation fiduciaire, la situation de l'U.E.P. et les retenues à l'exportation, les effets commerciaux sur la Belgique, les dépenses de personnel, la S.N.C.B., les dépenses sociales, la politique de logement, les dépenses militaires — les Voies et Moyens de 1954 — la fiscalité, le rendement des impôts, le projet de loi relatif aux « Holdings » — le budget Extraordinaire — répond aux remarques soulevées au cours de la discussion — donne une vue générale de la situation), pp. 397 à 404 (23 décembre 1953).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : dit que tant les capitalistes que les petits épargnants ont confiance dans le crédit public — répond aux questions posées au cours du débat, pp. 468 à 471 (13 janvier 1954).

Proposition de loi abrogeant l'effet rétroactif de la loi du 26 juillet 1952, abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 475 (13 janvier 1954). — Discours : Concernant les débits ambulants — les débits de boissons fermentées non déclarés et la suite que comportent ces infractions, p. 479 (14 janvier 1954).

Projet de loi domaniale. — Dépose le projet, p. 475 (13 janvier 1954).

Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la Sécurité extérieure de l'Etat et des biens des suspects. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 481 (14 janvier 1954).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1953 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1952 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Concernant les demandes de crédits supplémentaires et le progrès réalisé — l'octroi de subsides — l'amortissement de la Dette publique — les irrégularités commises par un agent consulaire — les cotisations faites par le Département des Affaires Etrangères au profit de la Caisse Nationale des Pensions), pp. 645 et 646 (2 février 1954).

Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus, coordonnés par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948 — Discussion générale. — Discours : Concernant la répression de la fraude fiscale — la complexité de notre système fiscal — le fonctionnement des Holdings, pp. 658 à 661 (2 février 1954).

Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1943 et 1944. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 661 et 662 (2 février 1954).

Proposition de loi modifiant l'article 59 des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1165 (11 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux Titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Discours : Concernant les améliorations importantes réalisées depuis deux ans en faveur des victimes de la guerre — les amendements qui ont été déposés, dont il demande le rejet — la gestion financière saine du Gouvernement, pp. 1171 à 1175 (11 mars 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1180 et 1181 (11 mars 1954).

**Jaspers**, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 142. Rapport : Projet de loi instituant un Fonds National des Etudes.

N° 192. Rapport : Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi.

**Jespers (suite).**

*Ann.* — Nomination du Bureau définitif — est réélu Secrétaire du Sénat, p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi sur l'Enseignement artistique. — Discussion générale. — Discours : Concernant le but de l'Enseignement artistique — le système de l'inspection — le Conseil de perfectionnement — l'Enseignement de l'art dramatique et lyrique dans les conservatoires — les écoles de dessin — la pension du personnel de l'Enseignement artistique, p. 61 (18 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion des articles du Tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 175 (2 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des Provinces, des Communes, des Associations de Communes, des Commissions d'Assistance publique et autres Etablissements subordonnés aux Provinces ou aux Communes et par les membres du personnel des Etablissements d'Enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des Etablissements scientifiques et d'Enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les Parquets et du personnel des Parquets et des Greffes. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant l'amnistie et la réparation judiciaire juste et honnête (3 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 269 et 270. — Fait des observations au sujet de l'examen du projet en Commission, p. 279 (15 décembre 1953).

Projet de loi instituant un Fonds National des Etudes. — Dépose le rapport, p. 577 (26 janvier 1954).

Validation des pouvoirs de Mme Cools-Tambuyser. — Donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales, p. 580 (27 janvier 1954).

Projet de loi sur le Statut des professeurs belges de l'Enseignement à l'étranger. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2*bis* (nouveau), pp. 680 et 681 (3 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Dépose le rapport, p. 718 (9 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant la portée du projet, p. 820. — Répond aux observations formulées par M. Hanquet, p. 824 (23 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 8, p. 829; article 12, p. 831; article 13 (nouveau), p. 832 (23 février 1954).

Projet de loi autorisant le Roi à soumettre la pratique du camping à une réglementation dans le but d'assurer, en cette matière l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques. — Discussion générale. — Discours : Concernant la réglementation nécessaire du camping — l'éducation et l'auto-discipline des campeurs, p. 858 (24 février 1954).

**K**

**Kluyskens**, sénateur des arrondissements de Gand-Eeklo.

*Doc.* — N° 71. Rapport : Projet de loi réglant l'exercice du recours en cassation contre les arrêts et jugements de la juridiction militaire.

*Ann.* — Projet de loi portant modification du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872). — Projet de loi portant modification du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud-hommes et Projet de loi sur le registre du commerce. — Discussion générale. — Renvoi en commission. — Discours : Demande le renvoi du projet relatif au registre du commerce, p. 102 (24 novembre 1953).

**Kluyskens (suite).**

Projet de loi réglant l'exercice du recours en cassation contre les arrêts et jugements de la juridiction militaire. — Dépose le rapport, p. 264 (10 décembre 1953).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un article 3*bis*, p. 749 (11 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 761 (11 février 1954). — Fait des observations, p. 773 (16 février 1954).

**Art. 84.**

Discussion. — Discours : Concernant la nécessité de limiter la proposition, p. 940 (26 février 1954). — Marque son accord sur la réserve faite par M. Vermeyleen, pp. 1096 et 1097 (9 mars 1954).

**Art. 25*bis*.**

Discussion. — Discours : Déclare qu'il ne peut être question d'attribuer des pouvoirs à des autorités supranationales ou internationales, mais que la Constitution doit organiser l'exercice de certains pouvoirs pour ces organes, p. 1102 (9 mars 1954).

Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat d'emploi en cas de grève. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, pp. 1067 et 1068 (5 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1079 (5 mars 1954). — Dépose une motion d'ajournement, p. 1108 (9 mars 1954). — Discours : Concernant les raisons pour lesquelles il a déposé la motion d'ajournement, pp. 1192 et 1193 (11 mars 1954).

Proposition de loi modifiant l'article 59 des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussions générales. — Fait des observations, p. 1164 (11 mars 1954).

**Knops**, sénateur coopté.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

**L**

**Lacroix**, sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.

*Doc.* — N° 68. Amendements : Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

N° 121. Amendement : Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants-droit.

*Ann.* — Projet de loi sur l'avancement des officiers d'active, ayant combattu en territoire étranger, au service de l'Organisation des Nations Unies. — S'abstient au vote, p. 143 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 15, son amendement tendant à la suppression de cet article tombe,

**Lacroix (suite).**

pp. 320 et 321. — Intervient dans la discussion de l'article 27, son amendement tendant à la suppression de cet article tombe, p. 332. — Intervient dans la discussion de l'article 37, p. 337 (17 décembre 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet apporte des améliorations mais qu'il est compliqué et qu'il consacre des injustices — demande de ne pas établir plusieurs catégories de victimes de la guerre. — Fait des observations au sujet de la suppression de la pension à la veuve qui se remarie, p. 584 (27 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 36, son amendement est rejeté, pp. 626 et 627 (28 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Lagae, sénateur provincial de la Flandre Orientale.**

*Doc.* — N° 261. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 1938 créant l'Ordre des médecins.

*Ann.* — Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion des articles. — Demande l'insertion d'un article 13 (nouveau), qui est adopté, p. 834 (23 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 1931 créant l'Ordre des médecins. — Dépose le rapport, p. 1162 (10 mars 1954).

**Lambotte (Mme), v. Pauli.****Lapaille, sénateur de l'arrondissement Huy-Waremme.**

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1031 (4 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1175 (11 mars 1954).

**Laurens, sénateur provincial d'Anvers.**

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

**Laurens (suite).**

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Ledoux, sénateur provincial de Namur.**

*Ann.* — Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

**Leemans, sénateur provincial d'Anvers.**

*Doc.* — N° 133. Rapport : Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus, coordonnés par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948.

N° 187. Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 8 mars 1951 relative aux impôts sur les revenus.

N° 202. Rapport : Projet de loi relatif à l'exécution des contrats d'assurance sur la vie souscrits, en Belgique, postérieurement au 10 avril 1920, par les entreprises allemandes d'assurances, en cours ou non entièrement liquidés à la date du 4 septembre 1944.

*Ann.* — Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'élaboration de l'examen du budget dans la perspective de la comptabilité nationale — la distinction entre opérations courantes et opérations de capitalisation — la comptabilisation des opérations suivant deux classifications respectives : recettes et dépenses selon leur nature et dépenses également selon leur affectation — la distinction à faire entre les dépenses fixes et les dépenses conjoncturelles — l'annexion au budget d'un état des prévisions de la trésorerie — nos cotisations à la C.E.C.A. et la gestion de cet organisme — l'U.E.P. — la réduction du chômage et l'extension de la production, pp. 391 à 393 (23 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus, coordonnés par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948. — Dépose le rapport, p. 534 (20 janvier 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant le but du projet : réprimer la fraude fiscale et l'évasion fiscale par la création de holdings dans des pays étrangers où ils jouissent d'un régime privilégié — la preuve à fournir par le contribuable, p. 656 (2 février 1954).

Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 8 mars 1951 relative aux impôts sur les revenus. — Dépose le rapport, p. 742 (10 février 1954). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 854 (24 février 1954).

Projet de loi relatif à l'exécution des contrats d'assurance sur la vie souscrits, en Belgique, postérieurement au 10 avril 1920, par les entreprises allemandes d'assurances, en cours ou non entièrement liquidés à la date du 4 septembre 1944. — Dépose le rapport, p. 816 (18 février 1954). — Motion : Demande d'insérer le projet à l'ordre du jour, p. 971 (3 mars 1954).

**Lehouck (Veuve) v. Gerbehaye.****Leynen, sénateur provincial du Limbourg.**

*Doc.* — N° 113. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes et des annexes, signés à Londres, le 27 février 1953.

N° 126. Rapport : Projet de loi relatif au patrimoine des universités.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette convention, signé à Paris, le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la sauvegarde des droits de l'individu et la protection de la famille — les notions « éducation »

**Leysen (suite).**

et « enseignement » -- les communautés linguistiques et les groupes ethniques — l'application de la Convention au Congo — le problème de la constitutionnalité de la ratification de la Convention, pp. 28 et 29 (12 novembre 1953).

Projet de loi relatif au patrimoine des universités. — Dépose le rapport, p. 518 (19 janvier 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la complexité du Traité et son interprétation — l'abandon par les parlements nationaux de droits qui ne sont pas transférés au parlement supranational — l'octroi de droits importants à une oligarchie — le problème de la Sarre — la constitutionnalité du Traité en matière de nomination des officiers, du temps de service, de budget et de problème linguistique — les raisons qui plaident en faveur de l'adoption du projet, pp. 955 à 957 (2 mars 1954). — Fait des observations, p. 1011 (3 mars 1954); p. 1079 (5 mars 1954); p. 1157 (10 mars 1954); p. 1196 (11 mars 1954).

**Leysen, sénateur des arrondissements de Malines et de Turnhout.**

*Ann.* — Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponibilité du personnel enseignant. — Discussion générale. — Discours : Expose le but du projet qui est de mettre sur le même pied les instituteurs libres et les instituteurs communaux, p. 95 (24 novembre 1953).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant les travaux d'assainissement dans la région de la Grande Nèthe, p. 574 (26 janvier 1954).

**Lilar, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

*Doc.* — N° 169. Rapport : Projets relatifs à des demandes de naturalisation.

**M****Machtens, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : Concernant la création d'un fonds spécial — le prélèvement sur le Fonds Brunfaut et le report des sommes non-utilisées par ce fonds sur l'exercice suivant — la coordination de l'activité du département des Travaux Publics et des sociétés d'habitations — l'intervention de l'Etat pour les habitations insalubres dont le terrain est incorporé à la voirie — l'intervention du Crédit communal, pp. 115 et 116 (25 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 300 (16 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord, relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Pro-

**Machtens (suite).**

position d'ajournement du vote. — Discours : Indique la position prise par M. Mazereel, absent pour raisons de santé, p. 1220 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**Marien, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.**

*Ann.* — Proposition de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Discours : Concernant le but de la proposition — le financement de ce relèvement de plafond, p. 75 (19 novembre 1953).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le groupe libéral est d'avis que les organismes parastataux devraient réduire leurs dépenses d'administration — estime qu'en réalisant des économies on pourrait octroyer des crédits aux Classes moyennes à de meilleures conditions, pp. 93 et 94. — Fait des observations, p. 94 (24 novembre 1953). — Déclare que les impôts ont atteint un taux qu'il n'est pas possible de dépasser et qu'une réduction n'est possible que si l'on crée dans toutes les branches d'activité de l'Etat un climat d'économie. — Répond aux informations données par le Ministre sur le fonctionnement de la C.N.C.P., pp. 199 et 200 (3 décembre 1953).

Projet de loi portant modification du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872). — Projet de loi portant modification du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes et Projet de loi sur le registre de commerce. — Discussions générales jointes. — Renvoi en commission. — Fait des observations, p. 103 (24 novembre 1953).

Proposition de loi abrogeant l'effet rétroactif de la loi du 26 juillet 1952, abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Discussion générale. — Discours : Demande au Ministre si l'intention du législateur n'a pas été mal interprétée par l'administration — estime que le cafetier qui ferme son établissement pour tenir une échoppe dans une foire flamande quelconque de sa commune ne peut être considéré comme ayant un « débit ambulante », pp. 474 et 475 (13 janvier 1954).

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger. — Discussion générale. — Discours : Concernant les modifications de forme qui s'imposent (3 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2bis (nouveau), p. 680 (3 février 1954).

Projet de loi tendant à prévenir et à réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1, p. 698 (9 février 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Discours : Concernant la carence du Gouvernement — la nécessité de voter le projet, pp. 721 et 722 (9 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — S'abstient au vote, p. 770 (16 février 1954).

**Mazereel, sénateur provincial du Brabant.**

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

**Meunier**, sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.

*Ann.* — Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953). Adresse sa démission de sénateur, p. 212 (8 décembre 1953).

**Meurice**, sénateur provincial de Liège.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de l'accord de modification à l'accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, et l'annexe, signés à Bruxelles le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles les 11 décembre 1952 et 5 mars 1953 et Rapport concernant le Plan Marshall. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les lenteurs apportées par l'administration à répondre à certaines questions — la liquidation de l'administration belge de coopération économique — les résultats du Plan Marshall — l'action menée par le Gouvernement en vue de la libération des échanges, pp. 54 et 55 (18 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 101) concernant les congés payés dans l'agriculture, adoptée à Genève le 26 juin 1952 par l'Organisation Internationale du Travail au cours de sa trente-cinquième session. — Ajournement : Demande l'ajournement du projet, étant donné que le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale ne peut assister au débat, p. 56 (18 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Suède tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, signée à Stockholm le 1<sup>er</sup> avril 1953 et Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale, en ce qui concerne les impôts sur les revenus, signée à Londres le 27 mars 1953. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 56 (18 novembre 1953).

Interpellation de M. Moulin à M. le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes et à M. le Ministre du Commerce Extérieur « sur les effets néfastes de la concurrence étrangère due au dumping dans l'industrie du bas nylon ». — Discussion. — Discours : Attire l'attention sur le danger des prix minima et du protectionnisme — déclare que le prix minimum de 350 francs la douzaine est majoré de 24 % de droits de douane et de 2 % d'autres droits, pp. 190 et 191 (2 décembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 7, alinéa 2.

S'abstient au vote de la proposition, p. 937 (26 février 1954).

**Missiaen**, sénateur provincial de la Flandre Occidentale, questeur du Sénat.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif : est réélu questeur du Sénat, p. 6 (10 novembre 1953).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 96 (24 novembre 1953).

Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponibilité du personnel enseignant. — Discussion générale. — Discours : Concernant le transfert des instituteurs de l'enseignement libre mis en disponibilité à l'enseignement officiel, pp. 98 et 99 (24 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

**Missiaen** (suite).

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Discours : Déclare que les présents projets constituent un recul sur la loi de 1948 — estime que les arriérés de traitement devraient être payés à ceux qui ont été condamnés injustement, pp. 205 et 206. — Fait des observations, pp. 207 et 208 (3 décembre 1953). — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 236 (9 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, pp. 316 et 317 (17 décembre 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 351 (17 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 396 (23 décembre 1953).

Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Concernant le vote négatif du groupe socialiste — le précédent dangereux que constitue l'octroi de pensions assimilées aux pensions des services publics, à des personnes qui sont au service d'établissements privés — la stabilité de l'emploi, p. 445. — Fait des observations, p. 445 (12 janvier 1954).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 570 (26 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.

S'abstient au vote, p. 909 (25 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 organique de l'Assistance publique. — Discussion générale. — Discours : Concernant la majoration des chiffres — la lenteur administrative — la révision totale de la loi de 1925, p. 976. — Fait des observations, p. 977 (3 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense, et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1208 (12 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1173 (11 mars 1954).

**Molter**, sénateur coopté.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi autorisant le Roi à soumettre la pratique du camping à une réglementation dans le but d'assurer, en cette matière l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques. — Discussion générale. — Discours : Concernant les lacunes existantes — l'application de la loi dans un bref délai, p. 859 (24 février 1954).

**Molter (suite).**

Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou de la sûreté de l'Etat. — Discussion générale. — Proposition de renvoi en Commission. — Discours : Estime que le projet prête à équivoque et demande le renvoi à la Commission de la justice, p. 862. — Retire sa proposition de renvoi en Commission, p. 863 (24 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

**Art. 7 et 24bis.**

Discussion. — Discours : Demande de permettre l'inscription des droits économiques et sociaux dans la Constitution, p. 919 (25 février 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**Mondelaers, sénateur des arrondissements de Hasselt et de Tongres-Maaseik.**

*Ann.* — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'aide technique accordée par le Département — les subventions à l'enseignement agricole postcolaire — le paiement par l'Etat des traitements des professeurs ne vivant pas en communauté — les subsides pour les travaux aux bâtiments de la ferme — l'amélioration de l'équipement technique pour la conservation des produits agricoles et pour le défrichement du sol — l'amélioration des étables et la lutte contre les épizooties — les syndicats d'exploitation de bétail — les contrôles laitiers — les subventions aux produits laitiers et les « heffingen » effectués sur le beurre en provenance des Pays-Bas — les céréales fourragères — la culture des betteraves sucrières et le prix du sucre — le prix du porc — la fructiculture, la manipulation et l'exportation des fruits — la campagne en faveur de la consommation de fruits indigènes, pp. 492 à 495 (14 janvier 1954).

**Moreau de Melen, sénateur de l'arrondissement de Liège.**

*Doc.* — N° 18. Rapport : Proposition de résolution de MM. Rolin et Flamme, relative à l'aide aux pays économiquement sous-développés.

N° 204. Rapport : Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole Additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats Membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats Membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris, le 27 mai 1952.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et du Protocole Additionnel à cette Convention, signé à Paris, le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Fait des observations au sujet de l'article 46 de la Convention, p. 23. — Discours : Concernant les trois options offertes aux Parties contractantes — l'extension de la Convention et du Protocole aux territoires d'Outre-Mer et les thèses en présence, pp. 26 à 28 (12 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à Bon Marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet de la rédaction de l'article 16, p. 138 (26 novembre 1953).

Proposition de résolution de MM. Rolin et Flamme, relative à l'aide aux pays économiquement sous-développés. — Discussion. — Discours : Concernant la proposition de résolution déposée par MM. Rolin et Flamme — le programme de l'aide technique

**Moreau de Melen (suite).**

des Nations-Unies — l'Accord bilatéral conclu entre la Norvège, l'Inde et les Nations-Unies — l'actif de la Belgique en matière d'aide technique — demande d'adopter la résolution suivante, proposée par la Commission : « Le Sénat, convaincu de la nécessité d'intensifier l'assistance aux pays économiquement sous-développés, et malgré l'aide considérable que, par ailleurs, la Belgique apporte aux populations dont elle a la charge en Afrique, exprime le vœu de voir le Gouvernement étudier, de concert avec les organes compétents des Nations-Unies, la possibilité d'organiser une action belge particulière en faveur de pays économiquement sous-développés. » pp. 176 et 177 (2 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des Provinces, des Communes, des Associations de Communes, des Commissions d'Assistance Publique et autres Etablissements subordonnés aux Provinces ou aux Communes et par les membres du personnel des Etablissements d'Enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des Etablissements scientifiques et d'Enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les Parquets et du personnel des Parquets et des Greffes. — Vote. — Justifie son vote, pp. 271 et 272 (15 décembre 1953).

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole Additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris, le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de la défense — le danger russe et l'équilibre des forces — le danger allemand et l'intégration de l'armée allemande — les garanties du Traité — l'argument de l'Inconstitutionnalité et le fait de l'urgence — le danger de la C. E. D. au point de vue international — répond aux objections formulées au cours du débat — fait des observations au sujet des formules de remplacement et des modifications à apporter éventuellement lors de la mise en application du Traité, pp. 1145 à 1149 et 1151 à 1153 (10 mars 1954). — Fait des observations, p. 1215 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Justifie son vote, p. 1084 (5 mars 1954).

**Motz, sénateur provincial du Brabant.**

*Ann.* — Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole Additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris, le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant le réarmement allemand au sein de la C. E. D. — la coexistence de la C. E. D. et de l'O.T.A.N. — la ratification du Traité, pp. 1118 et 1119 (9 mars 1954).

**Moulin, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.**

*Doc.* — N° 19. Amendement : Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société Nationale des Habitations et Logements à Bon Marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité.

N° 69. Amendements : Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

N° 276. Rapport : Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 juin 1937, relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées.



## Moulin (suite).

- Ann.** — Interpellation à M. le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes et à M. le Ministre du Commerce Extérieur « sur les effets néfastes de la concurrence étrangère dans l'industrie du bas nylon en Belgique ». — Demande, p. 13 (10 novembre 1953). — Discussion. — Développe son interpellation, pp. 184 et 185. — Fait des observations, pp. 186 à 188. — Discours : Concernant la façon de délivrer les licences — souligne l'incompréhension du Département, p. 191 (2 décembre 1953).
- Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 93 (24 novembre 1953).
- Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à Bon Marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : Concernant les résultats déficients de la lutte contre les taudis — la réduction de la dotation du Fonds Brunfaut — la création d'un Fonds Spécial de Lutte contre les Taudis — motive l'abstention du groupe socialiste au vote, pp. 114 et 115. — Fait des observations, pp. 116 et 117, 123 et 124 (25 novembre 1953). — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 2 qui est rejeté et intervient dans la discussion de cet article, pp. 129 à 131 (26 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950, relative aux cours d'eau non navigables. — S'abstient au vote, p. 143 (26 novembre 1953).
- Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des Associations de Communes, des Commissions d'Assistance Publique et autres Etablissements subordonnés aux Provinces ou aux Communes et par les membres du personnel des Etablissements d'Enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des Etablissements scientifiques et d'Enseignement de l'Etat. — Discussion des articles — Intervient dans la discussion du § 2 de l'article 2, p. 222 (8 décembre 1953).
- Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Proposition d'ajournement. — Fait des observations, p. 254 (9 décembre 1953). — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 254 à 256 (9 décembre 1953) : Concernant l'attitude du groupe socialiste lors de l'examen du projet en Commission — la situation des travailleurs frontaliers — les assimilations — les allocations aux orphelins — la fluctuation des pensions — l'insuffisance des avantages promis — le financement du projet, la part d'intervention de l'Etat, le Fonds de réserve, la suppression de la Caisse Nationale des Majorations de Rentes de Vieillesse et de Veuve et du Fonds des Veuves et des Orphelins — la substitution de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite à l'Office National des Pensions pour Ouvriers pour la gestion financière — la réalisation d'une caisse unique — la majoration nécessaire des pensions, pp. 260 à 262 (10 décembre 1953). — Fait des observations, pp. 269 et 270, 274 à 276, 279 à 281 (15 décembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>bis</sup>, p. 286; de l'article 4, son amendement tendant à l'insertion d'un article 4<sup>h</sup> est rejeté, pp. 295 et 296. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 300; de l'article 7, pp. 302 et 303 (16 décembre 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 13, pp. 312, 313 à 318; de l'article 17, pp. 322 à 324; de l'article 37, p. 336; de l'article 48, p. 343. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet et consorts tendant à l'insertion d'un article 58<sup>bis</sup>, p. 349. — Intervient dans la discussion de l'article 59, son amendement est rejeté, p. 349 (17 décembre 1953). — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).
- Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la politique des subsides — l'importance du personnel — la suppression des directions provinciales — la culture des betteraves — l'utilisation du crédit pour la culture du tabac — le non-remboursement des amendes perçues indûment et infligées aux planteurs de tabac pendant l'occupation — l'enseignement agricole — la

## Moulin (suite).

- sécurité sociale des agriculteurs — l'octroi d'une rente à la veuve de la victime d'un accident du travail), pp. 569 à 571 (26 janvier 1954).
- Incident de M. Coulonvaux. — Fait des observations, pp. 566 et 567 (26 janvier 1954).
- Interpellation de M. Harmegnies au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Fait des observations, p. 712 (9 février 1954).
- Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le Contrat de travail. — Vote : Justifie le vote de son groupe, p. 770 (16 février 1954).
- Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.
- Art. 6, alinéa 2.
- Discussion. — Fait des observations, p. 786 (17 février 1954).
- Art. 7 et 24<sup>bis</sup>.
- Discussion. — Fait des observations, p. 914 (25 février 1954).
- Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13 (nouveau), p. 832 (23 février 1954).
- Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).
- Projet de loi tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes. — Discussion générale. Fait des observations, pp. 981 et 982. — Discours : Concernant les critères de l'« habitation moyenne », p. 983 — fait des observations, p. 983 (3 mars 1954).
- Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).
- Projet de loi modifiant et complétant l'article 3 de la loi du 13 juillet 1951 relative à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessenderloo. — S'abstient au vote, p. 996 (3 mars 1954).
- Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole Additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris, le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1197 (11 mars 1954). — Proposition d'ajournement du vote. — Dit qu'il votera la motion d'ajournement, p. 1221 (12 mars 1954).
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1027. — Discours : Concernant la discussion tardive du projet — la distinction à faire entre travailleurs indépendants et assurés libres, pp. 1028 à 1030 — fait des observations, pp. 1031 et 1032 (4 mars 1954).
- Interpellation de M. Beulers à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale. — Discussion. — Discours : Rappelle le problème des mineurs pensionnés sous le régime franco-belge, p. 1035 (4 mars 1954).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).
- Projet de loi modifiant, au profit des Provinces et des Communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — Discussion générale. — Discours : Concernant le prélèvement de taxes par la ville de Tournai sur la plus forte entreprise de pronostics du pays et l'application de taxes par les casinos et les salles de jeux — son opposition au projet — fait des observations, pp. 1132 et 1133 (10 mars 1954).

**Moulin (suite).**

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1166 (11 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux Titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1171, 1172, 1175 (11 mars 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1217 (12 mars 1954).

**Moyersoen, Ministre de l'Intérieur.**

*Ann.* — Interpellation de M. De Stobbeleir « sur l'assainissement de la situation financière de certaines communes, et notamment d'Alost ». — Discussion. — Répond aux griefs exposés par M. De Stobbeleir, pp. 149 à 151. — Fait des observations, p. 152 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des Provinces, des Communes, des Associations de Communes, des Commissions d'Assistance Publique et autres Etablissements subordonnés aux Provinces ou aux Communes et par les membres du personnel des Etablissements d'Enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des Etablissements Scientifiques et d'Enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les Parquets et du personnel des Parquets et des Greffes. — Discussions générales jointes. — Discours : expose la portée du projet et ses conséquences financières, pp. 206 à 208 (3 décembre 1953). — Discussion des articles du premier projet. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 217; des §§ 1 et 2 de l'article 2; pp. 218 à 220 (8 décembre 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 6, pp. 235 à 237; de l'article 7, p. 238 (9 décembre 1953). — Discussion des articles du deuxième projet : demande de ne pas renvoyer l'article 7 en Commission et intervient dans la discussion de cet article, pp. 249 et 250 (9 décembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Proposition de renvoi en Commission. — Discours : S'oppose au renvoi en Commission et souligne le caractère urgent du projet — déclare que la proposition de M. Baert peut être examinée séparément, pp. 252 et 253 (9 décembre 1953).

Projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 23 juillet 1952 majorant la dotation du Fonds des Provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Dépose le projet, p. 641 (2 février 1954). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 854 (24 février 1954).

Propositions de déclaration de révision des articles 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, 7, 15, 20, 21, 22, 24, 33, 73, 90, 117 et 121 de la Constitution. — Prise en considération. — Fait des observations sur la procédure de prise en considération et la fixation d'une date limite pour la recevabilité des propositions, p. 639 (2 février 1954).

Projet de loi tendant à prévenir et à réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 2, p. 699; article 3, p. 701 (9 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Renvoi en Commission : demande que le projet soit réexaminé en Commission, p. 709 (9 février 1954). Discussion générale. — Discours : Concernant l'augmentation substantielle prévue par le Gouvernement — la position du

**Moyersoen (suite).**

Conseil d'Etat entre la Cour de Cassation et la Cour d'Appel — l'incidence des augmentations proposées, pp. 841 à 843 (23 février 1954). — Vote sur les amendements et articles réservés. — Fait des observations, p. 872 (24 février 1954).

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire en 1954 par la Société Anonyme du Crédit Communal de Belgique, aux communes à situation obérée. — Dépose le projet, p. 711 (9 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant le reclassement des Communes — la garantie donnée par l'Etat, p. 852. — Fait des observations, p. 853 (24 février 1954).

Interpellation de M. Harmegnies à M. le Ministre de l'Intérieur « sur son manque d'initiative en vue de sauver les communes dont la situation financière ne fait que s'aggraver ». — Discussion — Discours : examine les causes principales qui ont influencé la situation financière des communes — expose les mesures prises en faveur des communes — insiste sur la nécessité des réformes de structure, pp. 711 à 714. — Répond aux observations faites au cours du débat, p. 717 (9 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution. — Discussion générale. — Discours : Concernant la participation de la Belgique à l'évolution qui s'est manifestée dans le domaine des relations internationales — la révision limitée — l'amélioration des pratiques parlementaires — la délégation des pouvoirs — la fonction de Premier Ministre — le contentieux administratif — les droits économiques et sociaux — le programme de la Constituante — le respect de l'essence de notre Constitution), pp. 774 à 776 (16 février 1954).

**Art. 6, alinéa 2.**

Discussion. — Discours : Déclare qu'il n'est pas nécessaire de reviser l'article 6, pp. 786 à 788 (17 février 1954).

**Titre III. — Chapitre 1<sup>er</sup>. — Art. 36 (adjonction d'un deuxième alinéa).**

Discussion. — Discours : Souligne les inconvénients de la suppléance et dit que la Chambre est résolument hostile à ce système, p. 801 (18 février 1954).

**Titre III. — Chapitre V. — Art. 95 et 105.**

Discussion. — Discours : Dit que toutes nos Institutions judiciaires ou administratives ne sont pas mentionnées dans la Constitution et qu'il ne doit pas être donné un sens spécial au Conseil d'Etat, pp. 801 et 802 (18 février 1954).

**Titre VIII. — Adjonction d'un Art. 140.**

Discussion. — Discours : Demande que la discussion de cet article soit différée, sans quoi l'adoption du texte néerlandais par les deux Chambres donnerait lieu à dissolution, p. 806 (18 février 1954).

**Art. 1<sup>er</sup>.**

Discussion. — Fait des observations, p. 815 (18 février 1954).

**Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.**

Discussion. — Discours : Concernant la disproportion entre les griefs et les propositions que l'on fait pour y remédier — l'impossibilité d'une solution des problèmes flamands et wallons par le fédéralisme — la recherche d'une structure politique élargie, pp. 879 à 881. — Fait des observations, p. 882 (24 février 1954).

**Art. 7 et 24bis.**

Discussion. — Discours : Concernant le grand pouvoir attribué au législateur — les difficultés résultant de l'inscription de ces droits dans la Constitution, pp. 915 à 917 (25 février 1954).

**Art. 53 et 54.**

Discussion. — Fait des observations, p. 925. — Discours : Demande au Sénat de rejeter la proposition, p. 926 (26 février 1954).

**Art. 84.**

Discussion. — Discours : Concernant l'impossibilité d'une révision constitutionnelle en période de régence, p. 940 (26 février 1954). — Maintient son opposition à la proposition amendée, pp. 1096 à 1097 (9 mars 1954).

**Meyersoen** (suite).

## Art. 256bis.

Discussion. — Discours : Déclare qu'il faut entendre « exercice » dans un sens restrictif du terme « attribution », p. 1104 (9 mars 1954).

## Art. 68.

Discussion. — Discours : Dit qu'on peut envisager la revision de l'article 68 sans toutefois sortir du cadre de ses dispositions et sans y introduire des éléments contraires à d'autres dispositions de la Constitution, p. 1105 (9 mars 1954).

Projet de loi modifiant l'article 103 de la Loi communale. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'uniformité des taux à fixer par la Députation permanente, pp. 850 et 851 (24 février 1954).

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des Echevins dans certaines communes de villégiature de la côte. — Dépose le projet de loi, p. 1053 (4 mars 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant le sens restrictif à donner au terme « Commune de villégiature » — demande à M. Ancot de retirer son amendement, p. 1166 (11 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des Provinces et des Communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — Discussion générale. — Discours : Insiste pour que le projet soit adopté, pp. 1133 et 1134 (10 mars 1954).

**Muller**, sénateur coopté.

Doc. — N° 231. Rapport : Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Avenant, signé à Paris, le 30 juin 1953, portant prorogation de l'Accord portant création d'un Conseil de Représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire et de l'Annexe, signés à Genève, le 15 février 1952; b) Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire, Annexe, Protocole financier, Annexe et Acte final, signés à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1953.

Ann. — Projets et propositions de déclarations, relatives à la revision de la Constitution. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 761 (11 février 1954).

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Avenant, signé à Paris, le 30 juin 1953 portant prorogation de l'Accord portant création d'un Conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire et de l'Annexe, signés à Genève, le 15 février 1952; b) Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire, Annexe, Protocole financier, Annexe et Acte final, signés à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1953. — Dépose le rapport, p. 921 (25 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant la prorogation de la Convention et les dispositions du projet, p. 1129 (10 mars 1954).

**Mullie**, sénateur des arrondissements de Courtrai et d'Ypres, deuxième vice-président du Sénat.

Doc. — N° 129. Amendement : Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954.

N° 228. Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 16 juillet 1953 relatif au tarif des droits d'entrée.

N° 229. Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 24 avril 1953 relatif au tarif des droits d'entrée.

N° 230. Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 28 juillet 1953 relatif au tarif des droits d'entrée.

N° 237. Rapport : Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac.

Ann. — Nomination du Bureau définitif + est réélu deuxième Vice-Président, p. 5 (10 novembre 1953).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 514 (19 janvier 1954). — Discussion des articles du Tableau : Intervient

**Mullie** (suite).

dans la discussion de l'article 20, son amendement tendant à l'insertion d'un § 4 nouveau est adopté, p. 673 (3 février 1954).

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 24 avril 1953 relatif au tarif des droits d'entrée. — Dépose le rapport, p. 921 (25 février 1954).

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 16 juillet 1953 relatif au tarif des droits d'entrée. — Dépose le rapport, p. 921 (25 février 1954).

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 28 juillet 1953 relatif au tarif des droits d'entrée. — Dépose le rapport, p. 921 (25 février 1954).

Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac. — Dépose le rapport, p. 942 (26 février 1954).

## N

**Neels**, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

Doc. — N° 183. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

N° 203. Rapport : Projet de loi autorisant le Roi à soumettre la pratique du camping à une réglementation dans le but d'assurer, en cette matière, l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques.

N° 272. Amendement : Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature de la côte.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — Dépose le rapport, p. 718 (9 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant le but du projet, p. 836 (23 février 1954).

Projet de loi autorisant le Roi à soumettre la pratique du camping à une réglementation dans le but d'assurer, en cette matière, l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques. — Dépose le rapport, p. 816 (18 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant la portée du projet — la situation existante, pp. 857 et 858 (24 février 1954).

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature de la côte. — Discussion générale. — Discours : Souligne le bien fondé de son amendement, pp. 1166 et 1167 (11 mars 1954). — Discussion des articles : son amendement à l'article unique est adopté, p. 1167 (11 mars 1954).

**Nihoul**, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 8. Rapport : Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat, ainsi que les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat.

N° 26. Rapport : Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944, relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes.

N° 120. Amendement : Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects.

N° 206. Rapport : Projet de loi sur le dépôt des testaments olographes et des testaments mystiques.

**Nihoul (suite).**

*Ann.* — Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Dépose le rapport, p. 88 (19 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les dispositions de la législation existante et la portée des projets en discussion, les catégories d'agents qui sont visés et les conditions que doivent remplir ces agents pour pouvoir introduire une demande en révision de la peine disciplinaire encourue — les conséquences financières de cette révision administrative, pp. 181 et 182 (2 décembre 1953). — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 2, § 1, pp. 218 et 219 (8 décembre 1953).

Discussion des articles du 2<sup>me</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 244 à 247 (9 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles 4, p. 482 et 23, p. 485 (14 janvier 1954). — Son amendement tendant à l'insertion d'un second alinéa à l'article 23 est adopté, p. 505 (19 janvier 1954).

Projet de loi relatif au patrimoine des universités. — Discussion générale. — Discours : Contesté le bien-fondé du projet, p. 683 (3 février 1954). — S'abstient au vote du projet, p. 750 (11 février 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1, p. 725 (10 février 1954).

Projet de loi sur le dépôt des testaments olographes et des testaments mystiques. — Dépose le rapport, p. 816 (18 février 1954). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1130 (10 mars 1954).

Projet de loi modifiant l'article 103 de la loi communale. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'octroi d'un traitement d'attente — l'uniformité dans le taux des traitements des bourgmestres et échevins, p. 850 (24 février 1954). — Vote. — S'abstient au vote du projet, p. 878 (24 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Vote sur les amendements et articles réservés. — Fait des observations, p. 872 (24 février 1954).

**Nothomb (Baron)**, sénateur des arrondissements d'Arlon-Marche-Bastogne et de Neufchâteau-Virton.

*Doc.* — N° 24. Rapport : Projet de loi portant approbation du Protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux, créés en vertu du Traité de l'Atlantique-Nord, signé à Paris le 28 août 1952 et de la Déclaration entre les Gouvernements Belge, Luxembourgeois et Néerlandais, signée à Bruxelles le 20 juin 1953.

**Nothomb (Baron) (suite).**

N° 47. Rapport : Projet de loi fixant pour l'année 1954 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale anti-aérienne.

N° 102 : Propositions de déclaration de révision des articles 53 et 54 de la Constitution.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation du protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique-Nord, signé à Paris le 28 août 1952 et de la Déclaration entre les Gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signée à Bruxelles, le 20 juin 1953. — Dépose le rapport, p. 88 (19 novembre 1953).

Projet de loi fixant pour l'année 1954 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale anti-aérienne. — Dépose le rapport, p. 170 (1 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Ajournement du vote. — Fait des observations, p. 264 (10 décembre 1953).

Proposition de déclaration de révision des articles 53 et 54 de la Constitution. — Dépose les propositions, p. 352 (17 décembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 1<sup>er</sup>.

Discussion. — Fait des observations, pp. 807, 808, 813 à 816 (18 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.

Discussion. — Discours : Concernant le fédéralisme — le Sénat géographique — la décentralisation et la déconcentration, garantie de l'unité nationale, pp. 867 à 869 (24 février 1954). — Justifie son vote, p. 909 (25 février 1954).

Art. 53 et 54.

Discussion. — Discours : Déclare que le Sénat géographique empêcherait le fédéralisme, pp. 924 et 925. — Fait des observations, p. 926 (26 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1118. — Discours : Déclare que la C.E.D. répond à une formation politique nécessaire — critique le Traité et dit que son application sera difficile — déclare que le réarmement se fera dans la C.E.D. ou sans elle — fait des observations au sujet de l'urgence de la participation de la France, de la Sarre, l'établissement du siège de la C.E.D. dans notre pays, pp. 1119 à 1121 (9 mars 1954). — Fait des observations, p. 1211 (12 mars 1954).

O

**Orban**, sénateur provincial de la Flandre Orientale.

*Ann.* — Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces,

## Orban (suite).

des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Ajournement du vote. — Fait des observations, p. 264 (10 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 300 (16 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 393 (23 décembre 1953).

Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 449 (12 janvier 1954).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 458, 459, 464 et 465 (13 janvier 1954).

Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles 4, p. 482 et 23, p. 486 (14 janvier 1954).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Doutrepoint tendant à l'insertion d'un article 1<sup>er</sup> nouveau, p. 530. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 531 (20 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagements des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 10, p. 609; article 18, p. 615 (28 janvier 1954).

Projet de loi abrogeant l'article 315 du Code Civil. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 670 (3 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion du nouvel intitulé, p. 672. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 672 et 673 (3 février 1954).

Projet de loi tendant à prévenir et à réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 700 (9 février 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 707 (9 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article 3bis, p. 749. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un article 7bis, p. 755 (11 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 761 et 763 (11 février 1954). — Discours : Concernant la révision imposée par des préoccupations internationales — la limitation de la révision — les pouvoirs spéciaux — les libertés économiques et sociales — la notion de souveraineté — le nationalisme économique, pp. 771 à 774. — Fait des observations, p. 775 (16 février 1954).

Art. 6, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, p. 791 (17 février 1954).

Titre III. — Chapitre 1<sup>er</sup>. — Article 36.

Discussion. — Fait des observations, p. 799 (18 février 1954).

## Orban (suite).

Titre III. — Chapitre V. — Articles 95 et 105.

Discussion. — Appuie les vues du rapporteur, p. 803 (18 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Discussion. — Discours : Proteste contre l'interprétation du rapporteur des possibilités de modification de notre Constitution, p. 907 (25 février 1954).

Art. 7 et 24bis.

Discussion. — Fait des observations, pp. 911 et 913 (25 février 1954).

Art. 15.

Discussion. — Fait des observations, p. 927 (26 février 1954).

Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, p. 933. — Discours : Concernant le droit de vote et l'obligation de voter le bien fondé de la proposition, pp. 933 et 934. — Fait des observations, pp. 934, 935 et 936 (26 février 1954). — S'abstient au vote de la proposition, p. 937 (26 février 1954).

Art. 84.

Discussion. — Fait des observations, pp. 939 et 940 (26 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 839 et 849 (23 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 952, 956 et 957 (2 mars 1954), p. 989 (3 mars 1954), pp. 1040 et 1041 (4 mars 1954), p. 1091 (5 mars 1954), pp. 1111 et 1112 (9 mars 1954), p. 1157 (10 mars 1954), pp. 1191, 1193, 1195 et 1196 (11 mars 1954). — Motion d'ajournement du vote : justifie son approbation du Traité. — Déclare que la situation internationale est telle que ce Traité ne peut être considéré du point de vue intérieur seulement, pp. 1221 et 1222 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1029 (4 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1174 (11 mars 1954).

## P

Pauli (épouse Lambotte), sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — N° 61. Rapport : Projet de loi relatif à des demandes de naturalisation.

N° 99. Rapport : Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.

N° 169. Rapport : Projets relatifs à des demandes de naturalisation.

N° 251. Rapport : Projet de loi modifiant au profit des provinces et des communes la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football.

Ann. — Validation des pouvoirs de M. Peiffer. — Donne lecture de son rapport, p. 258 (10 décembre 1953).

**Pauli (épouse Lambotte) (suite).**

Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique. — Dépose le rapport, p. 352 (17 décembre 1953). — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet réalise l'uniformité entre les différentes catégories de professeurs de l'enseignement technique, sans nécessiter beaucoup de nouvelles dépenses, qu'il n'est toutefois d'application qu'aux seuls professeurs laïques — dit qu'une caisse de répartition sera créée, pp. 439 à 440 (12 janvier 1953).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — Dépose le rapport, p. 957 (2 mars 1954). — Discussion générale. — Expose la portée du projet, p. 1132 (10 mars 1954).

**Peiffer, sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.**

*Ann.* — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment, p. 258 (10 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote; p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Petit, sénateur coopté.**

*Ann.* — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant le prix du bétail — la culture du lin — le prix du froment — la culture de la betterave sucrière et la révision du problème sucrier tant en matière de fabrication que de taxation, pp. 571 et 572 (26 janvier 1954).

**Philips, sénateur coopté.**

*Ann.* — Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité pour l'Europe occidentale d'assurer son indépendance spirituelle et la sauvegarde de son patrimoine spirituel par l'auto-défense et le prix que nous devons payer à cet effet à la C.E.D. — l'objection que le vote de la C.E.D. comporte une restriction de notre indépendance et de notre culture, pp. 1079 à 1081 (5 mars 1954).

**Pholien, sénateur coopté.**

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette convention, signé à Paris le 20 mars 1952. — Discussion des articles : Dépose un sous-amendement à l'amendement de la Commission à l'article 4 nouveau, p. 44 (17 novembre 1953). — Son amendement est adopté, p. 76 (19 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté

**Phollen (suite).**

Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1047 (4 mars 1954). — Proposition d'ajournement du vote : Justifie son opposition au Traité, p. 1221. — S'abstient au vote sur la motion d'ajournement du vote et justifie son abstention, p. 1222 (12 mars 1954).

**Pincé, sénateur des arrondissements de Termonde et de Saint-Nicolas.**

*Ann.* — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

**Pontus, sénateur provincial de Liège.**

*Doc.* — N° 184 : Proposition de loi modifiant les articles 9 et 30 de la loi du 14 juillet 1951, relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands.

*Ann.* — Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant l'application de critères différents pour les cantons de l'Est — la mise en application des projets, p. 209 à 210 (3 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Discours : Concernant les victimes de la guerre habitant les cantons de l'Est — les personnes considérées comme des ayants droit, pp. 583 et 584 (27 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 12, p. 612 (28 janvier 1954).

Proposition de loi modifiant les articles 9 et 30 de la loi du 14 juillet 1951, relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Dépose la proposition, p. 764 (11 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**R****Rassart, sénateur provincial de Liège.**

*Ann.* — Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi fixant pour l'année 1954 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Discussion générale. — Justifie le vote du groupe socialiste, p. 251 (9 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 876 (24 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

**Rassart** (suite).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.

Discussion. — Discours : Concernant l'existence de griefs régionaux contre le pouvoir central — l'examen du fédéralisme par la Constitution, pp. 881 et 882 (24 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1109 (9 mars 1954). — Discours : Concernant les inconvénients que présente le Traité en matière d'intégration et de contrôle démocratique — son adhésion au Traité de la Communauté Européenne de Défense, instrument de sécurité collective régionale — les avantages qu'offre le Traité, pp. 1159 à 1161 (10 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**Remson**, sénateur des arrondissements de Charleroi et de Thuin.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950, relative aux cours d'eau non navigables. — S'abstient au vote, p. 143 (26 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Interpellation de M. Glineur à M. le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes. — Discussion. — Discours : Fait état des mesures prises par la commune de Jumet dans l'intérêt de ses habitants, pp. 740 et 741. — Fait des observations, p. 741 (10 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 1<sup>er</sup>.

Discussion. — Fait des observations, p. 810 (18 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Roelandts**, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Rolin**, sénateur coopté.

Doc. — N° 53. Amendements : Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie à l'égard des personnes visées

**Rolin** (suite)

à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944, relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes.

N° 137. Rapport : Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la « Croix des Evadés ».

N° 267. Amendements : Projets de loi relatif à l'exécution des contrats d'assurances sur la vie souscrites, en Belgique, postérieurement au 10 avril 1920, par les entreprises allemandes d'assurances, en cours ou non entièrement liquidés à la date du 4 septembre 1944.

Ann. — Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et du protocole additionnel à cette Convention, signé à Paris, le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales — les conséquences juridiques de la Convention et du protocole — le contrôle international et le contrôle collectif, la Commission d'enquête, le Comité des Ministres et la Cour — les trois options qui s'offrent aux nations signataires en matière de droit de recours individuel, de compétence obligatoire accordée à la Cour dans les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention, l'application de la Convention aux territoires d'outre-mer — la distinction faite entre le Congo et notre territoire sous tutelle, pp. 19 à 24. — Fait des observations, pp. 30 et 31 (12 novembre 1953). — Répond aux observations présentées et aux questions posées au cours de la discussion. — Fait des observations au sujet de la subordination du droit de recours individuel à une condition de réciprocité, de l'octroi du recours individuel aux populations de nos territoires d'outre-mer et de l'autorisation à donner au Gouvernement en la matière, pp. 40 et 41 (17 novembre 1953). — Discussion des articles : Intervient dans la discussion des articles 3 et 4 nouveaux, p. 44 (17 novembre 1953).

S'abstient au vote de l'amendement de MM. Pholien et Schot tendant à l'insertion d'un article 4 (nouveau), p. 76 (19 novembre 1953).

Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Interpellation de M. Buisseret à M. le Ministre de la Justice. — Discussion. — Discours : Estime que le Ministre n'a pas fait preuve d'un manque de vigilance — pose des questions au sujet de l'instruction des affaires Naumann et Lucht et au sujet de la résidence de Degrelle, p. 87 (19 novembre 1953).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 94 (24 novembre 1953).

Projet de loi portant modification du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872); Projet de loi portant modification du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du Code de Commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de Prud'hommes et Projet de loi sur le registre du commerce. — Discussions générales jointes. — Renvoi en commission. — Discours : appuie la proposition de renvoi en commission. — Insiste sur la mise en concordance du projet sur le registre de commerce et de la proposition relative au casier civil, pp. 101 et 103. — Fait des observations, p. 103 (24 novembre 1953).

Projet de loi tendant à l'établissement d'un Jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales. — Discussion générale. — Fait des observations au sujet du programme du Jury central et de l'égalité en matière de l'épreuve d'agrégation, p. 109 (24 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 132. — Fait des observations au sujet de la rédaction de l'article 16, p. 138. — Intervient dans la discussion de l'article 18, p. 139 (26 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

**Rolin (suite).**

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 162, 164 et 165 (1 décembre 1953).

Proposition de résolution relative à l'aide aux pays économiquement sous-développés. — Discussion. — Discours : Concernant le problème des excédents et des stocks agricoles — les contributions des Etats à l'assistance technique — les résultats de l'aide technique — la création d'un fonds d'aide aux nations sous-développées — l'œuvre coloniale belge — l'aide directe et l'établissement éventuel de relations économiques — l'exemple norvégien — l'élaboration rapide d'un programme, pp. 178 et 179 (2 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, pp. 205, 207 et 208 (3 décembre 1953). — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet. — Intervient dans la discussion des §§ 1 et 2 de l'article 2, pp. 218 à 223 (8 décembre 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 6, pp. 236 et 237 (9 décembre 1953). — Discussion des articles du 2<sup>ème</sup> projet. — Retire son amendement à l'article 1<sup>er</sup>, p. 242. — Retire ses deux premiers amendements à l'article 2, les autres tombent, pp. 242 et 243. — Intervient dans la discussion de l'article 4 et retire ses amendements, pp. 244 à 247. — Propose le renvoi de l'article 7 en Commission pour examen, et intervient dans la discussion de cet article. — Son amendement principal tendant au remplacement de cet article par un nouveau et ses amendements subsidiaires sont rejetés, pp. 249 et 250 (9 décembre 1953). — Ajournement du vote des deux projets : se déclare solidaire des paroles prononcées par M. Gillon, p. 264 (10 décembre 1953). — Vote. — Incident : déclare que le groupe socialiste ne participera pas au vote, p. 264 (15 décembre 1953). — S'abstient au vote. — Fait des observations, pp. 272 et 273 (15 décembre 1953).

Protestation de M. Hanquet contre les rigueurs exercées à l'égard du clergé en Pologne. — S'associe au vœu et aux protestations de M. Hanquet, p. 362 (22 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Vote : Justifie le vote de son groupe. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 464 (13 janvier 1954).

Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 23, p. 485 (14 janvier 1954).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Dautrepoint tendant à l'insertion d'un article 1<sup>er</sup> nouveau, p. 530. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1<sup>er</sup>, p. 531 et article 2, p. 532 (20 janvier 1954). — Demande d'apporter une modification à l'article 1<sup>er</sup> dont le vote est déjà acquis, p. 541. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 543 et de l'article 17, p. 552 et 553 (21 janvier 1954).

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix des Evadés. — Dépose le rapport, p. 554 (21 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles

**Rolin (suite).**

suivants : article 18, p. 615; article 20, p. 617; article 23, pp. 621 et 622 (28 janvier 1954).

Proposition de loi abrogeant l'article 315 du Code Civil. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion du nouvel intitulé, p. 672. — Intervient dans la discussion de l'article 1, p. 672 (5 février 1954).

Projet de loi tendant à prévenir et à réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 701 (9 février 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 706 (9 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1, p. 725; article 2, p. 728; article 5, p. 731 (10 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Renvoi en Commission. — Fait des observations, p. 709 (9 février 1954). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 839. — Discours : Concernant les droits acquis et la situation protocolaire des Conseillers d'Etat, p. 843 (23 février 1954). — S'abstient au vote du projet, p. 879 (24 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 760 et 763 (11 février 1954). — Discours : Concernant la limitation de la révision — la dérogation à l'exercice normal des pouvoirs constitutionnels résultant de l'état d'exception — l'éventualité d'un mariage royal en l'absence du Gouvernement, pp. 770 et 771 (17 février 1954).

**Art. 6, alinéa 2.**

Discussion. — Fait des observations, p. 788. — Discours : Appuie la proposition de M. Vermeylen et de Mme Ciselet — reproche à l'ancien texte de ne pas imposer l'égalité et de permettre que la discrimination soit devenue la règle, pp. 789 et 790. — Fait des observations, p. 791 (17 février 1954).

**Titre III. — Chapitre V. — Art. 95 et 105.**

Discussion. — Appuie les vues du rapporteur, p. 802 (18 février 1954).

**Art. 56bis.**

Discussion. — Fait des observations, p. 803 (18 février 1954).

**Titre VIII. — Adjonction d'un article 140.**

Discussion. — Fait des observations, p. 806 (18 février 1954).

**Art. 1<sup>er</sup>.**

Discussion. — Fait des observations, p. 813 (18 février 1954).

**Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.**

Discussion. — Fait des observations, p. 882 (24 février 1954). — Justifie son vote, p. 909. — S'abstient au vote, p. 909 (25 février 1954).

**Art. 7 et 24bis.**

Discussion. — Fait des observations, p. 914. — Discours : Concernant l'importance d'empêcher au législateur tout retour en arrière en matière économique et social, pp. 920 et 921 (25 février 1954).

**Art. 53 et 54.**

Discussion. — Fait des observations, p. 925. — Discours : Estime que la Constituante doit pouvoir examiner la question de la composition du Sénat — condamne le principe de la représentation provinciale égale, p. 926 (26 février 1954).

**Art. 20.**

Discussion. — Fait des observations, p. 928 (26 février 1954).

**Art. 22.**

Discussion. — Discours : Demande que tous ceux qui ont le respect des droits individuels votent la proposition de déclaration, p. 929 (26 février 1954).

**Art. 47, alinéa 2.**

Discussion. — Fait des observations, pp. 934 à 936 (26 février 1954).

**Art. 84.**

Discussion. — Fait des observations, p. 1097 (9 mars 1954).



## Rolin (suite).

## Art. 25bis.

Discussion. — Fait des observations, pp. 1102, 1103 et 1104. — Discours : Estime que l'on doit maintenir la terminologie utilisée dans la Constitution, p. 1105 (9 mars 1954).

## Art. 68.

Discussion. — Fait des observations, p. 1106 (9 mars 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 12, pp. 831 et 832 (23 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 952 et 956 à 957 (2 mars 1954). — Fait des observations, pp. 992, 1010, 1011, 1013, 1016, 1017 à 1020 (3 mars 1954). — Discours : Concernant l'inconstitutionnalité du Traité, l'abandon de souveraineté et les précédents invoqués — le caractère d'urgence — l'efficacité du Traité en matière de contribution en renforcement de la défense nationale au point de vue commandement, standardisation, organisation politique, administrative, judiciaire et financière, usage du droit de veto, abandon de souveraineté, garanties au sujet du réarmement allemand — les répercussions du Traité sur la politique extérieure, les Etats totalitaires, le potentiel de guerre russe, la méconnaissance des engagements de Potsdam, la coopération franco-allemande, l'Italie, l'impuissance de la C.E.D. de faire de l'Europe une troisième force capable de reprendre une place de premier plan — la durée du Traité et la position de l'Allemagne dans l'hypothèse d'une réunification — l'ajournement du vote, pp. 1039 à 1053 (4 mars 1954). — Fait des observations, pp. 1078, 1088 à 1090 (5 mars 1954). — Dépose une motion d'ajournement, p. 1108. — Fait des observations, pp. 1111 et 1112, 1116 et 1117, 1119 à 1121, 1122, 1122, 1124 (9 mars 1954), pp. 1145, 1149, 1152, 1153, 1156 et 1157, 1159, 1160 (10 mars 1954), pp. 1189 et 1191, 1192 et 1193, 1195 à 1200 (11 mars 1954), p. 1206, 1208. — Discours : Concernant l'inconstitutionnalité du Traité en matière du vote du budget, du contingent et de l'octroi des grades — le caractère inopportun, dangereux, inapplicable et inutile du Traité — la nécessité d'une solution de rechange — l'ajournement, pp. 1211 à 1214. — Fait des observations, pp. 1215 et 1216. — Se rallie, d'accord avec M. Kluykens, à la motion de M. Edg. De Bruyne tendant à voter uniquement sur l'ensemble de la motion d'ajournement, p. 1216 (12 mars 1954).

Projet de loi relatif à l'exécution des contrats d'assurance sur la vie souscrits, en Belgique, postérieurement au 10 avril 1920, par les entreprises allemandes d'assurances, en cours ou non entièrement liquidés à la date du 4 septembre 1944. — Motion de M. Leemans. — Discours : Déclare qu'il a demandé de biffer le projet de l'ordre du jour parce que la question touche à des droits acquis et que le Gouvernement a déclaré que les projets qui présenteraient des difficultés ne viendront plus en discussion, pp. 971 et 972 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 organique de l'Assistance publique. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 978 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — S'abstient au vote de l'amendement de M. Buisseret et justifie son abstention, p. 1082 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Convention internationale sur la circulation routière et dix annexes; b) Protocole relatif à la signalisation routière; c) Protocole relatif aux pays ou territoires présentement occupés; d) Acte final signé à Genève le 19 septembre 1949; e) Accord européen complétant la convention sur la circulation routière

## Rolin (suite).

et le protocole relatif à la signalisation routière de 1949; f) Accord européen portant application de l'article 23 de Convention sur la circulation routière de 1949, concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des parties contractantes et annexe; g) Accord européen portant application de l'article 3 de l'annexe 7 de la Convention sur la circulation routière de 1949, concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des parties contractantes et annexe; h) Déclaration sur la construction de grandes routes de trafic international et annexe, signées à Genève le 16 septembre 1950. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1130. — Discours : demande, afin d'éviter toute confusion, que la loi d'approbation des conventions internationales ne paraisse pas dans le *Moniteur Belge* avant que paraisse l'arrêté de modification des règles de roulage, p. 1130 (10 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1169 (11 mars 1954).

Fait personnel de M. Vermeylen. — Fait des observations, p. 1208 (12 mars 1954).

Chambres législatives. — Dissolution : Discours : exprime, au nom du groupe socialiste, sa reconnaissance et son admiration à l'égard du Président, pp. 1224 et 1225 (12 mars 1954).

## Rolland, sénateur coopté.

Doc. — N° 13 : Proposition de loi concernant la position de détachement syndical du personnel enseignant des écoles soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire.

N° 90 : Rapport : Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger.

N° 179 : Rapport complémentaire : Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger.

Ann. — Proposition de loi concernant la position de détachement syndical du personnel enseignant des écoles soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire. — Dépose la proposition, p. 31 (12 novembre 1953).

Projet de loi tendant à l'établissement d'un jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales. — Discussion générale. — Discours : déclare qu'on ne peut admettre que le jury central juge sur un programme plus large que celui des universités de l'Etat — demande de supprimer les épreuves relatives à l'organisation des entreprises et l'économie politique, pp. 105 à 110 (24 novembre 1953). — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 2, qui est adopté, p. 142 (26 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger. — Dépose le rapport, p. 305 (16 décembre 1953). — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet et ses modalités d'application, p. 677 (3 février 1954). — Dépose le rapport complémentaire, p. 718 (9 février 1954). — Discussion des articles : fait des observations, p. 744 (11 février 1954).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

**Rolland (suite).**

Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : déclare que le projet est incomplet et inexact — estime que le problème aurait dû être réglé dans le cadre de la législation générale sur les pensions civiles et qu'il est nécessaire de revoir le régime général des pensions des employés — dit qu'il n'est pas souhaitable d'accepter le principe de l'exclusion du régime de la sécurité sociale d'un personnel qui ne bénéficie pas de la stabilité de l'emploi — remarque que le projet prévoit uniquement une pension pour les prestations effectuées dans l'exercice d'une fonction considérée comme principale — fait des observations au sujet des dépenses en pensions et en allocations familiales — reproche au texte du projet de prêter parfois à confusion, pp. 440 et 441. Discours : déclare que le Ministre n'a pas répondu aux questions posées par lui et insérées dans le rapport, p. 447 (14 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 3, pp. 448 et 449, article 4, p. 449; article 5, p. 450; article 6, p. 450; article 7, p. 451 (12 janvier 1954). — S'abstient au vote du projet, p. 486 (14 janvier 1954).

Projet de loi relatif au patrimoine des universités. — Discussion générale. — Discours : demande communication de l'avis donné par le Ministre de la Justice, p. 683 (3 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**Ronse, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.**

*Doc.* — N° 22. Rapport : Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954.

N° 109. Rapport : Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954.

N° 220. Rapport : Projet de loi tendant à favoriser la construction l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif. — Propose la candidature de M. Struye comme Président, p. 5 — Propose de renouveler les mandats des trois vice-présidents, tels qu'ils avaient été conférés lors de la session précédente, p. 5. — Propose, en vertu d'un accord entre les partis, de renouveler les mandats des secrétaires sortants, p. 5. — Propose de réélire les questeurs sortants, p. 6 (10 novembre 1953).

Projet de loi relatif au personnel de la Cour de Cassation, des Cours d'Appel, des Tribunaux de Première Instance et des Tribunaux de Commerce. — Discussion générale. — Emet des considérations au sujet du nombre de magistrats candidats-conseillers à la Cour de Cassation pouvant être présentés par les Cours d'Appel, pp. 58 et 59 (18 novembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 60 (18 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Dépose le rapport, p. 68 (18 novembre 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant la majoration du traitement du Premier Ministre — le problème du recrutement et de la formation du personnel de l'Etat et celui des agents temporaires, p. 156 à 158. — Fait des observations, p. 164 et 165 (1 décembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème des taudis dans les villes et à la campagne — les maisons familiales — l'amélioration des moyens de communication entre la campagne et les villes — le rôle important dévolu aux bourgmestres, pp. 116 et 117 (25 novembre 1953).

**Ronse (suite).**

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 237 (9 décembre 1953).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Fait une étude synoptique de la législation fiscale depuis la libération du pays — insiste sur la nécessité de simplifier la législation et de procéder de façon progressive — dit que la loi doit avoir pour but de taxer équitablement — fait des observations au sujet du problème des fonctionnaires : cadres incomplets et carrières dans les fonctions supérieures, pp. 451 à 453 (12 janvier 1954).

Projet de loi tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes. — Dépose le rapport, p. 890 (24 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant les modifications apportées par la Chambre — la lutte entamée en vue de mettre à la disposition de la population des habitations convenables et salubres, pp. 980 et 981. — Fait des observations, pp. 981 et 982 — concernant la mention des habitations à bon marché dans la loi, p. 982 (3 mars 1954).

**S****Santens, sénateur des arrondissements d'Audenarde et Alost.**

*Ann.* — Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'adaptation des Classes Moyennes aux nouvelles formes de distribution, p. 709 (9 février 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le caractère provisoire de la loi — son vote affirmatif, p. 1056 (5 mars 1954).

**Schot, sénateur de l'arrondissement de Louvain.**

*Doc.* — N° 11. Amendement : Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et du Protocole additionnel à cette Convention, signé à Paris, le 20 mars 1952.

N° 48 : Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux, en vue de la protection du foncier de commerce.

N° 177 : Proposition de loi complétant l'article 102 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

N° 256. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales signée à Paris le 4 novembre 1950 et du Protocole additionnel à cette Convention, signé à Paris le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant les options réservées aux parties contractantes et l'article 68 de la Constitution, pp. 42 et 43 (17 novembre 1953). — Discussion des articles : dépose un sous-amendement de la Commission à l'article 4 nouveau, p. 44 (17 novembre 1953). — Son amendement est adopté, p. 76 (19 novembre 1953).

**Schot (suite).**

Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et la Suède tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, signée à Stockholm le 1<sup>er</sup> avril 1953 et Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale, en ce qui concerne les impôts sur les revenus, signée à Londres le 27 mars 1953. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 56 (18 novembre 1953).

Projet de loi portant modification du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872); Projet de loi portant modification du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de Prud'hommes et Projet de loi sur le registre de commerce. — Discussions générales jointes. — Renvoi en Commission. — Discours : Déclare que ces projets amèneront de grands bouleversements dans les traditions juridiques et demande qu'ils soient renvoyés à la Commission de la Justice, pp. 100, 101 et 102 (24 novembre 1953).

Projet de loi tendant à l'établissement d'un jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 107 et 108 (24 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Défend son amendement relatif à l'augmentation du traitement du Premier Ministre, pp. 160 et 161 (1 décembre 1953).

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux. — Dépose la proposition, p. 170 (1 décembre 1953).

Interpellation de M. Moulin à M. le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes et à M. le Ministre du Commerce Extérieur. — Discussion. — Discours : Concernant les difficultés de l'industrie belge du bas nylon dues à la non-souscription des bas nylon sur les listes de l'O.E.C.E. indiquant les produits pour lesquels il fallait une certaine liberté de circulation, à l'impossibilité d'obtenir les matières premières nécessaires et les fraudes à la douane — l'incohérence des mesures prises tardivement par l'administration — estime que la concurrence intéressée est suffisante pour éviter le monopole et l'abus de la protection et pour nous permettre de continuer à diminuer le prix inférieur, pp. 188 à 190. — Fait des observations, pp. 190 et 191 (2 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la distinction faite entre budget ordinaire et budget extraordinaire — la politique d'emprunt — les conséquences de la politique de réarmement — la fiscalité et les investissements — la coordination de la lutte contre le chômage et de la conduite de notre économie — les secrétaires d'Etat, pp. 369 à 371 (22 décembre 1953).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la complexité de notre législation fiscale — les monnaies divisionnaires — la démonétisation des pièces et billets — le paiement des droits de succession au moyen de titres de la dette unifiée — l'usage des droits spéciaux d'investigation par l'administration des contributions — le paiement anticipatif des impôts — l'introduction de réclamations — le système de la taxation en matière d'indemnités pour dommages de guerre — le problème de la plus-value de réévaluation — la notion de droit en matière fiscale, pp. 463 à 466. — Fait des observations, pp. 470 à 472 (13 janvier 1954).

Projet de loi portant approbation de l'accord sur les dettes extérieures allemandes et des annexes, signés à Londres le 27 février 1953. — S'abstient au vote, p. 486 (14 janvier 1954).

Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus, coordonnés par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948. — Discussion générale. — Discours : Concernant la définition de l'évasion fiscale et de la fraude fiscale — la législation belge en matière de fiscalité et de société — la réforme et la simplification de la fiscalité, la suppression de l'impôt complémentaire personnel moyennant certains aménagements, pp. 656, 658 et 659 (2 février 1954). — S'abstient au vote, p. 675 (3 février 1954).

Projet de loi portant institution d'un Conseil National de la Coopération et

**Schot (suite).**

Proposition de loi instituant l'Office National de la Coopération Belge. — Renvoi en Commission. — Fait des observations, p. 669 (3 février 1954).

Proposition de loi complétant l'article 102 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Dépose la proposition, p. 718 (9 février 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 729 (10 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 842 et 843 (23 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 47. alinea 2.

Discussion. — Défend la proposition, p. 936 (26 février 1954). — S'abstient au vote de la proposition, p. 937 (26 février 1954).

Art. 68.

Discussion. — Fait des observations, p. 1106 (9 mars 1954).

Projet de loi tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes. — Discussion générale. — Discours : Concernant le vote du projet tel qu'il a été amendé par la Chambre — la confusion entre les notions de prêt et celle de garantie, pp. 982 et 983 (3 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'existence d'un danger suffisamment grand pour justifier les mesures proposées et notamment la création d'une armée allemande — l'intégration de divisions allemandes — la reconnaissance du militarisme allemand — les risques pour la Belgique — la constitutionnalité du Traité, p. 1012 (3 mars 1954). — Fait des observations, p. 1047 (4 mars 1954), pp. 1088 et 1091 (5 mars 1954). — Discours : Concernant l'inconstitutionnalité du Traité en matière de budget et de contingent — l'intégration des armées, pp. 1214 et 1215. — S'abstient au vote sur la motion d'ajournement du vote du projet et justifie son abstention, p. 1222 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion des articles : Retire son amendement à l'article 1, p. 1071 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Justifie son vote, p. 1084 (5 mars 1954).

**Segers, sénateur coopté, Ministre des Communications.**

Ann. — Motion d'ordre de M. De Block déplorant le grave accident de chemin de fer de Sint-Katharina-Lombeek. — Fait des observations, p. 213 (8 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1, p. 217 (8 décembre 1953).

Projet de loi instituant le certificat d'immatriculation pour les bâtiments de navigation intérieure. — Dépose le projet, p. 636 (2 février 1954).

**Segers (suite).**

Projet de loi sur les lettres de mer. — Dépose le projet, p. 636 (2 février 1954).

Projet de loi instituant l'immatriculation obligatoire des navires et bateaux. — Dépose le projet, p. 636 (2 février 1954).

Projet et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 1<sup>er</sup>.

Discussion. — Fait des observations, p. 807 (18 février 1954).

Art. 22.

Discussion. — Discours : Déclare qu'il n'existe pas de tables d'écoute et que le perfectionnement technique diminue pour les tiers les possibilités d'écouter les communications téléphoniques, p. 929 (26 février 1954).

Art. 47, alinéa 2.

S'abstient au vote de la proposition, p. 937 (26 février 1954).

Projet de loi autorisant le Roi à soumettre la pratique du camping à une réglementation dans le but d'assurer, en cette matière, l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'encouragement du camping réglementé — les arrêtés d'exécution, pp. 859 et 860 (24 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Convention internationale sur la circulation routière et dix annexes; b) Protocole relatif à la signalisation routière; c) Protocole relatif aux pays ou territoires présentement occupés; d) Acte final signé à Genève le 19 septembre 1949; e) Accord européen complétant la Convention sur la circulation routière et le protocole relatif à la signalisation routière de 1949; f) Accord européen portant application de l'article 23 de la Convention sur la circulation routière de 1949, concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des parties contractantes et annexe; g) Accord européen portant application de l'article 3 de l'annexe 7 de la Convention sur la circulation routière de 1949, concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des parties contractantes et annexe; h) Déclaration sur la construction de grandes routes de trafic international et annexe, signées à Genève le 16 septembre 1950. — Discussion générale. — Discours : Concernant la Convention internationale et les dérogations existant dans le Code belge de la Route, pp. 1129 et 1130 — déclare que les dispositions transitoires prévoient une période d'adaptation de deux ans, p. 1130 (10 mars 1954).

**Servais, Léon, sénateur coopté.**

Doc. — N° 36. Rapport : 1° Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers; 2° Proposition de loi accordant un supplément de pension aux bénéficiaires d'une majoration de rente de vieillesse en vertu des lois coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946.

N° 188. Rapport : Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 54 du 14 novembre 1939, relatif à la liquidation des entreprises visées aux articles 37 et 43 de la loi du 25 juin 1930.

N° 189. Rapport : Projet de loi étendant à certains agents de l'établissement des assurances sociales d'Eupen-Malmédy et à leurs ayants droit le bénéfice des dispositions légales relatives aux pensions civiles et ecclésiastiques.

N° 277. Rapport : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947, coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

Ann. — Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Dépose le rapport, p. 110 (24 novembre 1953). — Discussion générale. — Discours concernant l'importance du projet — l'adaptation de la pension aux variations du coût de la vie — les caractéristiques du projet et les dispositions transitoires — la pension des veuves, pp. 254 à 256 (9 décembre 1953). — Fait des obser-

**Servais, Léon (suite).**

vations, pp. 269 et 270, 274 à 276 (15 décembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 290; de l'article 3, pp. 290 et 291; de l'article 4, pp. 292 et 296; de l'article 5, p. 299; de l'article 6, p. 300; de l'article 7, pp. 302 et 303; de l'article 8, p. 304 (16 décembre 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 13, pp. 313 à 317; de l'article 17, pp. 322 à 324; de l'article 22, p. 328; de l'article 33, son amendement est adopté, p. 330. — Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 331; de l'article 29, p. 332; de l'article 34, p. 334; de l'amendement de M. Troolet et consorts à l'insertion d'un article 34bis, p. 335; de l'article 37, p. 336; de l'article 38, pp. 337 et 338; de l'article 41, p. 339; de l'article 54, p. 347; de l'article 59, p. 349 (17 décembre 1953). — Vote. — Justifie le vote de son groupe, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, p. 550 (21 janvier 1954).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 54 du 14 novembre 1939 relatif à la liquidation des entreprises visées aux articles 37 et 43 de la loi du 25 juin 1930. — Dépose le rapport, p. 742 (10 février 1954).

Projet de loi étendant à certains agents de l'Etablissement des assurances sociales d'Eupen-Malmédy et à leurs ayants droit le bénéfice des dispositions légales relatives aux pensions civiles et ecclésiastiques. — Dépose le rapport, p. 742 (10 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 7 et 24bis.

Discussion. — Fait des observations, p. 911 (25 février 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1027 (4 mars 1954).

**Servais, Maurice, sénateur provincial de Namur.**

Ann. — Projet de loi portant modification du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de Commerce (loi du 15 décembre 1872). — Projet de loi portant modification du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du Code de Commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de Prud'hommes et Projet de loi sur le Registre de Commerce. — Discussions générales jointes. — Renvoi en Commission. — Discours : Demande que la discussion soit abordée immédiatement — estime que les trois projets sont liés, pp. 101 et 103. — Fait des observations, p. 103 (24 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, p. 315 (17 décembre 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Discours : Demande de voter le texte *ne varietur* transmis par la Chambre, p. 703 (9 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1, pp. 725 et 726; article 2, pp. 728 et 729 (10 février 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1027. — Discours : Concernant le versement obligatoire par les travailleurs indépendants au profit de personnes qui n'ont pas fait partie des indépendants et l'intervention de la collectivité — le caractère provisoire du projet — les assurés libres, pp. 1030 et 1031. — Fait des observations, p. 1032 (4 mars 1954), p. 1057 (5 mars 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Buisseret

**Servais, Maurice (suite).**

tendant à l'insertion d'un nouvel article avant l'article 1<sup>er</sup>, p. 1059 (5 mars 1954). — Justifie son vote et s'abstient au vote du projet, p. 1084 (5 mars 1954).

**Sleedsens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

*Doc.* — N° 23. Rapport : Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

N° 33. Rapport : Projet de loi tendant à modifier l'article 76 de la loi communale du 30 mars 1836.

N° 57 : Proposition de déclaration de révision de l'article 47 de la Constitution.

N° 101 : Proposition de déclaration de révision de l'article 47 de la Constitution.

N° 139. Rapport : Projet de loi fixant la composition, jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1954, du corps électoral pour les élections législatives et provinciales.

N° 161. Rapport : Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

N° 246. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

*Ann.* — Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Dépose le rapport, p. 38 (17 novembre 1953). — Dépose le rapport au nom des commissions réunies de la justice et de l'intérieur, p. 686 (3 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant les modifications apportées au projet, p. 837 (23 février 1954).

Projet de loi tendant à modifier l'article 76 de la loi communale du 30 mars 1836. — Dépose le rapport, p. 110 (24 novembre 1953).

Interpellation de M. De Stobbeleir au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Discours : Contesté l'utilité de l'interpellation — déclare qu'un projet de loi, modifiant l'article 76 de la loi communale a été transmis par la Chambre des Représentants au Sénat, pp. 148 et 149. — Fait des observations, p. 149 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 183 (2 décembre 1953). — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 237 (9 décembre 1953). — Ajournement du vote des deux projets. — Fait des observations, p. 264 (10 décembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Proposition de renvoi en Commission. — Fait des observations au sujet du renvoi à la Commission compétente en la matière, pp. 252 et 253 (9 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 279 (15 décembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

**Sleedsens (suite).****Art. 47.**

Dépose la proposition, p. 191 (2 décembre 1954). — Discussion. — Discours : Concernant la modification de la disposition « domiciliés depuis six mois dans la même commune », p. 794 (17 février 1954).

**Art. 47, alinéa 2.**

Dépose la proposition, p. 352 (17 décembre 1954). — Discussion. — Discours : Estime que la Constitution doit pouvoir octroyer un suffrage au père pour ses enfants, pp. 931, 932 et 933. — Fait des observations, p. 935 (26 février 1954).

**Art. 15.**

Discussion. — Fait des observations, p. 927 (26 février 1954).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant le raz de marée de 1953 — le désensablement des polders sinistrés — le recul de la population agricole — les crédits pour l'enseignement post-scolaire agricole, horticole et ménager agricole — l'amélioration des étables et des porcheries — la distribution de lait — les Chambres provinciales d'agriculture — l'horticulture et la culture maraîchère — le plan quinquennal agricole — les dérivés du lait — les problèmes sociaux et économiques dans l'agriculture et l'horticulture, pp. 502 à 504 (19 janvier 1954). — Fait des observations, pp. 562 (26 janvier 1954).

Projet de loi fixant la composition, jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1954, du corps électoral pour les élections législatives et provinciales. — Dépose le rapport, p. 554 (21 janvier 1954). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 640 (2 février 1954).

Interpellation de M. Harmegnies au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Fait des observations, pp. 715 et 717 (9 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Dépose le rapport, p. 957 (2 mars 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant la portée du projet. — Fait des observations, p. 1070 (5 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1175 (11 mars 1954).

**Slegten, sénateur provincial du Limbourg.**

*Doc.* — N° 61. Rapport : Projets relatifs à des demandes de naturalisation.

N° 169. Rapport : Projets relatifs à des demandes de naturalisation.

*Ann.* — Proposition de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il est préférable de relever le plafond des engagements de la Caisse que d'augmenter son capital, pp. 73 et 74 (19 novembre 1953).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Discours : Concernant le délai de remboursement des crédits octroyés, p. 94 (24 novembre 1953).

Demandes de naturalisation. — Scrutin sur la prise en considération : demande de soustraire des listes le nom de Vaginski Borice-Feodor, p. 874 (24 février 1954).

**Sobry, sénateur de l'arrondissement Furnes-Dixmude-Ostende.**

*Ann.* — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation générale de l'agriculture — la culture de l'orge brassicole et la valorisation du froment indigène — les céréales fourragères — la viande bovine — la fraude des bovidés à la frontière hollandaise — la lutte contre les maladies et la tâche du laboratoire — l'assainissement des terrains marécageux dans la région de Dixmude, pp. 489 à 492 (14 janvier 1954). — Fait des observations, pp. 562 et 563 (26 janvier 1954).

**Somers**, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

*Ann.* — Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Spaak (Vve)** v. **Janson**.

**Spreutel**, sénateur provincial du Hainaut.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1953 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1952 et antérieurs. — S'abstient au vote, p. 675 (3 février 1954).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — S'abstient au vote, p. 675 (3 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — S'abstient au vote, p. 994 (3 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**Streeel**, sénateur provincial de Liège.

*Ann.* — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la valorisation de la récolte de céréales fourragères — la question sucrière, pp. 574 et 575 (26 janvier 1954).

**Struye**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, président du Sénat.

*Doc.* — N° 72 : Proposition de déclaration de révision de l'article 59 de la Constitution.

N° 181. Amendement : Projet de loi tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif : est réélu Président du Sénat ; p. 5. — Il prononce son allocution et déclare que le Sénat est constitué et qu'il en sera donné connaissance à S. M. le Roi et à la Chambre des Représentants, p. 6 (10 novembre 1953).

**Struye** (suite).

Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette Convention, signé à Paris le 20 mars 1952. — Discussion des articles : intervient dans la discussion de l'article 4 nouveau ; p. 44 (17 novembre 1953). — S'abstient au vote de l'amendement de MM. Pholien et Schot tendant à l'insertion d'un article 4 (nouveau), p. 76 (19 novembre 1953).

Projet de loi portant modification du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de Commerce (loi du 15 décembre 1872) ; Projet de loi portant modification du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du Code de Commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de Prud'hommes et projet de loi sur le registre de commerce. — Discussions générales jointes. — Renvoi en Commission. — Discours : Estime que le renvoi en Commission ne devrait être demandé qu'au moment où des difficultés surgiraient lors de la discussion, pp. 101 et 102 (24 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 128 et 129. — Fait des observations au sujet de la rédaction de l'article 16, p. 138 (26 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 157 (1 décembre 1953). — Discussion des articles du Tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 1, p. 174 (2 décembre 1953).

Motion d'ordre de M. De Block. — Fait des observations, p. 213 (8 décembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Proposition de renvoi en Commission. — Fait des observations au sujet du renvoi à la Commission compétente en la matière, pp. 252 et 253 (9 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Proposition d'ajournement. — Fait des observations, p. 254 (9 décembre 1953). Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 22, p. 328 ; de l'article 23, pp. 329 et 330 (17 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Ajournement du vote. — Fait des observations, pp. 263 et 264 (10 décembre 1953). — Vote. — Fait des observations, pp. 272 et 273 (15 décembre 1953). — Fait personnel de M. Gillon au sujet d'un terme employé par lui. — Fait des observations, pp. 354 et 355 (22 décembre 1953).

Proposition de déclaration de révision de l'article 59 de la Constitution. — Dépose la proposition, p. 264 (10 décembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 760 et 761 (11 février 1954), pp. 775, 777 à 779 (16 février 1954).

Art. 6, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, p. 788 (17 février 1954).

Art. 59.

Discussion. — Fait des observations, p. 803 (18 février 1954).

Titre VIII. — Adjonction d'un article 140.

Discussion. — Fait des observations, p. 806 (18 février 1954).

## Struye (suite).

Art. 1<sup>er</sup>.

Discussion. — Fait des observations, pp. 813 et 814 (18 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.

Discussion. — Fait des observations, p. 883 (24 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Discussion. — Discours : Remarque que la proposition de M. Glineur est mieux à sa place à l'alinéa 4 de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 904 et 905. — Déclare que deux propositions ont été formulées dans les mêmes termes et que le vote doit uniquement porter sur le texte de la proposition et non sur les justifications, p. 906 (25 février 1954).

## Art. 84.

Discussion. — Fait des observations, p. 940 (26 février 1954).

## Art. 68.

Discussion. — Fait des observations, p. 1106 (9 mars 1954).

Protestation de M. Hanquet contre les rigueurs exercées à l'égard du clergé en Pologne. — Déclare que l'accord manifesté au sein de l'Assemblée traduit une fidélité inaltérable aux principes sacrés inscrits dans notre Charte fondamentale, p. 362 (22 décembre 1953).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 532 (20 janvier 1954). — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 541 et de l'article 13, pp. 547, 548 et 550 (21 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet de la terminologie néerlandaise, p. 592. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1<sup>er</sup>, les modifications de forme proposées par lui sont adoptées, pp. 592 et 593 (27 janvier 1954). — Article 1<sup>er</sup> réservé, p. 604 et 605; article 18, p. 615; article 11 réservé, p. 623 (28 janvier 1954).

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2bis (nouveau), pp. 679 à 681 (3 février 1954).

Proposition de loi abrogeant l'article 315 du Code civil. — Vote : Fait des observations au sujet de l'abstention du Baron de Dorlodot au vote sur l'article 2, p. 677 (3 février 1954).

Projet de loi tendant à prévenir et à réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1, p. 698; article 3, son amendement tendant à revenir au texte de la Chambre, est adopté, pp. 699, 701 et 702 (9 février 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 709 (9 février 1954). — S'abstient au vote du projet, p. 751 (11 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Renvoi en Commission. — Fait des observations, p. 709 (9 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 2, p. 747; article 7, p. 754 (11 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 822 (23 février 1954).

Projet de loi modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — S'abstient au vote, p. 875 (24 février 1954).

Projet de loi relatif à l'exécution des contrats d'assurance sur la vie souscrits, en Belgique, postérieurement au 10 avril 1920, par les entreprises allemandes d'assurances, en cours ou non entièrement liquidés à la date du 4 septembre 1944. — Motion de M. Leemans. — Propose d'inscrire le projet à l'ordre du jour et d'entendre l'avis du Ministre, l'ajournement pouvant toujours être demandé, p. 972 (3 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité

## Struye (suite).

de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 991 (3 mars 1954), p. 1124 (9 mars 1954); pp. 1152 et 1155 (10 mars 1954); pp. 1193, 1195 et 1196 (11 mars 1954); pp. 1207 et 1208. — Discours : Justifie son opposition au Traité — souligne les inconvénients qu'il présente sur les plans juridique, diplomatique, militaire, politique, européen et parlementaire, p. 1221 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1029 et 1032 (4 mars 1954). — S'abstient au vote de l'amendement de M. Buisseret, p. 1082 (5 mars 1954). — S'abstient au vote de projet, p. 1084 (5 mars 1954).

Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat d'emploi en cas de grève. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1066 (5 mars 1954).

Projet de loi sur le dépôt des testaments olographes et des testaments mystiques. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1130 et 1131 (10 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées pas l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1175 et 1176 (11 mars 1954).

Fait observations de M. Vermeylen. — Fait des observations, p. 1208 (12 mars 1954).

Chambres législatives. — Dissolution. — Discours : Remercie des marques de sympathie exprimées par les chefs des différents groupes — rend hommage aux membres du Bureau — remercie le personnel et rend hommage au Greffier — évoque le souvenir des membres décédés au cours de la législature — forme des vœux pour le rétablissement des membres malades — rend hommage aux membres qui ont décidé de quitter la vie politique, pp. 1225 et 1226 (12 mars 1954).

## T

## Taillard, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi portant approbation de l'Accord de modification à l'Accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et l'Annexe, signés à Bruxelles le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles les 11 décembre 1952 et 5 mars 1953 et Rapport concernant le Plan Marshall. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les répercussions de l'Accord sur notre économie — le mauvais traitement réservé à la Belgique — le développement de l'exportation belge vers les Etats-Unis — justifie le vote négatif de son groupe, pp. 47 et 48 (17 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'équilibre du budget — les charges du réarmement — la politique de régression sociale — l'inégalité existant en matière fiscale, pp. 368 et 369 (22 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Vote : Justifie le vote de son groupe. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Discours : Concernant les victimes de la guerre et le minimum vital — la suppression de la pension

**Taillard (suite).**

à la veuve qui se remarie — les révisions quinquennales, pp. 585 et 586 (27 janvier 1954).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 751 (11 février 1954).

Projet de loi instituant un Fonds National d'Etudes. — S'abstient au vote, p. 752 (11 février 1954).

Projet de loi instituant un Fonds du commerce extérieur. — S'abstient au vote, p. 996 (3 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 992 (3 mars 1954). — Discours : Concernant la position des communistes à l'égard de la C.E.D. — l'argumentation du Ministre des Affaires Etrangères et l'avis de quelques juristes, adversaires de la C.E.D. — l'argument de base invoqué de base invoqué par les partisans de la C.E.D.; les armements de l'Union Soviétique — les résultats des référendums organisés dans le pays — la signification réelle de la C.E.D. pour l'indépendance de notre pays et le réarmement allemand, pp. 1090 à 1092 (5 mars 1954). — Fait des observations, p. 1200 (11 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Tambuyser (veuve Coofs), sénateur des arrondissements de Malines et de Turnhout.**

*Ann.* — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment, p. 580 (27 janvier 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 6, alinéa 2.

Vote. — Justifie son vote, p. 792 (17 février 1954).

**Tobback, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

*Ann.* — Proposition de loi tendant à organiser l'approvisionnement des carrières en matières premières. — Retire la proposition, p. 921 (25 février 1954).

**Troclet, sénateur de l'arrondissement de Liège.**

*Doc.* — N° 38. Amendements : Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

N° 73. Sous-amendements : Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

N° 74. Amendements : Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

N° 80. Amendement : Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

N° 88. Amendement : Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

N° 108 : Proposition de déclaration de révision de la Constitution, par l'adjonction d'un article 24bis.

N° 176. Amendements : Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

N° 191. Rapport : Projet de loi abrogeant l'article 106, a, et le chapitre XIV des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et l'article 9, b, de la loi du 10 juin 1937 étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés.

N° 254. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail, adopté à Genève le 25 juin 1953, par la Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail, au cours de sa trente-sixième session.

**Troclet (suite).**

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette Convention, signé à Paris le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant le travail forcé — le droit d'organisation syndicale — les chevauchements de compétences entre le comité des Droits de l'Homme et l'Organisation Internationale du Travail dans les affaires pour lesquelles une procédure particulière a été établie par cette Organisation — la dualité de juridiction, pp. 29 à 31 (12 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord de modification à l'accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, et l'Annexe, signés à Bruxelles le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles les 11 décembre 1952 et 5 mars 1953 et Rapport concernant le Plan Marshall. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 54 (18 novembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950, relative aux cours d'eau non navigables. — S'abstient au vote, p. 143 (26 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet comporte des erreurs graves et des injustices, qu'il ne respecte pas les engagements pris le 20 octobre 1951 et qu'il refuse l'adaptation automatique des pensions au coût de la vie — reproche au système proposé de fixer la pension à 60 p. c. du salaire moyen de la carrière, même en régime définitif et d'être calculée sur le minimum vital — demande la création d'une œuvre nationale des vieillards — reproche au Gouvernement de ne pas vouloir admettre d'amendements ayant une incidence financière, pp. 268 à 271. — Fait des observations, pp. 274 à 276, 279 à 281 (15 décembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1, pp. 284 et 285. — Dépose un amendement sous-amendé par lui tendant à l'insertion d'un article 1bis et intervient dans la discussion, son amendement est rejeté, pp. 285 à 289. — Intervient dans la discussion de l'article 2, son amendement est rejeté, p. 290. — Intervient dans la discussion de l'article 3 et retire son amendement, pp. 290 et 291. — Intervient dans la discussion de l'article 4, le vote est réservé sur la première partie de son amendement dont il retire le 1<sup>o</sup>, le 2<sup>o</sup> est rejeté; les 2<sup>me</sup> à 7<sup>me</sup> parties de son amendement sont rejetées, pp. 292 à 297. — Intervient dans la discussion de l'article 5, son amendement tendant à la suppression de l'article est rejeté; pp. 298 et 299. — Intervient dans la discussion de l'article 6, son amendement est rejeté, pp. 299 à 301. — Intervient dans la discussion de l'article 7, le premier de ses amendements est rejeté, le second est réservé; son amendement de forme est adopté, pp. 301 à 303. — Intervient dans la discussion de l'article 9, son amendement est adopté, p. 304. — Dépose un amendement de forme à l'article 11, qui est adopté, p. 304 (16 décembre 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 12; retire ses amendements, p. 310. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 12bis qui est rejeté et intervient dans la discussion, p. 312. — Intervient dans la discussion de l'article 13; son premier amendement de forme est retiré; son deuxième amendement de forme est rejeté; son troisième amendement de forme est adopté; son amendement au 2<sup>o</sup> de l'article est rejeté, pp. 312 à 318. — Intervient dans la discussion de l'article 14; son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa est rejeté, p. 319. — Retire son amendement à l'article 7, p. 320. — Intervient dans la discussion de l'article 17; ses six amendements sont rejetés, pp. 322 à 324. — Propose des modifications à l'article 22 qui sont adoptées, p. 328. — Intervient dans la discussion de l'article 33; son amendement est rejeté; retire son amendement présenté pour remplacer la rédaction de la section 1, pp. 329 et 330. — Intervient dans la discussion de l'article 25; retire son amendement de forme, p. 331. — Retire son amendement à l'article 29, p. 333. — Son amendement de forme à l'article 31 est formé, p. 333. — Intervient dans la discussion de l'article 34; son amendement est rejeté, p. 334. — Retire son amendement tendant à l'insertion d'un article 34bis; intervient dans la discussion, p. 335. — Retire son amendement à l'article 36, p. 335. — Intervient dans la discussion de l'article 37; son amendement subsidiaire à celui de M. Glineur est rejeté, pp. 336 et 337. —



**Troclot (suite).**

Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 37bis qui est rejeté, p. 337. — Intervient dans la discussion de l'article 39; son amendement tendant à la suppression de l'article tombe, p. 338. — Retire son amendement tendant à l'insertion d'un article 40bis, p. 338. — Retire son amendement de forme à l'article 41, p. 339. — Intervient dans la discussion de l'article 47; son amendement est rejeté; son amendement au premier alinéa du 2<sup>o</sup> de l'article est adopté, p. 342. — Intervient dans la discussion de l'article 48, son amendement est rejeté, p. 343. — Ses amendements à l'article 50 sont rejetés, p. 344. — Son amendement à l'article 51 est rejeté, p. 344. — Intervient dans la discussion de l'article 52; le vote sur son amendement est réservé, pp. 345 et 346. — Intervient dans la discussion de l'article 54; retire son amendement, p. 347. — Son amendement tendant à l'insertion d'un article 58bis est rejeté; intervient dans la discussion, p. 349. — Intervient dans la discussion de l'article 59, p. 349. — Son amendement à l'article 52 est rejeté, p. 349 (17 décembre 1953). — Vote. — Justifie le vote de son groupe, pp. 350 et 351. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Proposition de révision de la Constitution par adjonction d'un article 24bis. — Dépose la proposition, p. 371 (22 décembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 7 et 24bis.

Discussion. — Fait des observations, pp. 912 et 916. — Discours : Plaide l'inscription des droits économiques et sociaux dans la Constitution et réfute les objections émises, pp. 917 et 918 (25 février 1954).

Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, pp. 936 et 937 (26 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de son amendement tendant à l'insertion d'un article nouveau avant l'article 1<sup>er</sup>, cet amendement est rejeté, pp. 745 et 746. — Intervient dans la discussion de l'article 3, son amendement est rejeté, pp. 747 et 748; son amendement tendant à l'insertion d'un article 3bis est rejeté, pp. 748 et 749. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 754; son amendement tendant à l'insertion d'un article 7bis est rejeté, p. 755. — Intervient dans la discussion de l'article 8, son amendement est rejeté, pp. 755 et 756. — Intervient dans la discussion de son amendement tendant à l'insertion d'un article 11bis qui est rejeté, p. 759 (11 février 1954).

Projet de loi abrogeant l'article 106a et le chapitre XIV des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et l'article 9b de la loi du 10 juin 1937 étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés. — Dépose le rapport, p. 764 (11 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant la portée du projet, p. 835 (23 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion générale. — Discours : Concernant le mécanisme du préavis — le régime relatif à la maladie et à l'accouchement — la mort de l'employeur et les quittances pour solde — la clause de non-concurrence — la divulgation des secrets de fabrication, pp. 822 et 823 (23 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 5, p. 825; article 8, pp. 828 et 829; article 12, pp. 831 et 832; article 13 (nouveau), p. 833 (23 février 1954). — Vote. — Justifie son vote et fait des observations, p. 877 (24 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes. — Discussion générale. — Discours : Concernant la confusion créée entre les notions de prêt et celle de garantie, pp. 981 et 982. — Fait des observations, p. 983. — Déclare que le Ministre n'a pas répondu à ses questions, pp. 983 et 984 (3 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord, relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats

**Troclot (suite).**

membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Proposition d'ajournement du vote. — Discours : Déclare qu'il votera pour la C.E.D., pp. 1220 et 1221 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1027 et 1029. — Discours : Critique le projet — souligne son caractère provisoire et motive le vote affirmatif du groupe socialiste, pp. 1031 et 1032. — Fait des observations, p. 1033 (4 mars 1954).

Projet de loi portant approbation de l'instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail, adoptée à Genève le 25 juin 1953 par la Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail au cours de sa trente-sixième session. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1128 (10 mars 1954).

Projet de loi sur le dépôt des testaments olographes et des testaments mystiques. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1130 et 1131 (10 mars 1954).

Projet de loi complétant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Discussion générale. — Discours : Concernant le vote affirmatif de son groupe, p. 1135 (10 mars 1954).

**U**

**Uselding**, sénateur provincial du Luxembourg.

*Doc.* — N<sup>o</sup> 225. Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, pp. 130 à 133. — Fait des observations au sujet de la rédaction de l'article 16, p. 138 (26 novembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Dépose le rapport, p. 921 (25 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant le caractère provisoire du projet et sa portée, pp. 1024 et 1025 (4 mars 1954).

**V**

**Van Belle**, sénateur de l'arrondissement de Liège, premier vice-président du Sénat.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif : est réélu premier vice-président du Sénat, p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 269 et 270 (15 décembre 1953). — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Siégeant comme président de l'Assemblée, présente à M. Struyé, les plus vives condoléances du Sénat, à l'occasion du décès de sa mère, p. 636 (2 février 1954).

**Van Belle (suite).**

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Van Buggenhout, sénateur provincial de la Flandre Occidentale, questeur du Sénat.**

*Ann.* — Nomination du bureau définitif : est réélu questeur du Sénat, p. 6 (10 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Ajournement du vote des deux projets. — Fait appel au règlement. — Déclare qu'il n'est pas possible de justifier son vote lorsqu'on n'y participe pas, p. 264 (10 décembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Proposition de renvoi en commission. — Fait des observations au sujet du renvoi à la commission compétente en la matière, pp. 252 et 253 (9 décembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 303 (16 décembre 1953).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1046 (4 mars 1954), p. 1188. — Discours : Concernant l'inconstitutionnalité du Traité — l'attitude de la Russie — le comportement de la France envers l'Allemagne — nos forces militaires et notre participation financière à la défense de l'Europe — la nécessité de revenir à l'O.T.A.N. — les motifs pour lesquels il ne votera pas le Traité, pp. 1200 et 1201 (11 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1029 (4 mars 1954).

**Van den Daele, Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale.**

*Ann.* — Projet de loi portant dissolution de l'Office National de coordination des Allocations Familiales. — Dépose le projet, p. 68 (18 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale (n<sup>o</sup> 101) concernant les congés payés dans l'agriculture, adoptée à Genève le 26 juin 1952 par l'Organisation Internationale du Travail, au cours de sa trente-cinquième session. — Discussion générale. — Discours : remarque que la législation belge concernant les congés payés dans l'agriculture est plus favorable que les normes déterminées par le Bureau International du Travail, p. 71 (19 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Proposition d'ajournement : Demande que le projet soit examiné rapidement, p. 254 (9 décembre 1953). — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 269 et 270. — Discours : Concernant la consti-

**Van den Daele (suite).**

tution de la pension en rapport avec la carrière, l'adaptation automatique au coût de la vie et l'index choisi — l'allocation de veuve à 45 ans — le taux de la pension — la pension des assurés libres et des employés — le boni de la Caisse Nationale des pensions des employés, pp. 279 à 281 (15 décembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1, pp. 284 et 285; article 1bis, pp. 286 à 288; article 3, p. 291; article 4, pp. 293 à 296; article 6, pp. 300; article 7, p. 303; article 9, p. 304 (16 décembre 1953). — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 12, pp. 310 et 312; article 13, pp. 314 et 316; article 14, p. 319; article 15, p. 321; article 17, p. 323; article 18, p. 325; article 20, p. 327; article 22, p. 328; article 33, p. 329; article 27, p. 332; article 28, p. 332; article 37, pp. 336 et 337; article 39, p. 338; article 41, p. 339; article 43, p. 340; article 45, p. 340; article 46, p. 341; article 47, pp. 342 et 343; article 48, p. 343; article 50, p. 344; article 51, p. 344; article 52, p. 346. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un article 58bis, p. 348 et de l'article 59, p. 349 (17 décembre 1953). — Vote. — Fait des observations, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — Discussion générale. — Discours : Concernant le but du projet, p. 745 (11 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article avant l'article 1<sup>er</sup>, p. 746. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un article 3bis, p. 749. — Intervient dans la discussion de l'article 13, p. 760 (11 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 823 (23 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 8, p. 829; article 12, p. 831 (23 février 1954).

Projet de loi abrogeant l'article 106, a, et le chapitre XIV des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et l'article 9, b, de la loi du 10 juin 1937 étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés. — Discussion générale. — Discours : Concernant la portée du projet, p. 835 (23 février 1954).

Interpellation de M. Beulers à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale « sur la non-exécution de sa promesse du 24 octobre 1953 de majorer les pensions des ouvriers mineurs et des veuves de mineurs ainsi que sur l'adaptation du régime de retraite des mineurs au régime résultant pour les ouvriers de la loi du 29 décembre 1953 ». — Discussion. — Discours : Déclare qu'il discutera la question le jour même avec une délégation de la Centrale des mineurs — déclare qu'il a insisté auprès de son collègue français pour obtenir la solution des nombreuses difficultés qui ont surgi — dit qu'entretemps un certain nombre de cas pourra être réglé par voie d'arrêtés pris en exécution de la loi générale sur les pensions, p. 1035 (4 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Discussion : Concernant le principe de la cotisation obligatoire — l'équilibre financier — le versement par les indépendants d'une cotisation pour les assurés libres et l'intervention de l'Etat — l'intervention de l'administration des contributions — le caractère provisoire de la loi — la pension des frontaliers et la pension des femmes des indépendants, pp. 1056 et 1057. — Fait des observations, pp. 1057 et 1058 (5 mars 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Buisseret tendant à l'intervention d'un nouvel article avant l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1058 à 1060. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1061 (5 mars 1954).

Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat d'emploi en cas de grève. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1064 (5 mars 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1066 (5 mars 1954).

Projet de loi portant approbation de l'instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail, adoptée à Genève le 25 juin 1953 par la Conférence

**Van den Daele** (*suite*).

générale de l'Organisation Internationale du Travail au cours de sa trente-sixième session. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1128 (10 mars 1954).

**Vandermeulen**, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

*Ann.* — Projet de loi sur l'enseignement artistique. — Discussion générale. — Discours : Concernant le programme des établissements d'enseignement artistique supérieur — les écoles d'art décoratif — le statut de l'enseignement musical des communes — le vote du groupe socialiste, pp. 61 et 62 (18 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponibilité du personnel enseignant. — Discussion générale. — Discours : Compare le statut des instituteurs communaux et celui des instituteurs des écoles adoptées et adoptables — déclare que le projet témoigne de la volonté du Gouvernement de réaliser l'égalité entre les deux enseignements sans contrepartie — justifie le vote négatif de son groupe, p. 95 (24 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

**Vanderveelde** (*veuve*), v. **Beeckman**.**Van Gerven**, sénateur des arrondissements de Termonde et de Saint-Nicolas.

*Doc.* — N° 58 : Proposition de déclaration de révision de l'article 36 de la Constitution.

N° 271. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément.

*Ann.* — Interpellation de M. De Stobbeleir au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Fait des observations, p. 152 (26 novembre 1953).

Proposition de déclaration de révision de l'article 36 de la Constitution. — Dépose la proposition, p. 191 (2 décembre 1953). — Discussion de la proposition. — Discussion : Concernant l'incompatibilité existant entre la fonction de membre du Parlement, de conseiller provincial ou de conseiller communal et celle d'officier de réserve, de sous-officier de réserve ou de simple militaire rappelé en service actif, pp. 793 et 794 (17 février 1954).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Déclare que l'on n'a pas indiqué de coefficient fixe. — Fait des observations au sujet des examens relatifs à l'exclusion de certaines communes, p. 414 (23 décembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 1168 (11 mars 1954).

**Van Hemelrijck**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

*Doc.* — N° 98. Rapport : Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

N° 117. Proposition de loi complétant l'article 14 de la loi du 7 juillet 1951 modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 134. Amendement : Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

N° 157. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

*Ann.* — Projet de loi relatif au personnel de la Cour de Cassation, des Cours d'Appel, des Tribunaux de Première Instance et des Tribunaux de Commerce. — Discussion générale. — Emet

**Van Hemelrijck** (*suite*).

des considérations au sujet du nombre de magistrats candidats-conseillers à la Cour de Cassation pouvant être présentés par les Cours d'Appel, p. 58 (18 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion du § 2 de l'article 2, p. 221 (8 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Dépose le rapport, p. 352 (17 décembre 1953). — Discussion générale. — Répond à la question posée par M. Gabriel p. 414 (23 décembre 1953).

Proposition de loi complétant l'article 14 de la loi du 7 juillet 1951 portant modification de la législation sur le bail à ferme. — Dépose la proposition, p. 455 (12 janvier 1954).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, son amendement est adopté, pp. 547, 549 et 550 (21 janvier 1954). — Justifie son vote, pp. 628 et 629 (28 janvier 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.

S'abstient au vote, p. 909 (25 février 1954).

**Van Hooveld**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Discours : Concernant la lutte contre les taudis, les crédits spéciaux et les prélèvements sur le Fonds Brunfaut, pp. 118 et 119 (25 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Ajournement du vote. — Fait des observations, p. 264 (10 décembre 1953).

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 679 (3 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 754 (11 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

**Van Hooveid (suite).**

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord, relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Proposition d'ajournement du vote. — Discours : Déclare qu'il ne peut admettre le réarmement de l'Allemagne, p. 1220 (12 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1161 (10 mars 1954).

**Van Houtte, sénateur coopté, Premier Ministre.**

*Ann.* — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par le Président aux victimes des tremblements de terre qui ont éprouvé la Grèce au mois d'août 1953, p. 7 (10 novembre 1953). — S'associe au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par le Président aux victimes des catastrophes minières de Baudour et de Seraing, p. 7 (10 novembre 1953).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 157. — S'oppose à l'augmentation du traitement du Premier Ministre, p. 161 (1 décembre 1953). — Discours : Concernant la coordination de l'application des lois et arrêtés en matière de recrutement de personnel — le problème des temporaires et le blocage du recrutement — la simplification et la rationalisation dans l'administration et la Commission à la réforme administrative — l'application de l'article 18 du Statut des agents de l'Etat — la validation des diplômes d'ingénieurs en vue du recrutement par l'Etat — la législation sur les accidents du travail par le personnel de l'Etat — l'accèsion des femmes aux emplois — les avances aux comptables — le paiement anticipatif des avoués, huissiers et experts, pp. 172 à 174 (2 décembre 1953). — Discussion des articles du Tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 175 (2 décembre 1953). Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 359 (22 décembre 1953), p. 395 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'histoire et la portée du projet — la définition des parastataux — le contrôle des organismes d'intérêt public et leur degré d'autonomie — la coordination entre la politique générale des organismes d'intérêt public et celle de l'Etat, pp. 525 à 529 (20 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Doutrepont tendant à l'insertion d'un article 1<sup>er</sup> nouveau, p. 530. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 532 et de l'article 2, pp. 532 et 534 (20 janvier 1954). — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 4, p. 537; article 5, p. 538; article 1<sup>er</sup>, p. 541; article 7, pp. 542 et 543; article 11, p. 545; article 13, pp. 548 à 550; article 14, p. 551; article 17, pp. 552 et 553; article 19 (nouveau), p. 553 (21 janvier 1954).

S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par M. le Président, à la mémoire de M. le Sénateur Van Roosbroeck, p. 556 (26 janvier 1954).

Incident de M. Coulonvaux. — Fait des observations, pp. 566 et 567 (26 janvier 1954).

S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par M. le Président, à la mémoire de M. Hoste, sénateur et ancien ministre, p. 637 (2 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 840 (23 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

**Van Houtte (suite).****Art. 47, alinéa 2.**

Discussion. — Discours : Exprime sa sympathie pour la proposition — déclare au nom de ses collègues du Gouvernement s'abstenir au vote, la révision ayant été limitée à certains articles bien définis, p. 937 (26 février 1954). — S'abstient au vote de la proposition, p. 937 (26 février 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1032 (4 mars 1954).

**Van Laeys, sénateur des arrondissements de Termonde et de Saint-Nicolas.**

*Doc.* — N° 70. Rapport : Projet de loi régularisant certaines situations nées de la guerre, en matière de taxes assimilées aux impôts directs.

N° 96. Rapport : Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1954.

N° 147. Rapport : Projet de loi domaniale.

*Ann.* — Projet de loi régularisant certaines situations nées de la guerre, en matière de taxes assimilées aux impôts directs. — Dépose le rapport, p. 256 (9 décembre 1953).

Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1954. — Dépose le rapport, p. 352 (17 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la simplification de la législation fiscale, p. 371 (22 décembre 1953).

Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 23, p. 485 (14 janvier 1954).

Projet de loi domaniale. — Dépose le rapport, p. 602 (27 janvier 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

**Art. 6, alinéa 2.**

Discussion. — Fait des observations, p. 783 (17 février 1954).

**Van Loenhout, sénateur provincial d'Anvers.**

*Doc.* — N° 111. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 32 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

*Ann.* — Projet de loi modifiant l'article 32 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. — Dépose le rapport, p. 435 (23 décembre 1953).

**Van Peteghem, sénateur des arrondissements de Termonde et de Saint-Nicolas.**

*Ann.* — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant les lapins sauvages — la culture du lin, le travail du lin et la concurrence étrangère, p. 495 (14 janvier 1954).

**Van Remoortel, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

*Ann.* — Nomination du bureau définitif. — Discours : Estime qu'une des deux présidences des assemblées législatives devrait être donnée au parti socialiste — déclare que son parti ne présentera pas de candidat étant donné que la nouvelle session conduira à la dissolution, p. 5 (10 novembre 1953).

Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette Convention, signé à Paris le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la mise en application progressive de ces droits aux territoires d'outre-mer, pp. 39 et 40 (17 novembre 1953).

## Van Remoortel (suite).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Convention internationale (n° 82) concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947 par l'Organisation Internationale du Travail, au cours de sa trentième session; b) Convention internationale (n° 84) concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947 par l'Organisation Internationale du Travail au cours de sa trentième session; c) Convention internationale (n° 85) concernant l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947 par l'Organisation Internationale du Travail au cours de sa trentième session. — Discussion générale. — Discours : Concernant la part importante prise par la Belgique à la rédaction de ces conventions — la trop grande centralisation en matière d'inspection du travail au Congo — la Convention sur les sanctions pénales en matière de contrat de travail, pp. 72 et 73 (19 novembre 1953).

Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950, relative aux cours d'eau non navigables. — S'abstient au vote, p. 143 (26 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Proposition de résolution de MM. Rolin et Flamme, relative à l'aide aux pays économiquement sous-développés. — Discussion. — Discours : Concernant la résolution votée par l'Union Interparlementaire faisant appel à tous les parlementaires nationaux pour poursuivre l'action d'aide aux peuples sous-alimentés et pour assurer la paix — les motifs budgétaires invoqués — les avances à fonds perdus, pp. 177 et 178 (2 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Renvoi en Commission. — Fait des observations, p. 709 (9 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant la réadaptation partielle des traitements et le déclassement qui en résulte — l'équilibre voulu par le législateur entre le Conseil d'Etat et les tribunaux judiciaires pp. 837 et 838. — Fait des observations, p. 842 (23 février 1954)

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Titre III. — Chapitre V. — Art. 95 et 105.

Discussion. — Discours : Estime qu'il est nécessaire de faire mention du Conseil d'Etat dans la Constitution. — Fait des observations au sujet des attributions du Conseil d'Etat, p. 801 (18 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.

Discussion. — Discours : Concernant la nécessité de trouver une solution au problème wallon, p. 885 (24 février 1954). — Justifie son vote, p. 909 (25 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Discussion. — Discours : Concernant l'impossibilité d'organiser le droit de sécession dans une Constitution — l'octroi de droits nouveaux aux indigènes et la loi coloniale — la participation des indigènes à la vie politique, pp. 905 et 906. — Fait des observations, p. 908. — Demande des précisions en ce qui concerne la terminologie à employer et l'intégration automatique des territoires d'Afrique dans l'Europe, p. 908 (25 février 1954).

Art. 22.

Discussion. — Discours : Demande la protection de l'inviolabilité de la pensée par les télégraphes et téléphones, p. 929 (26 février 1954).

Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, p. 936 (26 février 1954).

Art. 84.

Discussion. — Fait des observations, p. 940 (26 février 1954).

## Van Remoortel (suite).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense, et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Justifie son vote affirmatif — déclare que la C.E.D. donne l'occasion de brider le réarmement de l'Allemagne et de l'intégrer dans un système européen parfaitement étudié. — Fait des observations au sujet de la motion d'ajournement, de l'urgence et de l'argument de la constitutionnalité, pp. 1205 et 1206 (12 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues au titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Discours : Concernant la mobilité partielle des pensions et les discriminations, p. 1140 (10 mars 1954). — Fait des observations, p. 1172 et 1173 (11 mars 1954).

van Zeeland, sénateur coopté, Ministre des Affaires Etrangères.

Ann. — Protestation de M. Hanquet contre les rigueurs exercées à l'égard du clergé en Pologne. — Discours : Déclare que les rigueurs exercées à l'égard du clergé de Pologne constituent des violations graves des Droits de l'Homme. — Dit qu'il attirera l'attention des autorités polonaises sur les remarques formulées au Sénat, tout en tenant compte de la nécessité de maintenir les relations polono-belges dans un climat de compréhension et de bonne entente, p. 362 (22 décembre 1953).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Avenant, signé à Paris le 30 juin 1953, portant prorogation de l'Accord portant création d'un Conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire et de l'annexe, signés à Genève le 15 février 1952; c) Convention pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire, annexe, protocole financier, annexe et acte final, signés à Paris le 1<sup>er</sup> juillet 1953. — Dépose le projet, p. 496 (14 janvier 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 47, alinéa 2.

S'abstient au vote de la proposition, p. 937 (26 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la recherche de la paix par les pays libres dans le désarmement, d'une part, et dans l'organisation économique et politique de l'Europe d'autre part — la menace de la force militaire des pays d'obédience communiste et la politique expansionniste russe — le déséquilibre des forces — le danger des problèmes non réglés — les négociations menées au cours des derniers mois — la continuation de l'effort de réarmement vers l'équilibre, condition du succès d'éventuelles négociations avec les russes — la participation de l'Allemagne à l'effort de réarmement dans des conditions telles qu'elle ne puisse être une menace pour ses voisins — le caractère nécessaire de la C.E.D. et les formules de remplacement — la ratification de la C.E.D. par les pays signataires et les hésitations françaises — le sort de la Sarre, le maintien des troupes américaines en Europe et l'association plus étroite de la Grande Bretagne à la C.E.D. — l'esprit de la C.E.D. — les droits des petites nations, pp. 944 à 950 (2 mars 1954). — Estime que le projet doit être voté à une large majorité — Souligne les caractères de négativisme et de contradiction des

**van Zeeland (suite).**

objections — répond aux objections faites en ce qui concerne le vote du budget et le vote du contingent annuel, l'apport militaire de la Belgique, la nomination des officiers, l'intégration au niveau de la division, le droit de veto, l'inconstitutionnalité du projet et l'avis du Conseil d'Etat, les formules de substitution — demande de rejeter la motion d'ajournement, pp. 1187 à 1192 (11 mars 1954).

**Verbaet, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

*Doc.* — N° 135. Amendement : Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

*Ann.* — Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 17, pp. 601 et 602 (27 janvier 1954). — Son amendement à cet article est rejeté, p. 614 (28 janvier 1954).

**Verbert, sénateur des arrondissements de Malines et de Turnhout.**

*Ann.* — Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, pp. 933 et 937 (26 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Vergeylen, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.**

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 116 et 117. — Discours : Concernant les habitations pour famille unique et la construction en hauteur — les retards dans la construction d'habitations — la création d'un fonds spécial, pp. 119 et 120. — Fait des observations, pp. 123 et 124 (25 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème du logement — le « loyer normal », p. 414 (23 décembre 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Discours : Concernant la politique familiale comme moyen d'obtenir satisfaction, pp. 936 et 937 (26 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 Mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**Vermeylen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

*Doc.* — N° 52. Amendements : Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les

**Vermeylen (suite).**

agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat, ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat.

N° 60. Amendements : Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat, ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat.

N° 85 : Proposition de déclaration de révision de l'article 36 de la Constitution, par adjonction d'un deuxième alinéa.

N° 86 : Proposition de déclaration de révision de l'article 84 de la Constitution.

N° 87 : Proposition de déclaration de révision de l'article 131 de la Constitution, par adjonction d'un sixième alinéa.

N° 100 : Proposition de déclaration de révision de l'article 6, alinéa 2, de la Constitution.

N° 145. Amendement : Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger.

N° 244. Amendement : Proposition de déclaration de révision de l'article 84 de la Constitution.

N° 266. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales signée à Rome le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette Convention signé à Paris le 20 mars 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 42 (17 novembre 1953).

Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 18, p. 139 (26 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Interpellation de M. De Stobbeleur au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Discours : Concernant la loi du 24 décembre 1948; p. 148. — Fait des observations, p. 152 (26 novembre 1953).

Règlement. — Demande, se basant sur les articles 91 et 93 du Règlement, ayant trait à la procédure applicable après la déclaration de révision, d'introduire directement les propositions de révision de la Constitution devant la Commission spéciale instituée à cet effet. — Fait état de la procédure suivie en 1892 et en 1919, pp. 155 et 156 (1 décembre 1953).

Budget des services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant le recrutement des fonctionnaires — la régularisation des temporaires — la formation spéciale des agents et fonctionnaires — la discrimination des sexes en ce qui concerne le recrutement et l'avancement des fonctionnaires — la situation illégale du Secrétariat Permanent du Recrutement en cette matière et les justifications invoquées, pp. 161 à 164. — Fait des observations, pp. 164 et 165, 167 et 168 (1 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi

## Vermeylen (suite).

du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Discours : Déclare que les projets en discussion jettent la suspicion sur l'épuration administrative et ne complètent pas les règles existantes — souligne la situation spéciale des cantons de l'Est en matière d'épuration, pp. 203 et 204. — Fait des observations, pp. 205, 207 et 208 (3 décembre 1953). — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article I, son amendement est rejeté, p. 217. — Intervient dans la discussion des §§ 1 et 2 de l'article 2; ses amendements sont rejetés, pp. 218 à 223 (8 décembre 1953). — Retire ses amendements à l'article 19, p. 240. — Retire ses amendements aux articles 21 et 22, p. 241 (9 décembre 1953). — Discussion des articles du 2<sup>me</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 5, pp. 247 et 248. — Appuie la proposition de renvoi en Commission de l'article 7 et intervient dans la discussion de cet article, pp. 249 et 250 (9 décembre 1953).

Proposition de déclaration de révision de l'article 36 de la Constitution par adjonction d'un deuxième alinéa. — Dépose la proposition, p. 282 (15 décembre 1953). — Discussion. — Discours : Concernant le remplacement des parlementaires qui assurent temporairement une fonction dans des Organismes internationaux et des Ministres membres du Parlement. — le système de la suppléance et celui de la délégation de pouvoirs à un autre membre de l'Assemblée et sa préférence pour le premier système, pp. 798 à 799. — Fait des observations, p. 799 et 800. — Retire son amendement, p. 801 (18 février 1954).

Proposition de déclaration de révision de l'article 84 de la Constitution. — Dépose la proposition, p. 282 (15 décembre 1953). — Discussion. — Fait des observations, pp. 939, 940 et 941 (26 février 1954).

Proposition de déclaration de révision de l'article 131 de la Constitution, par adjonction d'un sixième alinéa. — Dépose la proposition, p. 282 (15 décembre 1953). — Discussion. — Discours : Insiste pour que le mot « librement » soit défini le plus clairement possible par la Constituante, p. 805 (18 février 1954).

Proposition de déclaration de révision de l'article 6, alinéa 2, de la Constitution. — Dépose la proposition, p. 352 (17 décembre 1953). — Discussion. — Discours : Demande de permettre à la Constituante d'inscrire à l'article 6 l'égalité des sexes, l'égalité juridique n'existant pas en ce moment, pp. 782 à 784. — Fait des observations, pp. 786 à 788, 790 et 791. — Fait des observations relatives à l'égalité juridique des sexes et l'égalité de fait, p. 792 (17 février 1954).

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 760 (11 février 1954, pp. 774 et 779 (16 février 1954).

## Titre III. — Chapitre V. — Art. 95 et 105.

Discussion. — Appuie les vues du rapporteur, p. 802 (18 février 1954).

## Titre VIII. — Adjonction d'un Art. 140.

Discussion. — Fait des observations, p. 806 (18 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>.

Discussion. — Fait des observations, p. 816 (18 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.

Discussion. — Discours : Concernant l'instauration du fédéralisme dans l'état actuel de nos Institutions, pp. 886 et 887 (24 février 1954). — S'abstient au vote, p. 909 (25 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Discussion. — Discours : Appuie le point de vue de M. Orban, p. 907 (25 février 1954).

## Art. 7 et 24bis.

Discussion. — Fait des observations, p. 914 (25 février 1954).

## Art. 53 et 54.

Discussion. — Discours : Estime que la solution proposée par le Baron Nothomb pourrait rallier une grande majorité de Belges, p. 925 (26 février 1954).

## Vermeylen (suite).

## Art. 22.

Discussion. — Discours : Déclare que la proposition apporte sur ce point une amélioration réelle à la Constitution, pp. 928 et 929. — Dit que la loi de 1930 régle uniquement le secret professionnel, pp. 929 et 930 (26 février 1954).

## Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, p. 931. — Discours : Déclare que la proposition constitue un retour au vote plural, pp. 934 et 935. — Fait des observations, pp. 935, 936 et 937 (26 février 1954).

## Art. 84.

Discussion. — Discours : Déclare se rallier à l'amendement de MM. Ancot et Kluyskens sous réserve de ne pas fixer de délai pendant lequel, au cours d'une régence, on ne pourra en aucun cas, procéder à une révision de la Constitution, p. 1096. — Fait des observations, pp. 1096 et 1097 (9 mars 1954).

## Art. 117.

Discussion. — Fait des observations, p. 1098 (9 mars 1954).

## Art. 25bis.

Discussion. — Fait des observations, pp. 1102 et 1103 (9 mars 1954).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations au sujet du rapport et de l'exposé du Ministre, p. 405 (23 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 525 à 527 (20 janvier 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Doutrepont tendant à l'insertion d'un article 1<sup>er</sup> nouveau, pp. 529 et 530. — Intervient dans la discussion de l'article 2, pp. 533 et 534 (20 janvier 1954). — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1<sup>er</sup>, p. 541; article 11, p. 544; article 13, son sous-amendement à l'amendement de M. Van Hemelrijck est rejeté, pp. 547 à 550 (21 janvier 1954).

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet de la terminologie néerlandaise, p. 592. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1<sup>er</sup>, p. 593; article 10, p. 600 (27 janvier 1954); article 1<sup>er</sup> réservé, son amendement est adopté, pp. 604, 605, 607; article 10 réservé, retire son sous-amendement à l'amendement de M. Cornez, son amendement est adopté, pp. 608 et 609; article 18, p. 615; article 20, p. 618; article 23, p. 622; article 40, p. 628 (28 janvier 1954).

Propositions de déclaration de révision des articles 1<sup>er</sup>, alinéa premier, 6, 7, 15, 20, 21, 22, 24, 33, 73, 90, 117 et 121 de la Constitution. — Prise en considération. — Fait des observations sur la procédure de prise en considération et la fixation d'une date limite pour la recevabilité des propositions, pp. 638 à 640 (2 février 1954).

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 678 et 679 (3 février 1954). — Discussion des articles. — Retire son amendement tendant à l'insertion d'un article 1bis, p. 679. — Intervient dans la discussion de l'article 2bis (nouveau), son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement est adopté, p. 681 (3 février 1954).

Proposition de loi abrogeant l'article 315 du Code civil. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles suivants : article 1<sup>er</sup>, p. 672; article 2, p. 672; article 3, pp. 672 et 673 (3 février 1954). — Vote. — Fait des observations au sujet de l'abstention du Baron de Dorlodot au vote sur l'article 2, p. 677 (3 février 1954).

Interpellation de M. Harnegnies au Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Fait des observations, p. 714 (9 février 1954).

Projet de loi tendant à prévenir et à réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 699 à 701 (9 février 1954).

**Vermeylen (suite).**

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — Renvoi en Commission. — Fait des observations, p. 709 (9 février 1954). — Discussion générale. — Discours : Concernant les relations entre le Gouvernement et le Conseil d'Etat — l'adaptation sur la base des chiffres les plus avantageux admis en juillet 1952 — l'incidence budgétaire de la modification proposée, pp. 838 à 841. — Fait des observations, pp. 841 à 843 (23 février 1954). — Justifie le vote de son groupe. — S'abstient au vote du projet, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. — Dépose le rapport, p. 957 (2 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 organique de l'Assistance Publique. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 977 et 978 (3 mars 1954).

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté européenne de Défense et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de Défense, signés à Paris, le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1013 (3 mars 1954), p. 1078 (5 mars 1954). — Discours : Concernant l'inconstitutionnalité du Traité, l'intégration, les écoles militaires — répond aux arguments suivants invoqués par M. Rolin contre la C.E.D. la durée du Traité, le contrôle de l'Allemagne et l'arme bactériologique, la garantie des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, le moral de nos troupes et le danger de guerre — concernant la nécessité d'une construction de l'Europe pour notre défense nationale — la politique de l'U.R.S.S. et celle des Etats-Unis, la méfiance à l'égard de l'Allemagne et le danger d'un raidissement de la Russie, l'importance de l'organisation politique de l'Europe), pp. 1193 à 1200. (11 mars 1954).

Demande la parole pour un fait personnel, p. 1207. — Fait des observations, pp. 1207, 1208 et 1215 (12 mars 1954).

Interpellation de M. Beulers à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale. — Discussion. — Fait des observations, p. 1035 (4 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — S'abstient au vote de l'amendement de M. Buisseret et justifie son abstention, p. 1082 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur matches de football. — S'abstient au vote, p. 1151 (10 mars 1954).

**Versieren, sénateur provincial de la Flandre Orientale.**

*Ann.* — Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à Bon Marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif à la pension des ouvriers. — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Vinois, sénateur provincial du Hainaut.**

*Ann.* — Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Discours : Admet que les propositions nouvelles répondent aux revendications ouvrières, p. 271 (15 décembre 1953).

**Vreven, sénateur des arrondissements de Hasselt et de Tongres-Maaseik.**

*Doc.* — N° 252. Amendement : Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux Titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

*Ann.* — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 157 (1 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 396 (23 décembre 1953).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant le financement de la modernisation et de la mécanisation des exploitations agricoles — le défrichement des terres incultes — le reboisement — la culture fruitière, la protection du marché indigène et les industries transformatrices des fruits — la manque de coordination — le nombre insuffisant d'écoles d'horticulture et d'agriculture et de plantations expérimentales pour les chercheurs scientifiques — l'index de vente des produits agricoles, pp. 560 et 561 (26 janvier 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues au titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Discours : Regrette que l'amélioration de 20 p. c. n'ait pas été accordée à toutes les veuves. — Fait des observations au sujet de la solution partielle du problème, pp. 1139 et 1140 (10 mars 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1, son amendement est rejeté, p. 1179 (11 mars 1954).

**W****Warnant, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.**

*Doc.* — N° 9. Amendements : Projet de loi sur le Registre du Commerce.

N° 10. Amendement : Projet de loi portant modification du titre 1<sup>er</sup> du Livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de Prud'hommes.

N° 201. Amendement : Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi.

*Ann.* — Projet de loi, portant approbation de l'accord de modification à l'accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, et l'annexe, signés à Bruxelles le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles les 11 décembre 1952 et 5 mars 1953 et Rapport concernant le Plan Marshall. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 54 (18 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 269 et 270 (15 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954. — Discussion générale. — Discours : Concernant la fiscalité excessive — la résorption du chômage — les investissements dans les entreprises existantes ou nouvelles et l'immunisation fiscale — le projet relatif au régime de l'impôt foncier et la disjonction de l'article relatif au doublement des revenus cadastraux — la création d'une société nationale d'investissements — notre commerce extérieur — la loi sur les titres étrangers — la nécessité de conjuguer la politique financière et la politique économique — le vote négatif du groupe libéral, pp. 366 à 368 (22 décembre 1953). — Fait des observations, p. 399 (23 décembre 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'aspect économique et social du problème des Classes moyennes — le pouvoir d'achat et la défense du consommateur — la nécessité d'établir un



**Warnant (suite).**

équilibre nouveau entre les différentes formes de la distribution — le libéralisme économique, pp. 703 et 704. — Fait des observations, pp. 706 à 708 (9 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 728 (10 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 8, pp. 755 et 756 (11 février 1954).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion générale. — Discours : Concernant la répercussion financière du projet et principalement dans les petites et moyennes entreprises — les employés âgés — la clause de non-concurrence, pp. 820 et 821. — Fait des observations, p. 822 (23 février 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet est entaché d'équivoque — qu'il n'a rien de provisoire et qu'il confond dans un même texte les assurés libres et les travailleurs indépendants — dénonce la création d'une solidarité à sens unique — approuve les dispositions proposées au profit des assurés libres — fait des observations au sujet de l'enquête préalable sur les ressources, pp. 1025 à 1028. — Fait des observations, pp. 1029 et 1030 (4 mars 1954).

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Buisseret tendant à l'insertion d'un nouvel article avant l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1059 et 1060 (5 mars 1954).

**Wijn, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

*Ann.* — Projet de loi sur l'enseignement artistique. — S'abstient au vote, p. 77 (19 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'existence de deux systèmes de pensions — l'absence de garanties en ce qui concerne le rattachement automatique de la pension au coût de la vie et la revalorisation éventuelle des salaires servant de base pour le calcul de la pension — le taux de la pension — les estropiés et les victimes du travail, pp. 278 et 279. — Fait des observations, pp. 279 à 281 (15 décembre 1953). — S'abstient au vote, p. 351 (17 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Discussion générale. — Discours : Concernant le cas de maladie de l'employé — le plafond des rémunérations, p. 822 (23 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat d'emploi en cas de grève. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1064 (5 mars 1954).

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1085 (5 mars 1954).

**Y****Yernaux, sénateur provincial du Hainaut.**

*Doc.* — N° 43 : Propositions de déclaration de révision des articles 1 à 11, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 25 à 29, 32, 35, 36, 47 à 57, 59, 61 à 74, 77, 79 à 82, 84 à 91, 93 à 95, 99, 102 à 108, 110 à 129 de la Constitution.

**Yernaux (suite).**

N° 46. Amendements : Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers,

N° 65. Amendements : Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat, ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat.

N° 66. Amendements : Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944, relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes.

N° 67 : Proposition de déclaration de révision de l'article 47, alinéa premier, de la Constitution.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de l'accord de modification à l'accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, et l'annexe, signés à Bruxelles le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles, les 11 décembre 1952 et 5 mars 1953 et Rapport concernant le Plan Marshall. — Discussions générales jointes. — Fait des observations, p. 54 (18 novembre 1953).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 91 (24 novembre 1953).

Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponibilité du personnel enseignant. — Discussion générale. — Discours : Concernant la modification des critères pour l'octroi des subsides à l'enseignement primaire, p. 97. — Fait des observations, p. 98 (24 novembre 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950, relative aux cours d'eau non navigables. — S'abstient au vote, p. 143 (26 novembre 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant, à cette fin, la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 116 à 117 (25 novembre 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 130 (26 novembre 1953). — S'abstient au vote, p. 145 (26 novembre 1953).

Proposition de déclaration concernant la revision des articles 1 à 11, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 25 à 29, 32, 35, 36, 47 à 57, 59, 61 à 74, 77, 79 à 82, 84, 91, 93 à 95, 99, 102 à 108, 110 à 129 de la Constitution. — Dépose la proposition, p. 152 (26 novembre 1953).

Proposition de déclaration de révision de l'article 47, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution. — Dépose la proposition, p. 232 (8 décembre 1953).

Projets et propositions de déclarations relatives à la revision de la Constitution. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 761 (11 février 1954).

Art. 6, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, p. 788 (17 février 1954).

Art. 47, alinéa 1<sup>er</sup>.

Discussion. — Discours : Appuie la proposition de M. Sledsens, p. 794 (17 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>.

Discussion. — Discours : Concernant les revendications wallonnes et les conditions d'équilibre — le droit du groupe national wallon de s'administrer lui-même dans le cadre de la Belgique — le danger de séparation, pp. 806 à 810 (18 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 3.

Discussion. — Fait des observations, p. 883 (24 février 1954).

Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Discussion. — Fait des observations, p. 908 (25 février 1954).

## Yernaux (suite).

## Art. 47, alinéa 2.

Discussion. — Fait des observations, pp. 933, 934 et 935 (26 février 1954).

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des Commissions d'Assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat et

Projet de loi relatif à la révision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, à l'égard des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes. — Discussions générales jointes. — Discours : Estime que l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 et la loi du 14 juin 1948 permettent de redresser les exagérations qui se sont produites. — Fait des observations au sujet des Commissions de révision. — Déclare que le projet n'est pas une simple loi de procédure et souligne ses répercussions financières, pp. 197 à 199. — Fait des observations, pp. 205, 207 et 208 (3 décembre 1953). — Discussion des articles du 1<sup>er</sup> projet. — Intervient dans la discussion du § 2 de l'article 2, pp. 219 à 223. — Se rallie aux amendements de M. De Stobbeleir à l'article 6, pp. 225 à 226 (8 décembre 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 6, pp. 236 et 237 (9 décembre 1953). — Discussion des articles du 2<sup>e</sup> projet. — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 244 à 247, de l'article 5 et retire ses amendements, pp. 247 et 248 (9 décembre 1953).

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 279 à 281 (15 décembre 1953). — Discussion des articles. — Dépose un amendement sous-amendé par lui, tendant à l'insertion d'un article 1<sup>bis</sup>, qui est rejeté et intervient dans la discussion, pp. 285 à 289 (16 décembre 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 13, p. 315 (17 décembre 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 351 (17 décembre 1953).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 397 (23 décembre 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 435 (23 décembre 1953).

Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'incidence financière du projet. — Fait des observations, pp. 444 à 446 (12 janvier 1954).

## Yernaux (suite).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 707 (9 février 1954). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 728 (10 février 1954).

Interpellation de M. Harmegnies à M. le Ministre de l'Intérieur. — Discussion. — Fait des observations, pp. 711 à 714. — Discours : concernant les rentrées exceptionnelles des communes — la réadaptation du Fonds des communes aux besoins des communes, pp. 715 et 716. — Fait des observations, p. 717 (9 février 1954).

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 879 (24 février 1954).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense, et actes annexes; b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense; c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1208, 1211 et 1215 (12 mars 1954).

Projet de loi majorant de 10 p. c. les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1173 (11 mars 1954).

## Z

Zurstrassen, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Doc. — N<sup>o</sup> 221. Rapport : Projet de loi instituant les conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie et Proposition de loi instituant des conditions en vue de l'exercice d'une profession commerciale ou artisanale sous une dénomination déterminée.

Ann. — Projet de loi instituant des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie. — Dépose le rapport, p. 816 (18 février 1954).

Proposition de loi instituant des conditions en vue de l'exercice d'une profession commerciale ou artisanale sous une détermination déterminée. — Dépose le rapport, p. 816 (18 février 1954).